

ÉCOLE DE POLITIQUE APPLIQUÉE

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

Transformations de régime au Kirghizistan : Une mise à jour théorique

Par

Isaïe-Nicolas Dubois-Sénéchal

Mémoire présenté à

Directeur : Pierre Binette

Lecteur : Jean-Herman Guay

Pour l'obtention de la Maîtrise ès arts

Sherbrooke

Mars 2021

Remerciements

Je tiens à reconnaître le soutien financier de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, qui m'a permis de prendre le temps qu'il fallait pour mener ce mémoire à terme.

On dit souvent que le travail de candidat à la maîtrise est solitaire, difficile; qu'il est une sorte de mise en quarantaine. Dans un contexte d'isolement à la fois volontaire et obligatoire, les gens qui nous entourent, virtuellement ou non, sont vitaux pour conserver une certaine santé mentale, un rapport normal avec la réalité, et un intérêt pour les choses extérieures au travail universitaire, souvent aride. Et c'est trop rarement que l'on prend le temps de remercier formellement les gens qui nous importent pour toutes ces petites choses quotidiennes qui transforment la routine en objet d'émerveillement.

J'aimerais remercier mes parents pour leur appui, leur amour et leur présence continue;

J'aimerais remercier mes collègues de la dernière année, qui n'ont eu de cesse de me rappeler, à travers leur engagement, que la pertinence sociale de la science doit rester au centre de tout;

J'aimerais remercier mon directeur de mémoire, Pierre Binette, ainsi que le professeur Jean-Hermann Guay;

En espérant avoir su écrire à la hauteur des attentes de ces gens et de tou.te.s les autres que je n'ai pas nommé.es, tou.te.s des esprits critiques inspirants qui ont, à un moment ou un autre, dirigé mon écriture à leur insu.

Table des Matières

Chapitre 1 : Transformations de régime au Kirghizistan	1
1.1 Problématique de recherche	2
1.2 Mise en contexte	7
 Chapitre 2 : Revue de littérature, cadres théoriques et objectifs de la recherche	 14
2.1 Revue de littérature	14
2.1.1 Retour aux définitions utilisées	14
2.1.2 Continuum démocratie/autoritarisme	21
2.1.3 Théories de l'État appliquées au Kirghizistan	24
2.2 Lacunes analytiques	26
2.3 Objectifs de recherche	28
 Chapitre 3 : Néopatrimonialisme	 31
3.1 Néopatrimonialisme : une expression à préciser	31
3.2 Double domination : un enjeu de légitimité	33
3.3 Frontière public-privé : un flou déterminant	36
3.4 L'organisation sociale, un facteur déterminant	38
3.5 Concepts et enjeux théoriques	41
3.6 Applicabilité au cas kirghize	42
 Chapitre 4 : Autoritarisme compétitif	 48
4.1 De l'hybridité à l'autoritarisme compétitif, une typologie complexifiée	48
4.2 Concepts descriptifs	50
4.3 Concepts prédictifs	53
4.4 Implications théoriques	57
4.5 Application au cas kirghize	61
 Chapitre 5 : Transition démocratique	 67
5.1 Modes de transition démocratique	67

5.2	Courants théoriques	68
5.3	Structuralisme et approche basée sur les acteurs	70
5.4	Concepts de Schmitter et O'Donnell	72
5.5	Concepts d'Acemoglu et Robinson	75
5.6	Application au cas kirghize	80
Chapitre 6 : Consolidation démocratique		84
6.1	Le courant des ancrages démocratiques	84
6.2	Conditions démocratiques institutionnelles	85
6.3	Légitimité démocratique	86
6.4	Concepts	88
6.5	Application au cas kirghize	91
Chapitre 7 : Synthèse et conclusion		96
7.1	Synthèse	96
7.2	Conclusion	104
Bibliographie		111

Chapitre 1 : Transformations de régime au Kirghizistan

« Avant d'envisager une réponse, il semble naturel d'écouter ce que les Égyptiens eux-mêmes ont à dire de leurs problèmes et des raisons qui les ont poussés à se soulever contre le régime de Moubarak. ». Telle est l'approche privilégiée par Daron Acemoglu et James Robinson¹ dans la préface de leur livre *Why Nations Fail*. Si la création théorique est nécessaire à l'avancement et à la transformation de la connaissance scientifique, elle a toutefois souvent tendance à être créée (et tenue pour validée) à travers l'observation d'objets de façon très durkheimienne. En effet, la considération des faits sociaux comme étant des *choses*² distancie les créateurs de sens de l'objet étant lui-même sensé porter le sens qui lui est attribué.

Ce problème se pose entre autres en Asie Centrale, particulièrement au Kirghizistan, où l'arrivée successive de plusieurs vagues théoriques en matière d'appréhension du régime politique instigue à douter de la validité de celles-ci, tant au niveau de la vérification empirique que de la production théorique elle-même. Parmi les quelques auteurs ayant relevé ce défi dans le contexte centrasiatique, on peut toutefois citer Radnitz et son étude des mobilisations populaires³, Reeves et son travail sur la production de sens frontalier dans le Ferghana⁴, ainsi que Beyer et la perception de l'application de la norme et de l'autorité⁵.

Généralement, les auteurs intéressés par la question des structures de pouvoir et du régime politique kirghize ont eu tendance à se pencher sur trois questions principales, soit la notion de transition vers la gouvernance démocratique, celle des régimes hybrides et néopatrimoniaux, ainsi que l'ethnologie politique de l'espace⁶. Les auteurs de la dernière vague théorique nous poussent à vouloir renouveler nos conceptions du régime politique kirghize. Depuis 2010, le Kirghizistan a en effet connu une diversité de changements nous poussant à questionner, à comparer et à réévaluer

¹ Acemoglu, Daron et James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Currency Publishing, 2012, 2.

² Durkheim, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Les presses universitaires de France, 1967, 8.

³ Radnitz, Scott, *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*, Cornell University Press, 2010.

⁴ Reeves, Madeleine, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, Cornell University Press, 2014.

⁵ Beyer, Judith, *The Force of Custom: Law and the Ordering of Everyday Life in Kyrgyzstan*, University of Pittsburgh Press, 2016.

⁶ Moldaliev, Janyl et John Heatherstraw, « Playing the "Game" of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », *Post-Soviet Affairs*, vol. 1, 2020, 174.

les différentes théories décrivant son régime politique. Il importe aujourd'hui de questionner les théories sur la question de la nature du régime politique kirghize. Non seulement cet exercice nous permettra-t-il de mieux appréhender les différents cadres théoriques entourant la nature et le fonctionnement du régime kirghize, mais il nous permettra aussi de saisir les implications épistémologiques de ces appréhensions du régime.

1.1 Problématique de recherche

L'histoire récente du Kirghizistan est probablement la plus mouvementée des États post-soviétiques d'Asie Centrale. Ce pays a connu trois révolutions, ainsi que plusieurs mouvements de contestation nationale, qui ont joué un rôle dans la transformation du régime ainsi que dans la légitimité de ses dirigeants. De plus, contrairement aux autres États de la région, qui ont connu des transitions de pouvoirs présidentiels de manière clairement autoritaire, les trois derniers présidents kirghizes ont été élus dans le cadre d'élections relativement compétitives.

Le premier régime qu'a connu le Kirghizistan indépendant est celui ayant évolué sous la présidence d'Askar Akaev. Porté au pouvoir en 1991, cet universitaire a été élu sans compétition, puis réélu en 1995 et en 2000⁷. Son administration, perçue au départ comme étant réformiste et relativement démocratique, a progressivement évolué vers un patronage présidentialiste⁸ ponctué par des événements malheureux, comme par exemple le massacre d'Aksy. Ce massacre s'est opéré en 2002 suite à des manifestations nationales organisées par des partisans d'un membre de l'opposition, Azimbek Beknazarov. Il a favorisé une vague de contestation à l'échelle nationale, mobilisant des milliers de personnes sur plusieurs semaines qui demandaient une plus grande démocratisation du régime, le respect des droits humains, et pour certains, la démission du gouvernement et du président⁹.

⁷ BBC, « Kyrgyzstan profile – Timeline », *BBC News*, 26 février 2018, consulté le 17 avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-asia-16185772>

⁸Laruelle, Marlène, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », *Democratizatsiya* vol. 20, no. 4, 2012, 311.

⁹ Radnitz, Scott, « Networks, localism and mobilization in Aksy, Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 24, no. 4, 2005, 406.

Faisant écho au mouvement de 2002, une opposition se met en branle en mars 2005 en réaction aux élections parlementaires, jugées comme étant manipulées par le pouvoir en place. Ce mouvement d'opposition, se manifestant dans l'ensemble du pays par la mobilisation d'un nombre croissant de citoyens, atteint son apogée à la fin du mois, et prend la forme d'une révolution chassant Akaev du pouvoir. Ce dernier fuit vers la Russie et abdique quelques jours plus tard.

C'est rapidement le leader d'un mouvement d'opposition et candidat exclu des élections, Kurmanbek Bakiev, qui est déclaré premier ministre¹⁰, puis président par intérim par la *Kenesh*¹¹. Ce dernier, généralement perçu comme un réformateur, se fait élire à plus de 80% des voix exprimées en juillet¹². Il est à noter que, malgré ce changement de président, les parlementaires élus en vertu de l'élection générale de mars restent en place, à l'exception de quelques-uns qui doivent lutter pour leur poste à nouveau dans des élections partielles¹³.

L'ère Bakiev est ponctuée de manifestations organisées par des partis d'opposition, qui le confrontent sur des enjeux de droits humains, de respect de la liberté de presse, mais surtout, de réforme constitutionnelle. En l'absence de la réforme promise par celui-ci après plus d'un an de présidence, des partis constitués de manière formelle organisent des grandes manifestations à Bichkek en 2006 et 2007 afin de forcer les pouvoirs législatifs et exécutifs à modifier la constitution. En décembre 2007, des élections parlementaires ont lieu, les premières depuis le changement de constitution. La grande nouveauté de celles-ci est que le scrutin, au lieu d'être par circonscription, est proportionnel et uninominal avec un seuil d'admissibilité pour les partis. Le parti soutenant Bakiev ressort victorieux de cette élection, remportant 71 des 90 sièges¹⁴.

¹⁰ Parrish, Scott et Margarita Sevcik, 2005, « Kyrgyzstan Government Ousted », *James Martin Center for Non-Proliferation Studies*, 24 mars 2005, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.nonproliferation.org/kyrgyzstan-government-ousted/>

Ce dernier avait par ailleurs déjà tenu ce rôle sous la présidence d'Akaev

¹¹ La *Jogorku Kenesh* est la chambre qui tient lieu de Parlement dans le système unicaméral kirghize.

¹² Cagnat, René, « Kirghizstan 2005: Une année terrible », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1053, no. 1, 2006, 159.

¹³ Peuch, Jean-Christophe, « Kyrgyzstan: Legislators set new date for elections », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 26 mars 2005, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.rferl.org/a/1058150.html>

¹⁴ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Constitutional Referendum 27 June 2010 OSCE/ODIHR Needs Assessment Mission Report*, 2010.

Cette élection a d'ailleurs été fortement critiquée par l'OSCE (Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe), qui a constaté plusieurs irrégularités dans le processus électoral.

Le Kirghizistan sous Bakiev voit certains indices de stabilité, de performance économique et de respect des libertés fondamentales changer pour le pire. En 2010, un ras-le-bol général favorise l'émergence d'un mouvement de contestation national dont le foyer se trouve au nord du pays¹⁵. Une révolution éclate au printemps, poussant Bakiev en exil et Roza Otunbaeva à la présidence. Dans le sillage de cette révolution, des tensions ethniques aboutissent en juin à des violences faisant plus de 400 morts et près de 400 000 déplacés dans le sud du pays¹⁶. Étant considérée comme provisoirement à la tête de l'État, Otunbaeva se fait nommer par la *Kenesh* sans élection. Elle reste présidente jusqu'en 2011, après avoir fait adopter son projet de réforme constitutionnelle. Pendant son mandat, de nouvelles élections parlementaires ont lieu et le résultat électoral semble confirmer la transition du régime vers une forme de multipartisme (5 partis entrent au Parlement)¹⁷.

L'élection présidentielle de 2011 voit un ancien premier ministre de Bakiev et d'Otunbaeva être porté au pouvoir. Almazbek Atambaev, fortement associé au parti social-démocrate (SDPK), devient président dans des conditions beaucoup plus calmes que ses prédécesseurs. Il affronte toutefois une période de manifestations majeures en 2012 et 2013. C'est en effet une opposition multiforme à travers plusieurs régions qui se met en branle suite à la grève violente des ouvriers de la mine Kumtor¹⁸. Le pouvoir n'en souffre néanmoins pas outre mesure et la présidence d'Atambaev se termine dans une relative paix sociale en novembre 2017. Depuis ce moment, c'est le poulain d'Atambaev, Sooronbaï Jeenbekov, qui est président du pays. Homme influent venant du sud (alors que son prédécesseur était originaire du nord), il est élu dès le premier tour.

En 2019, l'administration Jeenbekov a coupé les ponts avec Almazbek Atambaev. En effet, après avoir renvoyé plusieurs hauts-fonctionnaires qui lui étaient associés, Jeenbekov lui-même a ouvertement supporté l'arrestation musclée de l'ancien président suivant les accusations de

¹⁵ Pannier, Bruce, « Reporter's Notebook: Strange Days in Jalal-Abad », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 13 avril 2010, consulté le 17 avril 2019, URL https://www.rferl.org/a/Reporters_Notebook_Strange_Days_In_JalalAbad/2011197.html

¹⁶ Collins, Kathleen, « Kyrgyzstan's Latest Revolution », *Journal of Democracy*, 22., 3., 2011, 151

¹⁷ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections 10 October 2010 OSCE/ODHR Election Observation Mission Report*, 2010.

¹⁸ Fumagalli, Matteo, « The Kumtor Gold Mine and the Rise of Resource Nationalism in Kyrgyzstan », *Central Asia Economic Papers*, vol. 16, Central Asia Program, 2015, 2.

La mine Kumtor, détenue par la compagnie canadienne Centerra, représente la source principale de monnaie forte, le plus grand employeur privé et ainsi un contributeur majeur au PIB du Kirghizistan. La mine demeure donc un sujet très contentieux et difficile à aborder étant donné son poids économique.

corruptions émises par un juge d'instruction à Bichkek¹⁹. Lors des élections parlementaires d'octobre 2020, ces tensions atteignent un nouveau paroxysme, alors que des émeutes dans la capitale forcent l'annulation des élections, permettent la libération d'Atambaev et poussent Jeenbekov à la démission.²⁰ En janvier 2021, le président par intérim Sadyr Japarov est élu dans un scrutin qui voit par ailleurs une victoire référendaire pour une option constitutionnelle favorisant un système présidentiel²¹.

Ces changements multiples ont de quoi surprendre dans une région où les États ont connu seulement deux dirigeants dans les trois dernières décennies²². Le caractère populaire des changements de pouvoir est en effet très fort au Kirghizistan, particulièrement quand on observe les révolutions de 2005 et 2010. Cependant, on peut aussi observer cette particularité nationale à travers les changements de gouvernements faisant suite à la tragédie d'Aksy en 2002 ou bien aux mobilisations à Bichkek en 2006-2007²³.

Les transformations institutionnelles et sociales qu'a connu le Kirghizistan depuis les 30 dernières années appellent à tenter d'en comprendre le régime. De surcroît, la littérature existante sur la qualité démocratique du régime politique kirghize nous enjoint de questionner la réalité et l'ampleur des changements dans l'organisation du pouvoir et de la gouvernance. Il faut donc interroger la transition démocratique du Kirghizistan, la forme que celle-ci prend ainsi que la manière dont elle est perçue au sein de la communauté scientifique.

¹⁹ Radio Free Europe/Radio Liberty, « Retrial of Two Kyrgyz Opposition Figures Kicks Off in Bishkek », 12 septembre 2019, consulté le 20 septembre 2019, URL www.rferl.org/a/trial-kyrgyz-opposition/30160666.html

²⁰ Agence France-Presse, « Kirghizistan: des manifestants libèrent l'ex-président de prison », Radio-Canada, 6 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1738990/kirghizstan-manifestations-liberation-prison-ex-president-contestation-elections>

²¹ Omelicheva, Marija Y., « Why Did Kyrgyz Voters Give Up Parliamentarism? », *The Diplomat*, 12 janvier 2021, consulté le 13 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2021/01/why-did-kyrgyz-voters-give-up-parliamentarism/>

²² Lemon, Edward, « Nazarbayev's retirement marks a new era in Central Asia », *East Asia Forum*, 3 avril 2019, consulté le 17 avril 2019, URL www.eastasiaforum.org/2019/04/03/nazarbayevs-retirement-marks-a-new-era-in-central-asia/

Au Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev prend la relève de Nursultan Nazarbaïev (1991-2019) en 2019; en Ouzbékistan c'est Chavkat Mirzizoïev qui prend la place en 2016 d'Islam Karimov (1991-2016); au Turkménistan Gurbanguly Berdimuhamedow succède en 2006 à Saparmyrat Nyязow (1991-2006) et Emomali Rahmon est encore au pouvoir au Tadjikistan, et ce depuis 1992.

²³ Pannier, Bruce, « Kyrgyzstan: Anniversary of Aksy Tragedy Marked », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 17 mars 2006, consulté le 17 avril 2019, URL www.rferl.org/a/1066811.html, Radio Free Europe/Radio Liberty, « Feliks Kulov – between government and opposition », 6 juin 2007, consulté le 17 avril 2019, URL www.refworld.org/docid/469f5c74c.html

À ce sujet, plusieurs auteurs se sont déjà prononcés. Une première génération de chercheurs s'est penchée sur la question de la transition vers la démocratie libérale. Deux positions conceptuelles principales se sont imposées, soit la « transitologie » et la « consolidologie ». Alors que la seconde aborde principalement les institutions formelles et les standards de démocratie libérale pour qualifier les régimes, la première procède à un examen de l'État dans une perspective de mouvement vers un autre type de régime et se penche aussi sur l'environnement politique et le rôle de l'opposition dans la transformation démocratique. Le discours de la transition démocratique est encore fréquemment repris dans les médias, qui qualifient souvent le Kirghizistan de bien plus démocratique que ses voisins²⁴ ou abordent carrément la question de la trajectoire démocratique du pays depuis son indépendance²⁵. La consolidation démocratique est aussi toujours présente dans la sphère publique, alors que certains médias et gouvernements mentionnent très régulièrement le rôle des ancrages démocratiques que représentent les ONG nationales et les partis politiques dans l'établissement d'une démocratie solide au pays²⁶.

La deuxième génération de chercheurs s'est installée alors qu'il devenait de plus en plus évident que le Kirghizistan n'était pas devenu une démocratie libérale, à l'instar de plusieurs États postsoviétiques. Quoique n'ayant pas perdu de pertinence quant aux concepts utilisés pour qualifier les régimes, les théories consolidologistes et transitologistes se sont avérées insuffisantes pour expliquer certains développements politiques²⁷. Deux approches théoriques se sont alors imposées afin d'analyser le régime kirghize, soit l'autoritarisme compétitif et le néopatrimonialisme. Étant

²⁴ Pannier, Bruce, « All That Is Good About Kyrgyzstan's Upcoming Parliamentary Elections », Radio Free Europe/Radio Liberty, 2 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL <https://www.rferl.org/a/all-that-is-good-about-kyrgyzstan-s-parliamentary-elections-/30870232.html>

²⁵ Stano, Peter et Adam Kasnowski, « Kyrgyz Republic: Statement by the Spokesperson on the parliamentary elections », *Service Européen pour l'Action Extérieure*, 6 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/86426/kyrgyz-republic-statement-spokesperson-parliamentary-elections_en

²⁶ Pannier, « All That Is Good About Kyrgyzstan's Upcoming Parliamentary Elections », 2 octobre 2020; Ubysheva, Erkina et Dinara Oshurakunova, « A Power Grab in Kyrgyzstan », Open Society Foundations, 11 mai 2020, consulté le 27 septembre 2020, URL <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/a-power-grab-in-kyrgyzstan>; Xinhua, « SCO, CIS praise parliamentary elections in Kyrgyzstan », XinhuaNet, 5 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL http://www.xinhuanet.com/english/2020-10/05/c_139420648.htm

²⁷ Schmitter, Phillippe C. et Terry Lynn Karl, « The Conceptual Travel of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go? », *Slavic Review*, vol. 53, no. 1, 1994, 182.; Ó Beachain, Donnacha et Kevlihan, Rob, « Imagined democracy? Nation-building and elections in Central Asia », *Nationalities Papers*, vol. 43, no. 3, 2015, 496.

les deux associées aux régimes hybrides, la première se penche surtout sur les questions de formalisme démocratique, de rapports de force et de pouvoir organisationnel; alors que la seconde aborde surtout la notion de légitimité sociale et d'application du pouvoir.

La dernière vague théorique s'articule autour d'une ethnographie de l'État. S'interrogeant sur les représentations politiques et l'utilisation de l'espace, la question de la qualification du régime politique a été délaissée. L'analyse de l'organisation du pouvoir n'est plus articulée autour des institutions formelles ou informelles, mais plutôt autour des « marges » politiques, où le monopole de l'État n'est plus évident²⁸. Sans toutefois arriver à qualifier le régime politique kirghize, ce cadre théorique représente toutefois une évolution méthodologique conséquente dans l'analyse des relations de pouvoir qui peuvent structurer les échanges politiques entre les agents sociaux.

Ce mémoire propose de dresser l'état des lieux sur la réflexion théorique entourant les transformations du régime kirghize. Afin de mieux comprendre la perception de ce régime, ce mémoire se divise donc en six chapitres distincts. La fin de celui-ci abordera les événements politiques majeurs des dernières années qui servent de « marqueurs » à l'évolution du climat politique au Kirghizistan. Le second chapitre servira de revue de littérature. Nous exécuterons ensuite une comparaison des perspectives théoriques et analytiques du changement politique appliquées au Kirghizistan. Il sera question des divers cadres théoriques avancés dans la littérature pour décrire le régime et ses transitions. Après avoir circonscrit le débat théorique, les principaux concepts permettant de qualifier le régime kirghize seront détaillés. L'objectif des chapitres 3, 4, 5 et 6 sera donc de cerner les cadres utilisés pour aborder et comprendre le régime kirghize. Chaque chapitre décortiquera le cadre théorique en question, déclinera ses concepts, et tentera de comprendre les limites et les enjeux théoriques dans l'application de la théorie.

1.2 Mise en contexte

Les événements politiques décrits dans l'introduction de ce mémoire ont été des facteurs majeurs dans la réforme de certaines institutions kirghizes. À cet effet, 2010 semble avoir été une plaque

²⁸ Moldaliev et Heatherstraw, « Playing the “Game” of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 175.

tournante pour le régime. La révolution populaire y ayant renversé Kurmanbek Bakiev a favorisé l'instauration d'un régime politique prétendant à l'unité nationale et à la transition démocratique. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de transition mené par l'ancienne ministre de Bakiev et leader du principal mouvement d'opposition Rosa Otunbaeva a en effet contribué à cette prétention. La division nationale selon les lignes traditionnelles (sud-nord)²⁹ ayant permis une mobilisation du support pro-Bakiev dans le sud³⁰, la stabilisation de la situation kirghize devait passer par un support transrégional. Les violences ethniques ayant fait plus de 400 morts et 400 000 déplacés en juin de la même année³¹ n'ont fait que confirmer la nécessité pour le gouvernement central d'assurer la pénétration de l'État dans toutes les régions du pays afin de garantir sa légitimité. C'est dans ce contexte que la première réforme constitutionnelle post-révolution a été adoptée. Sixième réforme constitutionnelle en 20 ans d'indépendance³², celle-ci prévoyait un changement radical de régime politique, faisant passer le Kirghizistan à un système donnant plus de poids au Parlement. Elle a été adoptée par référendum en pleine sortie de crise le 27 juin 2010 à près de 90% des votes³³. Cette constitution créait un parlement unicaméral plus puissant qu'autrefois (entre autres pour former un gouvernement), un système électoral proportionnel où les partis présenteraient des listes et devraient atteindre un seuil minimal au niveau régional et national afin d'obtenir des sièges³⁴.

Les élections suivantes en octobre 2010 semblent confirmer l'analyse selon laquelle le Kirghizistan effectue une transition démocratique. Six partis entrent alors à la *Kenesh*, et le SDPK (parti d'Otunbaeva et de la plupart des hauts placés de l'administration) arrive deuxième derrière le parti Ata-Jurt³⁵. Quoique la formation d'une coalition gouvernementale fut difficile, c'est toutefois le

²⁹ Gullette, David, « Theories on Central Asian factionalism: the debate in political science and its wider implications », *Central Asian Survey*, vol. 2, no. 3, 2007, 379.; Ryabkov, Maxim, « The north-south cleavage and political support in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 27, no. 3-4, 2008, 313.

³⁰ Pannier, « Reporter's Notebook: Strange Days in Jalal-Abad », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 13 avril 2010.

³¹ Collins, « Kyrgyzstan's Latest Revolution », 151.

³² Beyer, Judith, « Constitutional Faith: Law and Hope in Kyrgyzstan », *Ethnos*, vol. 80, no. 3, 2015, 328.

³³ Al Jazeera, « New Kyrgyz constitution approved », *Al Jazeera*, 28 juin 2010, consulté le 19 février 2020, URL <https://www.aljazeera.com/news/asia/2010/06/201062873510612781.html>

³⁴ Huskey, Eugene et David Hill, « The 2010 referendum and parliamentary elections in Kyrgyzstan ». *Electoral Studies*, vol. 30, no. 4, 2011, 877.

³⁵ Huskey, Eugene et David Hill, « Regionalism, personalism, ethnicity, and violence: parties and voter preference in the 2010 parliamentary election in Kyrgyzstan », *Post-Soviet Affairs*, vol. 29, no. 3, 2013, 241.

Un parti ayant remporté un bon nombre de votes (près de 140 000), Butun Kyrgyzstan, n'obtient pas de sièges puisqu'il n'a pas réussi à atteindre le seuil de 5% des électeurs inscrits (même si 8,3% des votes totaux sont allés vers ce parti).

SDPK qui mène le bal en voyant son leader Almazbek Atambaev devenir premier ministre en décembre.

Les élections présidentielles de 2011 voient la place prépondérante des adhérents au SDPK être confirmée. Le premier ministre sortant Atambaev est élu au premier tour avec 63% des suffrages exprimés, alors que son opposant le plus proche obtient moins de 15%³⁶. C'est par ailleurs sous Atambaev qu'a lieu l'élection législative de 2015, qui voit le seuil minimal national passer à 7% et le seuil régional à 0,7% afin d'obtenir des sièges. Le SDPK l'emporte alors dans un scrutin généralement jugé compétitif et juste par les observateurs³⁷.

La Constitution est amendée en 2016, malgré un consensus sur le fait qu'elle ne devait pas l'être au moins jusqu'en 2020. Malgré le fait que le président ne peut pas initier le changement constitutionnel, il a fait activement campagne pour celle-ci. Au lieu de renforcer le pouvoir législatif en affaiblissant celui du président tel que l'argumentaient les partisans de la réforme, c'est l'indépendance du pouvoir judiciaire qui est affaibli au niveau de la nomination des juges³⁸. Le gouvernement en sort aussi stabilisé, en limitant les capacités de la chambre d'initier un vote de confiance. En contrepartie, en assumant que le premier ministre provient du même parti que le président (ce qui était déjà le cas à l'époque), le premier ministre peut appeler à un vote de confiance plus facilement, permettant au président de dissoudre le parlement si celui-ci est perdu. Les amendements constitutionnels augmentent aussi le pouvoir de veto présidentiel, ainsi que le pouvoir du premier ministre dans la nomination de gouverneurs régionaux³⁹.

Les élections présidentielles de 2017 ont vu être porté au pouvoir dès le premier tour Sooronbaï Jeenbekov, ancien premier ministre et Gouverneur d'Osh sous Atambaev. Il triomphe avec 54% des voix exprimées contre 33% pour Babanov (son principal opposant)⁴⁰. C'est avec son support

³⁶ Fumagalli, Matteo, « The 2011 presidential elections in Kyrgyzstan », *Electoral Studies*, vol. 31, no. 4, 2012, 866.

³⁷ Fumagalli, Matteo, « The 2015 parliamentary election in Kyrgyzstan », *Electoral Studies*, vol. 42, 2016, 301.

³⁸ Esengeldiev, Almaz, *Strengthening the Vertical: Kyrgyzstan's 2016 Constitutional Referendum*, Freedom House, 2017, 4.

³⁹ Esengeldiev, *Strengthening the Vertical: Kyrgyzstan's 2016 Constitutional Referendum*, 2-5.

⁴⁰ Pannier, Bruce, « In Kyrgyzstan, An Unexpected Victory For Atambaev's Chosen Candidate », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 15 octobre 2017, consulté le 20 février 2020, URL <https://www.rferl.org/a/kyrgyzstan-presidential-election-analysis-jeenbekov/28796176.html>

que la *Kenesh* a voté le retrait de l'immunité juridique contre Almazbek Atambaev en 2019, permettant son arrestation quelques mois plus tard⁴¹.

Les élections parlementaires d'octobre 2020 ont remis la question de la stabilité du régime kirghize à l'avant-plan. Près de dix jours après des élections considérées par plusieurs observateurs comme étant frauduleuses⁴², Jeenbekov a donné sa démission. Une contestation massive, principalement dans la capitale, avait mené à la libération de l'ancien président Atambaev, ainsi que de Sadyr Japarov, anciennement condamné pour prise d'otage, conséquemment nommé premier ministre, président par intérim, et enfin, élu à la tête du pays pour un mandat complet. Ces changements à la présidence ont aussi mené à la démission de plusieurs maires de villes importantes comme Bishkek ou Jalalabad. Simultanément, on assiste à la tenue d'un discours public où les agents politiques mentionnés sont moins souvent les partis politiques que les concepts de « mafias » ou de crime organisé⁴³. Plusieurs villes ont vu s'organiser des « conseils populaires » à la fin de 2020, permettant à certains citoyens de se positionner par rapport à la légitimité du pouvoir, local autant que national. Il apparaît aujourd'hui que nombre de médias locaux, ainsi que plusieurs membres de partis politiques n'observent pas d'acteur assez légitime pour prendre le pouvoir au nom de la volonté populaire en tant que président, et certains médias abordent encore la révolution comme était le fait de la contestation locale plutôt que nationale⁴⁴.

Les élections, ainsi que les changements constitutionnels et institutionnels depuis 2010, semblent avoir modifié pour le mieux des indices des organisations internationales quantifiant la démocratie

⁴¹ Radio Free Europe/Radio Liberty, « Kyrgyz Lawmakers Vote to Lift Atambaev Immunity », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 juin 2019, consulté le 20 février 2020, URL <https://www.rferl.org/a/kyrgyz-lawmakers-vote-to-lift-atambaev-s-immunity-/30023178.html>

⁴² Litvinova, Daria, « Kyrgyzstan annuls parliamentary election results amid unrest », *AP News*, 6 octobre 2020, consulté le 8 octobre 2020, URL <https://apnews.com/article/kyrgyzstan-bishkek-archive-elections-parliamentary-elections-05f39bd910d890bc4c02fb7d3427ef30>

⁴³ Yalovkina, Anna, « Kyrgyz Politics Still Too Close to the Mob? », *Institute for War and Peace Reporting*, 14 juillet 2015, consulté le 25 octobre 2020, URL <https://iwpr.net/global-voices/kyrgyz-politics-still-too-close-mob> et De Danieli, Filippo, « Beyond the drug-terror nexus: Drug trafficking and state-crime relations in Central Asia », *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, no. 6, 2014, 1235-1240.

⁴⁴ Novastan, « La troisième révolution kirghize du côté des régions : vol de moutons et démissions », *Novastan*, 10 octobre 2020, consulté le 20 octobre 2020, URL https://novastan.org/fr/kirghizstan/la-troisieme-revolution-kirghize-du-cote-des-regions-vol-de-mouton-et-demissions/?fbclid=IwAR1s5oRzkejHnQMOvRFFYzgel3rV_08JEFn-kEVXm9b0fzHWqwKtCRFF1o

au Kirghizistan. Le score moyen du pays selon *Nations in Transit* (*Freedom House*) s'est légèrement amélioré dans les dix dernières années, soit une hausse de 0,17 sur 7 entre 2010 et 2020.

Tableau 1 : Indicateurs de *Nations in Transit* (*Freedom House*) pour le Kirghizistan, 2005-2020

Année	Gouvernance démocratique nationale	Processus électoral	Société civile	Médias indépendants	Gouvernance démocratique locale	Cadre judiciaire et indépendance	Corruption	Score total	Type de régime
2005	2,00	2,00	3,50	2,25	2,25	2,50	2,00	2,36	SAC
2006	2,00	2,25	3,50	2,25	1,75	2,50	2,00	2,32	SAC
2007	2,00	2,25	3,50	2,25	1,75	2,50	2,00	2,32	SAC
2008	1,75	2,00	3,50	2,00	1,50	2,00	1,75	2,07	SAC
2009	1,50	2,00	3,25	1,75	1,50	2,00	1,75	1,96	AC
2010	1,25	1,75	3,00	1,50	1,50	2,00	1,50	1,79	AC
2011	1,50	2,00	3,25	1,50	1,50	1,75	1,75	1,89	AC
2012	1,50	2,50	3,25	1,75	1,50	1,75	1,75	2,00	AC
2013	1,50	2,50	3,25	1,75	1,75	1,75	1,75	2,04	SAC
2014	1,50	2,50	3,50	2,00	1,75	1,75	1,75	2,11	SAC
2015	1,50	2,50	3,25	2,00	1,75	1,75	1,75	2,07	SAC
2016	1,50	2,75	3,25	2,00	1,75	1,75	1,75	2,11	SAC
2017	1,50	2,50	3,00	2,00	1,75	1,50	1,75	2,00	AC
2018	1,50	2,25	3,00	1,75	1,75	1,50	1,75	1,93	AC
2019	1,50	2,25	3,25	2,00	1,75	1,50	1,75	2,00	AC
2020	1,50	2,25	3,25	2,00	1,75	1,50	1,50	1,96	AC

AC: Autoritarisme consolidé

SAC: Autoritarisme semi-consolidé

Chacun des scores s'inscrit dans une échelle allant de 1 à 7, où 7 signifie le meilleur résultat possible et 1 signifie le pire.

Freedom House, *Nations in Transit*, 2020, consulté le 13 mai 2020, <https://freedomhouse.org/report/nations-transit>

L'indice de stabilité du *Fund for Peace* et l'indice de démocratie de l'*Economist Intelligence Unit* (EIU) ont aussi montré une amélioration générale des conditions démocratiques (tableaux 2 et 3). Cependant, on peut observer des limites à l'amélioration de la démocratie. En effet, en revenant au tableau 1, on peut remarquer que l'indice de démocratie de *Nations in Transit* démontre une indépendance et un cadre judiciaire en déclin depuis 2006, ainsi qu'une relative stagnation de l'amélioration des conditions démocratiques.

Si l'indice considère qu'une légère amélioration démocratique a eu lieu dans les dix dernières années, la condition démocratique est en déclin depuis 2016. Le score de démocratie du pays selon *Freedom in the World* (*Freedom House*), lui, n'a connu qu'une légère amélioration depuis 2010 (tableau 4). En outre, l'indice de l'EIU dénote une chute des libertés civiles et de la culture politique depuis 2010. Enfin, le *Fund for Peace* observe une augmentation du factionnalisme et des griefs de groupe dans cette même période.

Tableau 2 : Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, 2006-2019

Année	Pluralisme électoral	Gouvernement	Participation politique	Culture politique	Libertés civiles	Indice de Démocratie	Changement de l'indice de démocratie sur l'année précédente
2006	57,50	18,60	27,80	50,00	50,00	40,80	
2007	52,90	18,60	33,35	46,90	51,45	40,65	-0,15
2008	48,30	18,60	38,90	43,80	52,90	40,50	-0,15
2009	52,90	15,00	44,45	43,80	52,90	41,80	1,30
2010	57,50	11,40	50,00	43,80	52,90	43,10	1,30
2011	57,50	18,60	44,40	43,80	52,90	43,40	0,30
2012	65,80	22,10	50,00	43,80	52,90	46,90	3,50
2013	65,80	22,10	50,00	43,80	52,90	46,90	0,00
2014	65,80	32,90	66,70	43,80	52,90	52,40	5,50
2015	78,30	32,90	55,60	50,00	50,00	53,30	0,90
2016	74,20	29,30	55,60	37,50	50,00	49,30	-4,00
2017	65,80	29,30	66,70	43,80	50,00	51,10	1,80
2018	65,80	29,30	66,70	43,80	50,00	51,10	0,00
2019	60,80	29,30	66,70	37,50	50,00	48,90	-2,20

L'indice de démocratie correspond à la moyenne des cinq autres indices.

Economic Intelligence Unit, « EIU Democratic indices Dataset », *Gapminder*, 13 février 2020, consulté le 17 mai 2020, www.gapminder.org/data/documentation/democracy-index/

Tableau 3 : Indice de fragilité des États pour le Kirghizistan (Fund for Peace), 2006-2020

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appareil Sécuritaire	7,6	8	7,4	7,4	7,1	6,8	6,5	6,5	6,8	6,5	6,5
Factionnalisme des élites	7,4	8,3	8,3	8	8	8	8	8	8	8	8
Griefs des groupes	7,4	8,3	8,4	8,4	8,2	8,4	8,6	8,4	8,1	8,1	8,4
Économie	7,9	7,6	7,9	7,6	7,3	7	7,2	7	6,7	6,4	6,1
Inégalités	7,9	7,6	7,3	7	6,7	6,4	6,1	5,9	6,5	5,3	5
«Brain drain» et émigration	7,3	7	6,7	6,4	6,1	6,4	6,7	7	6,7	7	6,7
Légitimité de l'État	8,4	9	8,7	8,4	8,2	7,8	7,9	7,7	7,4	7,1	6,8
Services publics	6,3	6	5,4	5,9	5,9	5,6	5,3	5,1	4,8	4,5	4,3
Droits Humains	7,6	8	7,8	7,6	7,3	7,2	7	7,5	7,2	6,8	6,6
Pression démographiques	7,8	7,6	6,5	6,2	6	5,9	5,7	5,5	5,6	5,3	5
Réfugiés et personnes déplacées	5,2	6,5	5,3	5,6	5,5	5,8	5,5	5,3	5	4,7	4,4
Intervention externe	7,6	7,9	7,6	7,3	7,6	6,9	6,6	6,4	6,7	6,4	6,1
Score total	88,4	91,8	87,4	85,7	83,9	82,2	81,1	80,3	78,6	76,2	73,9

Plus un score est élevé, plus l'État est instable. Les scores totaux peuvent varier entre 0 et 120.

Fund for Peace, « Fragile States Index: Country Dashboard », 2020, consulté le 17 mai 2020, <https://fragilestatesindex.org/country-data/>

Tableau 4: Indicateurs de *Freedom in the World* (Freedom House), 2006-2020

	Statut	Processus électoral	Pluralisme politique	Gouvernement fonctionnel	Question discrétionnaire 1	Question discrétionnaire 2	Liberté d'expression	Liberté d'association	État de droit	Droits individuels	Total agrégé
2020	PL	4	5	4	-1		10	6	4	7	38
2019	PL	4	5	4	-1	0	10	5	4	7	38
2018	PL	4	5	4	-1	0	10	4	4	7	37
2017	PL	5	6	4	0	-2	9	4	4	7	37
2016	PL	6	6	4	0	-2	9	4	4	7	38
2015	PL	6	6	4	0	-2	9	4	4	7	38
2014	PL	6	6	4	0	-2	9	5	4	7	39
2013	PL	6	6	4	0	-2	9	5	4	7	39
2012	PL	6	7	5	0	-2	9	5	4	7	41
2011	PL	6	6	3	0	-2	8	5	4	7	37
2010	NL	3	5	3	0	0	8	5	5	7	36
2009	PL	4	5	4	0	0	9	5	5	7	39
2008	PL	5	7	4	0	0	10	7	5	7	45
2007	PL	5	7	4	0	0	10	8	5	7	46
2006	PL	5	7	4	0	0	11	8	5	7	47

PF : Partiellement libre

NL : Non-libre

Le score total agrégé est sur une échelle de 100, où 0 représente l'absence de libertés totale et 100 représente des conditions optimales de liberté et de droits politiques et civils.

Freedom House, *Freedom in the World 2019*, 2019, consulté le 13 mai 2020, <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2019>

Les messages contradictoires de ces indices quant à la qualité démocratique du Kirghizistan nous poussent à revoir les perspectives théoriques qui qualifient le régime. En effet, l'interprétation des évolutions institutionnelles d'un État, surtout lorsqu'il y a un changement de gouvernement, varie en fonction des variables observées et des cadres théoriques adoptés. Quoique les théories représentent généralement des idéal-types difficilement reproductibles dans la réalité, l'étude de celles-ci peut aider à comprendre non seulement l'évolution ou le changement de régime, mais aussi aider à comprendre les concepts utilisés pour appréhender ce dit régime. Ainsi, en identifiant les théories et les concepts utilisés par les sujets pour analyser le régime kirghize, on en affine notre compréhension.

Chapitre 2 : Revue de littérature, cadres théoriques et objectifs de la recherche

Nous cherchons donc à comparer les cadres théoriques utilisés pour décrire le régime kirghize. La pertinence scientifique de ce questionnement va de soi. En effet, une analyse de la production théorique décrivant un objet aux caractéristiques évolutives tel que le régime kirghize peut permettre de nuancer les analyses présentes dans la littérature sur la nature du régime politique. De plus, les résultats de notre analyse pourront appuyer l'approfondissement des cadres théoriques présentés. La pertinence sociale peut sembler moins évidente. Si notre étude ne porte pas directement sur la perception sociale du régime, l'analyse sur l'épistémologie de celui-ci pourra être utile au développement de méthodologies sur la cognition politique, la socialisation politique et l'opinion publique par rapport aux régimes.

2.1 Revue de littérature

2.1.1 Retour aux définitions utilisées

Afin de mieux aborder le régime kirghize et les théories qui le décrivent, il semble nécessaire de faire un retour vers la définition wébérienne traditionnellement acceptée de l'État et d'aborder les spécificités kirghizes de celui-ci. Dans *Le Savant et le Politique*, Max Weber conçoit ainsi l'État comme « le monopole de la violence légitime sur un territoire donné »¹. Quatre aspects entrant en interaction avec les autres sont donc présentés.

Abordons premièrement la question du monopole. Il représente la capacité d'une entité politique (ou d'un ensemble d'identité) à s'imposer comme étant les seuls ayant droits à l'exercice d'un pouvoir. Selon McFalls, l'aspect monopolistique dans la définition wébérienne de l'État renvoie à son statut d'arène, de lieu de compétition des intérêts et opportunité d'accumulation de pouvoir². En effet, quoique le monopole permette, de par sa définition même, d'accorder un statut de sujet à toute chose pouvant gouvernée par l'État, l'idée constructiviste que le monopole puisse être un lieu

¹ Traduction officielle de Catherine Colliot-Thélène, Weber, Max, *Le savant et le politique*, La Découverte, 2003, 118.

² McFalls, Laurent, *Construire le politique : Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, Presses de l'Université Laval, 2006, 77.

de concurrence des intérêts permet d'identifier une structure de pouvoir comme étant capable de détenir ledit monopole plutôt que simplement des agents. Ainsi, un ensemble d'agents peuvent, à travers leur négociation collective, créer ce monopole.

Le concept même du monopole dans la définition de l'État est contesté par plusieurs auteurs. En effet, la pratique de la violence est rarement entièrement monopolisée par l'État. Au Brésil, par exemple, Adorno considère que la violence incroyable dont les cartels peuvent faire preuve conteste la notion même de monopole dans la définition de celui-ci³. L'existence de « kystes » urbains où ne règne aucun État de droit, ou à tout le moins, un État de droit régi par le caractère monopolistique de la détention du pouvoir des cartels, limiterait l'existence de l'État sinon dans son ensemble, au moins à sa territorialité et à son monopole.

Le monopole wébérien au sens de l'État moderne sous-tend qu'il existe une codification juridique et administrative permettant de réguler les rapports sociaux⁴. Michel Troper considère le monopole ainsi : « (Il) signifie donc non pas l'exercice exclusif de la violence, mais le droit exclusif de prescrire ou de permettre et par conséquent de prohiber la violence »⁵.

Pouvant être directement associé à la notion d'État de droit (lire ici *rule of law* pour une formulation plus exacte provenant de la tradition intellectuelle anglaise), une concentration des capacités institutionnelles du pouvoir semble nécessaire à l'existence de ce monopole⁶. En effet, si l'État de droit suppose de la capacité de l'État à faire appliquer la norme de manière impartiale pour chacun de ses sujets de droit⁷, il est donc supposé qu'il en soit non seulement capable (référence à la violence, à la contrainte, deuxième aspect de la définition) mais aussi qu'il soit le seul « émanateur » de normativité contraignante et qu'il ait une capacité absolue d'application de cette normativité.

³ Adorno, Sergio, « Le monopole étatique de la violence: Le Brésil face à l'héritage occidental », *Cultures et Conflits*, vol. 59, Automne., 2005, 164.

⁴ Colliot-Thélène Catherine, « La fin du monopole de la violence légitime ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 34, 1, 2003, 5-31.

⁵ Troper, Michel, « Le monopole de la contrainte légitime (Légitimité et légalité dans l'État moderne) », *Lignes*, vol. 2, no. 25, 1995, 39.

⁶ La concentration institutionnelle ne remet pas en question le fait qu'il puisse y avoir une agentivité multiple au monopole.

⁷ O'Donnell, Guillermo, « Why the Rule of Law Matters », dans Larry Diamond et Leonardo Morlino (dir.), *Assessing the Quality of Democracy*, John Hopkins University Press, 2005, 4.

L'aspect monopolistique de l'État est donc souvent abordé dans la littérature. On l'aborde principalement sous la forme du clanisme ou du gouvernement par pacte⁸, mais il est aussi question du rôle institutionnel et formaliste des partis politiques dans la conception de ce monopole⁹, ainsi que du rôle des institutions typiquement « postsoviétiques ». La question de l'indépendance récente du Kirghizistan vient aussi ajouter une dimension de transformation et de transfert au monopole étatique. La contestation dudit monopole existe donc chez une pluralité d'universitaires abordant tant la captation de pouvoir par les élites locales¹⁰ que la porosité de l'État dans le Ferghana¹¹.

Enfin, le monopole est aussi souvent abordé lorsqu'il est question des négociations politiques afin de confirmer la nature interethnique de l'État, et donc de confirmer le monopole par la gouvernementalité de l'État à travers ses citoyens¹². À ce sujet, le thème de « réconciliation » suivant les violences de 2010 favorise l'établissement d'un monopole central dans la formulation du débat sur l'État inclusif, les politiques linguistiques, la place laissée aux minorités ethniques ou religieuses, etc.¹³.

Le deuxième aspect de la définition wébérienne, la violence, se rapporte à la capacité d'exercer une contrainte sur une population. Certains sont adeptes d'une définition plus restreinte de la nature de la contrainte; en effet, la tradition juridique s'inspirant de la définition wébérienne considère que ladite contrainte est d'ordre exclusivement juridique et institutionnalisé¹⁴. En effet, grâce au principe d'imputation, la violence étatique peut se matérialiser à travers ses agents désignés.

Cela ne revient toutefois pas à dire que la contrainte provient uniquement de la sphère étatique. Si l'aspect monopolistique et légitime de celle-ci est du ressort de l'État, le cas kirghize nous fait douter des moyens d'application de cette violence. La normativité contraignante ne semble en effet

⁸ Collins, « Kyrgyzstan's Latest Revolution », 156 et Collins, Kathleen, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories », *World Politics*, vol. 56, no. 1, 2004, 248.

⁹ Juraev, Shairbek, « The Evolving Role of Political Parties in Kyrgyz Politics », dans Marlène Laruelle et Johan Engvall (dir.), *Kyrgyzstan beyond 'Democracy Island' and 'Failing State': Social and Political Changes in a Post-Soviet Society*, Lexington Books, 2015, 32.

¹⁰ Reeves, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, 178.

¹¹ Reeves, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, 153.

¹² Marat, Érica, « 'We disputed every word': how Kyrgyzstan's moderates tame ethnic nationalism », *Nations and Nationalism*, vol. 22, no. 2, 2016, 317.

¹³ Marat « 'We disputed every word': how Kyrgyzstan's moderates tame ethnic nationalism », 317.

¹⁴ Troper, « Le monopole de la contrainte légitime (Légitimité et légalité dans l'État moderne) », 40.

pas provenir exclusivement des institutions, et à tout le moins pas de manière organique. Sur ce point, Johan Engvall considère que l'utilisation de l'État comme investissement par les individus qui en deviennent des agents peut limiter leur capacité à exercer une contrainte dans leur communauté¹⁵. De plus, la normativité sociale peut même exercer une contrainte sur la normativité étatique. Le monopole de la violence (ou de la contrainte) est aussi limité par les capacités institutionnelles de l'État kirghize. À titre d'exemple, il n'est pas rare que des fonctionnaires kidnappent leur femme ou tolèrent cette pratique, et ce, en toute immunité, malgré l'illégalité de celle-ci¹⁶. La valeur de la prescription contraignante est donc inégale et parfois inapplicable par l'État lui-même, ce qui limite l'exercice de la violence étatique.

La légitimité du monopole de la violence est possiblement l'aspect de la définition wébérienne le plus décrit dans la littérature. Weber lui-même élabore sur les types de légitimité pouvant exister. Il définit ainsi la domination traditionnelle, légale et charismatique. Il faut ici comprendre la domination comme étant le fruit d'une légitimité permettant au dominé d'accepter la relation par rapport au dominant. Dans le cas où la légitimité serait inexistante, la domination serait donc incertaine, et le monopole de la violence serait renvoyé au statut d'objet de confrontation, ce que l'on peut associer aux transitions de régime politiques¹⁷. Quant à la fragilité de l'État, le manque de légitimité n'en est pas non plus forcément garant. Les capacités à exercer la violence, et le caractère monopolistique de l'État sur celles-ci semblent en effet être plus significatives dans sa stabilisation que la légitimité¹⁸.

La domination traditionnelle renvoie à une organisation sociale centrée autour d'un modèle obéissant à une hiérarchie héréditaire. La normativité sociale traditionnelle y est à la base de la

¹⁵ Engvall, Johan, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan », dans Marlène Laruelle et Johan Engvall (dir.), *Kyrgyzstan beyond "Democracy Island" and "Failing State": Social and Political Changes in a Post-Soviet Society*, Lexington Books, 2015, 42.

¹⁶ Amnistie Internationale, *Kyrgyzstan: New rape case highlights need for immediate action to end appalling "bride kidnapping" practice*, 2018, consulté le 21 février 2020, URL www.amnesty.org/en/latest/news/2018/06/kyrgyzstan-new-rape-case-highlights-need-for-immediate-action-to-end-appalling-bride-kidnapping-practice/

¹⁷ O'Donnell, Guillermo et Philippe Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, John Hopkins University Press, 1986, 15.

¹⁸ Carment, David, Joe Landry, Samy Yiagadeesen et Scott Shaw, « Towards a theory of fragile state transitions: evidence from Yemen, Bangladesh and Laos », *Third World Quarterly*, vol. 36, no. 7, 2015, 1328.

légitimité de la relation entre le dominant et le dominé, de sorte à ce que l'on observe une domination circonscrite au cadre entretenu par la tradition¹⁹.

Le deuxième type de domination décrit par Weber, soit la domination légale, se rapporte plutôt à l'État dans sa capacité administrative et bureaucratique. Dans ce type de domination, on observe la suprématie de la codification chez tous les membres de la société. La domination est plutôt celle de la normativité que celle d'individus, cependant, certaines personnes appartenant à la sphère politique sont en mesure d'adapter la norme afin d'obtenir une position plus enviable dans la hiérarchie sociale²⁰.

Le dernier type de domination (charismatique) fait référence à une domination exercée par « l'abandon affectif à la personne du maître et à ses dons de grâce »²¹. La légitimité est associée au rapport émotionnel qu'entretient le dominé avec le dominant. L'obéissance est exclusive à la personne détenant l'autorité. On pourrait rapporter ce genre de légitimité à la relation entretenue entre Jésus et ses apôtres, Hitler et les sympathisants nazis, ou quelconque autre figure héroïque, souvent associée à une nature révolutionnaire (Guevara, Sankara, etc.).

La double utilisation des concepts de domination et de légitimité est volontaire. En effet, en ce qui a trait à la domination légale, Guillermo O'Donnell mentionne que la légitimité démocratique n'existe que si le contrat social de l'État de droit existe, changeant donc le rapport à l'État de « sujet de droit » à agent de l'État²². La citoyenneté et l'exercice des droits qui y sont associés est donc au cœur de la légitimité, ainsi que de la domination. C'est en acceptant la domination d'un ordre normatif de nature traditionnel, légal ou charismatique que le sujet légitime le monopole de la contrainte.

Les questionnements par rapport à la légitimité de l'État au Kirghizistan sont nombreux parmi les chercheurs. La normativité légale démocratique est, pour certains, à la source de la légitimité, plus

¹⁹ Weber, Max, « Die drei reinen der legitimen Herrschaft. Eine soziologische Studie », *Der Preußische Jahrbücher*, vol. 187, no. 1, 1922, 1-12, Traduction de Élisabeth Kauffmann, « Les trois types purs de la domination légitime », *Sociologie*, 3., 5., 2014, 294-5.

²⁰ Weber, « Die drei reinen der legitimen Herrschaft. Eine soziologische Studie », 294-295.

²¹ Weber, « Die drei reinen der legitimen Herrschaft. Eine soziologische Studie », 297.

²² O'Donnell, « Why the Rule of Law Matters », 9.

que l'ensemble gouvernemental²³. Pour d'autres, elle se trouve dans la relation avec des sources d'autorité traditionnelle, comme par exemple les *Aksakal*²⁴. Scott Radnitz décrit ainsi des rassemblements de masse contre une politique gouvernementale non pas suite à la colère citoyenne, mais suite à l'appel à la manifestation d'élites locales et traditionnelles²⁵. L'existence de droits politiques et sociaux contribue, selon certains auteurs, à assurer la préséance de la légitimité bureaucratique du pouvoir²⁶. Enfin, d'autres définissent les sources de légitimité comme étant multiples, provenant à la fois des autorités traditionnelles et de la domination légale²⁷.

Le dernier aspect de la définition wébérienne, le territoire, est particulièrement pertinent au Kirghizistan, alors que plusieurs auteurs s'interrogent aujourd'hui sur la spatialité du pouvoir²⁸. En effet, la condition *sine qua none* pour que le monopole de la violence légitime puisse s'appliquer, c'est que son étendue puisse être circonscrite à un territoire, assurant alors le concept de souveraineté.

Ainsi, une approche très utilisée pour le Kirghizistan afin de qualifier la territorialité de l'État est de démontrer là où son monopole n'est pas applicable. Madeleine Reeves démontre la limite de la territorialité de l'État en parlant de la porosité des frontières et de l'impact sur l'identification du référent autoritaire pour les populations. Ainsi, en zone frontalière, les représentations de l'État sont parfois absentes, ne détiennent pas toujours leur autorité de par la domination légale, et peuvent être contestées²⁹. La territorialité des États centrasiatiques ayant été fortement affectée par le découpage territorial effectué à l'époque soviétique et ayant pour but de limiter la cohésion

²³ Collins, Kathleen et Robert Gambrel, « Corruption and Popular Support for Democracy and Government in Transitional Contexts: The Case of Kyrgyzstan », *Europe-Asia Studies*, vol. 69, no. 8, 2017, 1286.

²⁴ Beyer, Judith, « 'There is this law...': Performing the State in the Kyrgyz Courts of Elders », dans Madeleine Reeves, Johan Rasanayagam et Judith Beyer (dir.), *Ethnographies of the State in Central Asia, Performing Politics*, Indiana University Press, 2014, 109.

Les *Aksakal* (littéralement « Barbes Blanches ») sont des instances de justice traditionnelles axées vers la médiation ayant un statut légal mais exerçant de manière plus ou moins formelle la justice dans certains villages kirghizes. Quoique la loi prescrive précisément les limites et les capacités de ces tribunaux, il est fréquent que ceux-ci débordent de leurs limites légales et aillent jusqu'à juger des affaires criminelles ou à imposer des sentences.

²⁵ Radnitz, *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*, 88.

²⁶ Donnelly, Jack, *Universal Human Rights in Theory and Practice*, Cornell University Press, 1989, 14.

²⁷ Laruelle, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », 312-3.

²⁸ Moldaliev et Heatherstraw, « Playing the "Game" of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 174.

²⁹ Reeves, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, 156-168, 173.

territoriale, ceux-ci ne détiennent³⁰ ou n'appliquent pas entièrement leur monopole dans plusieurs parties de leur territoire, parfois même dans des zones périurbaines³¹. La matérialité de l'État est aussi souvent limitée, restreignant ses capacités sur son territoire³². La territorialité du Kirghizistan est donc régulièrement contestée, ce qui pousse certains auteurs à douter de ses capacités à la stabilité³³.

Le concept de régime politique est traditionnellement considéré comme étant descriptif de l'État. Faisant référence à l'organisation du pouvoir au sein d'une entité politique ou encore aux « règles et aux limites à l'accès et à l'usage du pouvoir »³⁴, le régime politique peut se rapporter aux quatre aspects décrivant l'État. Une transition de régime politique ne signifie donc pas forcément un changement d'État, mais plutôt une reconfiguration du pouvoir, de ses représentations, de ses capacités, etc.³⁵ En décrivant un régime politique, on peut décrire la structure monopolisant le pouvoir, expliquer ses sources de légitimité du pouvoir, préciser le type et l'application de la violence priorisée ainsi qu'interroger le degré de pénétration étatique sur le territoire et la relation entre le centre et les périphéries du pouvoir. La littérature sur les régimes aborde régulièrement ces thèmes. Toutefois, l'axe analytique prépondérant est celui de la démocratie et de l'autoritarisme³⁶.

La perspective constructiviste est plus rarement utilisée pour définir le régime politique. En ajoutant au cadre constructiviste la définition de base du régime, soit « les règles et les limites à l'accès et à l'usage du pouvoir », on pourrait convenir qu'il s'agit d'un ensemble normatif partagé, d'un construit social complexe décrivant les modes d'application, d'accession et de partage du pouvoir. Ainsi, on ne peut pas limiter le régime politique à la description des fonctions de l'État et des limites institutionnelles aux conditions du pouvoir. Si le régime politique peut être évalué sous

³⁰ Alkan, Haluk, « Post-Soviet politics in Kyrgyzstan: between centralism and localism? », *Contemporary Politics*, vol. 15, no. 3, 2009, 363.

³¹ Nasritdinov, Emil, Bermet Zhumakadyr kyzy et Diana Asanalieva, « Myths and Realities of Bishkek », dans Marlène Laruelle et Johan Engvall (dir.), *Kyrgyzstan beyond 'Democracy Island' and 'Failing State': Social and Political Changes in a Post-Soviet Society*, Lexington Books, 2015, 159.

³² Heathersraw, John, « The Global Performance State », dans Madeleine Reeves, Johan Rasanayagam et Judith Beyer (dir.), *Ethnographies of the State in Central Asia, Performing Politics*, Indiana University Press, 2014, 30-31.

³³ McGlinchey, Eric « Exploring Regime Instability and Ethnic Violence in Kyrgyzstan », *Asia Policy*, vol. 12, no. 1, 2011, 89.

³⁴ Cummings, Sally N. et al, « State, regime, and government in the Kyrgyz Republic (1991–2010): disaggregating a relationship », *East European Politics*, vol. 29, no. 4, 2013, 446.

³⁵ Du Gay, Paul, et Alan Scott. « Transformation de l'État ou changement de régime ? De quelques confusions en théorie et sociologie de l'État », *Revue française de sociologie*, vol. 52, no. 3, 2011, 540.

³⁶ Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 9.

l'angle de l'État, il ne faut néanmoins pas le réduire à une définition trop restrictive. On définira ainsi sous l'angle constructiviste le régime politique comme étant un ensemble de normes et de pratiques socioculturelles communes à un groupe décrivant le monopole du pouvoir, les contraintes qu'il a la capacité d'imposer, sa légitimité et sa présence physique et territoriale (référence au biopouvoir et aux limites des trois autres conditions d'existence du pouvoir). Le régime politique ne décrit donc pas que les institutions (formelles ou informelles), mais surtout la manière dont les relations entre celles-ci et les sujets du pouvoir s'opèrent, « l'ordre politique » en quelque sorte.

2.1.2 Continuum démocratie/autoritarisme

Si Munck rappelle que les régimes peuvent être analysés en fonction d'autres angles, comme par exemple le degré de centralisation ou le partage de compétences étatiques, on remarque cependant que la qualification des régimes passe par des questions intimement liées aux différentes définitions de la démocratie³⁷. À cet effet, Munck mentionne que

Il y a un consensus général à l'effet qu'une partie de ce qui définit un régime politique se trouve dans les règles procédurales qui déterminent : 1) le nombre et le type d'acteurs qui ont la capacité d'accéder aux positions gouvernementales principales, 2) les méthodes d'accès à ces positions, et 3) les règles suivies dans le processus de décisions publiques et contraignantes.³⁸

Les règles procédurales mentionnées par Munck ne sont pas toujours formalisées; celles-ci peuvent aussi s'avérer être informelles, ajoutant à la complexité de l'analyse. En plus de la dimension procédurale qui caractérise l'organisation des régimes, Gerardo Munck identifie aussi une dimension « comportementale ». Celle-ci est caractérisée par le niveau de conformité des acteurs du régime et de leurs actions par rapport aux règles procédurales.

Historiquement, ces deux dimensions (particulièrement la dimension procédurale) ont été analysées le long d'un continuum démocratique-autoritaire. Ce continuum n'implique cependant pas que les régimes soient classifiés de manière binaire. Quoiqu'on ait allègrement classifié les régimes sous une typologie unidimensionnelle, limitant ainsi la remise en question théorique, la

³⁷ Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 4.

³⁸ Traduction libre de l'auteur, Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 6.

typologie multidimensionnelle est devenue la norme dans l'analyse des régimes politiques³⁹. L'axe faisant le lien entre les idéal-types de la démocratie libérale et le totalitarisme a ainsi été troqué pour un ensemble conceptuel créant des sous-types de régimes et diversifiant le nombre de régimes hybrides pouvant exister⁴⁰.

De fait, il existe deux manières principales d'aborder la question démocratique quand il s'agit de qualifier les régimes. La première sert à classifier les régimes en fonction de leur type ou sous-type. On y aborde alors principalement l'aspect procédural⁴¹. Les classifications de régime n'incluent souvent pas de typologie maximaliste pour le concept de démocratie, préférant la multiplicité de types de régimes afin de créer des catégories hybrides différenciées. Ainsi, plusieurs auteurs analysent les régimes hybrides en abordant soit les types de démocraties électorales non-consolidées en fonction de la prévalence des normes⁴², les types de régime en fonction de l'origine du monopole du pouvoir⁴³ ou le fonctionnement effectif des régimes en fonction des processus, des garanties légales, de la dimension comportementale des agents de pouvoir et de la capacité étatique⁴⁴.

Cependant, la qualité des régimes est rarement analysée autrement que par la théorie ou par l'étude de cas unique, l'application du respect des droits et de l'État de droit n'ayant pas toujours été une priorité pour les politologues inspirés de la tradition légaliste⁴⁵. Les définitions procédurales sont donc souvent préférées par les chercheurs en politique appliquée, possiblement à cause des impératifs de la construction théorique, ou parce que l'aspect procédural est plus facile à opérationnaliser que la dimension comportementale.

³⁹ Wigell, Mikael, « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », *Democratization*, vol. 15, no. 2, 231.

⁴⁰ Gagné, Jean-François, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, Thèse, Université de Montréal, 2012, 27.

⁴¹ Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, 26.

⁴² Wigell, « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », 243 et Merkel, Wolfgang, « Embedded and Defective Democracies », *Democratization*, vol. 11, no. 5, 2004, 49-50.

⁴³ Hadenius, Axel & Jan Teorell, *Authoritarian Regimes: Stability, Change, and Pathways to Democracy, 1972-2003*, Lund University Press, 2006, 11 et Hadenius, Axel & Jan Teorell, « Pathways for Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 18, no. 1, 2007, 146-149.

⁴⁴ Diamond, Larry, « Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, no. 2, 2002, 25 et Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, 28-30.

⁴⁵ Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 6-7.

Certaines organisations internationales qualifient la qualité démocratique des régimes politiques depuis plusieurs années; et ont souvent inclus la dimension comportementale avec la dimension procédurale dans la création de leurs indices. Un indice démocratique souvent rencontré dans la littérature est ainsi celui de *Freedom in the World*, paru chaque année par l'ONG *Freedom House*. Avec une méthode d'analyse comprenant 26 questions, *Freedom House* divise ses résultats en deux dimensions, soit les droits politiques et les libertés civiles⁴⁶. Ces catégories semblent être une adaptation de la théorie de Wigell, qui divise l'analyse des régimes en deux dimensions, soit l'électoratisme (associé à la représentation et à la responsabilité gouvernementale) et le constitutionnalisme (associé à l'État de droit et aux limites à l'exercice du pouvoir)⁴⁷.

Deux problématiques principales émergent des indices de *Freedom House*, la première se référant à la méthode. Étant donné la rareté d'études systématiques et/ou comparatives sur l'aspect comportemental des régimes, plusieurs indices sont sujets à d'importants biais méthodologiques. Certains chercheurs rapportent ainsi l'orientation politique libérale et pro-américaine de *Freedom House*⁴⁸. La sélection des cas permettant de coder les variables, le biais au codage et le modèle théorique servant à l'application de la méthodologie limite donc les perspectives analytiques associées à cet outil.

Le second problème avec ce genre d'indices est le retour du continuum conceptuel. Les régimes politiques qualifiés comme étant « libres » (démocratiques) ou « non-libres » (autoritaires) ne représentant pas un grand défi à surpasser; ceux considérés comme étant « semi-libres » (hybrides) ne sont pas catégorisés de manière plus précise. Ce manque de nuances conceptuelles ne permet pas de témoigner de manière satisfaisante des différences de fonctionnement et d'organisation du pouvoir entre les régimes hybrides. L'analyse faite par ces organisations est souvent trop restrictive pour permettre une compréhension et une classification pertinente des régimes.

⁴⁶Freedom House, *Freedom in the World 2019*, 2019, consulté le 13 mai 2020, <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2019>

⁴⁷ Wigell, « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », 234.

⁴⁸ Bush, Sarah Sunn, « The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings », *Perspectives on Politics*, vol. 15, no. 3, 2017, 725.

La définition des régimes hybrides doit ici être précisée, le Kirghizistan étant souvent considéré comme tel par les experts⁴⁹. L'aspect de compétition électorale, de maintien des élites au pouvoir et de contestation de l'État de droit dans certaines régions du Kirghizistan⁵⁰ le rangent définitivement dans la catégorie hybride. Les experts se sont toutefois souvent gardés d'en définir le type de régime. Certains mentionnent l'autoritarisme compétitif comme modèle théorique applicable au Kirghizistan⁵¹, d'autres mentionnent une démocratie « illibérale »⁵².

Il n'est ici pas seulement question de comprendre la catégorisation et les outils conceptuels servant à l'analyse du régime, mais il faut aussi étudier la temporalité du régime. Si l'on peut affirmer que le Kirghizistan est un régime hybride, il faut aussi considérer les discours académiques sur l'aspect évolutif du régime. Les deux théories identifiées en la matière sont la transition démocratique et la consolidation démocratique. Si Munck décrit les deux théories comme appartenant à des mondes différents sur le plan de la compréhension (respectivement procédural ou comportemental), celles-ci décrivent tout le même l'évolution de l'institutionnalisation des normes et des questions sur l'adoption de la norme.

2.1.3 Théories de l'État appliquées au Kirghizistan

Les théories ayant été identifiées quant à la notion de temporalité incluse dans notre recherche sont donc la transition démocratique et la consolidation démocratique. Portant les deux sur l'adoption de normes par un régime politique, elles permettront d'aborder non seulement l'évolution du régime kirghize, mais aussi de porter un regard sur le régime permettant de le situer sur le continuum démocratique. Il faut cependant aussi préciser les théories hors du continuum qui qualifient le régime kirghize en tant que régime hybride. En la matière, le politologue Larry Diamond a cependant réussi à créer une catégorisation de régimes intéressante, reprise et simplifiée

⁴⁹ Collins et Gambrel, « Corruption and Popular Support for Democracy and Government in Transitional Contexts: The Case of Kyrgyzstan », 1282 et McMann, Kelly M., *Economic autonomy and democracy: hybrid regimes in Russia and Kyrgyzstan*, Cambridge University Press, 2006.

⁵⁰ Collins, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories », 239.

⁵¹ Levitsky, Steven et Lucan A. Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, Cambridge University Press, 2010, 32.

⁵² Levy, David, « The impulse to orthodoxy: why illiberal democracies treat religious pluralism as a threat », *Religion, State and Society*, vol. 46, no. 3, 2018, 254.

par Jean-François Gagné en 2012. Celui-ci crée des catégories mutuellement exclusives (hégémonique-autoritaires et compétitif-autoritaires).

Pour ce qui est de la qualification de régime « illibéral », l'absence de justification de ce titre pour le Kirghizistan⁵³ permet de douter de la justesse de l'analyse. Nous ne retiendrons pas ce cadre théorique. En effet, le concept de démocratie illibérale, développé par Merkel dans sa typologie des régimes démocratiques défaillants :

(...) expose le problème lié à la qualité de la démocratie, et plus généralement aux dimensions substantives des démocraties. Les concepts des démocraties « défectueuses » semblent faciliter la comparaison entre les pays en développement qui ont opéré une transition démocratique et les pays occidentaux ayant des standards démocratiques consolidés.⁵⁴

Par conséquent, en plus de répéter la problématique conceptuelle du continuum démocratie-autoritarisme, le régime « illibéral » ne nous en apprend pas plus sur les modes d'organisation du pouvoir, les rapports entre acteurs politiques ou la légitimité de l'État. En s'imposant comme une définition négative (c'est-à-dire, en définissant un régime à travers des critères qu'il ne rencontre pas), le régime « illibéral » devient donc insatisfaisant.

Un autre mode de fonctionnement de régime hybride a été décrit dans la littérature pour le Kirghizistan est le régime néopatrimonial. Dans ce type de régime, la domination légale coexiste avec la domination traditionnelle, permettant ainsi l'existence d'un régime où la distinction entre le privé et le public est floue⁵⁵. Dans les régimes néopatrimoniaux, le monopole du pouvoir tient donc sa légitimité de plusieurs origines différentes. En ce qui a trait au Kirghizistan, Laruelle, Marat et Moldalieva⁵⁶ ont apposé l'étiquette néopatrimoniale au Kirghizistan. De plus, d'autres auteurs

⁵³ Levy, « The impulse to orthodoxy: why illiberal democracies treat religious pluralism as a threat », 254.

⁵⁴ Traduction libre de l'auteur. Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, 28.

⁵⁵ Laruelle, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », 304-305.

⁵⁶ Laruelle, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », 308; Marat, Erica, « Kyrgyzstan: a Parliamentary system Based on inter-elite Consensus », *Demokratizatsiya*, vol. 20, no. 4, 2012., 330 et Moldalieva et Heatherstraw, « Playing the “Game” of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 182.

ont décrit des éléments constitutifs du néopatrimonialisme dans le régime kirghize (existence de pactes claniques⁵⁷, utilisation privée des institutions publiques comme investissement⁵⁸, etc.).

2.2 Lacunes analytiques

Quatre cadres théoriques applicables au Kirghizistan ont donc été identifiés, soit : Le néopatrimonialisme, la théorie de la transition démocratique, l'autoritarisme compétitif, ainsi que la théorie de la consolidation démocratique. Il semble que ces théories, quoique parfois opposées, puissent être complémentaires pour étudier différents fonctionnements du régime. Les concepts au cœur de ces théories n'ont par ailleurs que très peu été comparés⁵⁹, encore moins dans le cadre kirghize. Si la diversité des cadres analytiques permet d'appréhender le régime de manière englobante, l'absence de cadre unissant ces théories n'existe pas forcément de manière plus systématique ou plus cohérente. De plus, le Kirghizistan a été analysé sous ces quatre cadres théoriques différents, et ce, souvent sans précision quant aux concepts théoriques avancés ni à la stratégie de vérification systématique afin de tirer des conclusions valides. Les exemples de la qualification du régime kirghize comme étant hybride avec peu de précision typologique, ainsi que la stagnation du débat quant à l'évolution du régime sur le continuum démocratique en témoignent.

Le problème principal se situe donc dans la clarté des théories mobilisées pour décrire le régime. Nous ne reprochons pas ici aux auteurs d'utiliser les mauvaises typologies. Cependant, il apparaît que l'attribution des termes tels que « régime hybride », « démocratisation », « transition de régime », « néopatrimonialisme », etc. manque parfois de justification. En effet,

Le concept de néopatrimonialisme a toutefois été victime de son propre succès, puisqu'il est très souvent utilisé en synonymie de clientélisme, patronage, corruption, prédation, cleptocratie, etc. – ce qui accentue son caractère multiforme⁶⁰.

⁵⁷ Collins, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories », 248.

⁵⁸ Engvall, Johan, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan », dans Marlène Laruelle et Johan Engvall (dir.), *Kyrgyzstan beyond "Democracy Island" and "Failing State": Social and Political Changes in a Post-Soviet Society*, Lexington Books, 2015, 43.

⁵⁹ À l'exception des comparaisons entre la théorie de la transition démocratique et de la consolidation démocratique. Voir Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 9 et Munck, Gerardo L., « The Regime Question: Theory Building in Democracy Studies », *World Politics*, vol. 54, no. 1, 2001, 126.

⁶⁰ Laruelle, Marlène, « Informalité de l'État et appropriation prédatrice des ressources : le présidentielisme clientélaire en Asie centrale », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 3, no. 20, 2013, 65.

À titre d'exemple, les travaux de Collins sur le clanisme au Kirghizistan démontrent l'amalgame souvent fait entre les concepts d'une théorie et le cadre théorique lui-même. Plusieurs auteurs ont ainsi attribué le terme « néopatrimonial » au régime kirghize en justifiant cette attribution par la prépondérance des réseaux claniques. « Pourtant, cette grille de lecture clanique n'a pas de valeur explicative pertinente et contribue à confondre des phénomènes en réalité très divers » . La transition démocratique, quant à elle, est souvent suggérée après la chute d'un président, sans justification autre que l'optimisme et l'orientation pro-démocratie des chercheurs⁶¹.

L'autoritarisme compétitif est aussi souvent attribué au régime kirghize, sans que les auteurs écrivant sur le Kirghizistan ne prennent la peine de développer les concepts structurants de la théorie appliqués au Kirghizistan. Enfin, en ce qui a trait à la consolidation démocratique, les chercheurs ne précisent pas les concepts qui la constituent. Ils ont par ailleurs tendance à omettre le type de relation entretenue entre la société civile, les partis politiques et l'État dans leur analyse⁶², limitant ainsi les perspectives analytiques sur le processus de consolidation ou de déstabilisation démocratique.

Exception faite de quelques auteurs, la plupart des publications au sujet du régime kirghize se fient donc sur des termes utilisés de manière approximative ou sur des théories dont l'application est limitée à certains aspects spécifiques du régime. La faiblesse majeure de la littérature portant sur le régime kirghize est le manque d'approfondissement théorique dont elle fait preuve pour qualifier l'organisation politique du pays. Pour faire bref, un brouillard encore épais subsiste sur les cadres théoriques utilisés pour comprendre le régime kirghize et ses transformations.

Il existe donc une grande incertitude théorique quant à l'appréhension du Kirghizistan en tant qu'État « en transition », ou à tout le moins, « en transformation ». Quoique les questions de

⁶¹ Hale, Henry E., « Democracy or Autocracy on the March? The Colored Revolutions as Normal Dynamics of Patronal Presidentialism », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 39, no. 3, 2006, 311-329.

⁶² Kuchukeeva, Altinay et John O'Loughlin, « Civic Engagement and Democratic Consolidation in Kyrgyzstan », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 44, no. 8, 2003, 557-587 et Junishbai, Barbara et Azamat Junishbai, « Regime type versus patronal politics: a comparison of "ardent democrats" in Kazakhstan and Kyrgyzstan », *Post-Soviet Affairs*, 2019, vol. 35, no. 3, 253.

stabilité du régime aient été abordées⁶³, la qualification de celui-ci en tant que tel se résume trop souvent à une méthodologie limitée, à une catégorisation conceptuelle faible⁶⁴ ou à une sélection de concepts trop formalistes pour être applicables à une analyse empirique⁶⁵. Il n'y a donc pas encore de cadre théorique englobant permettant d'analyser un régime et sa qualification démocratique, particulièrement dans une perspective constructiviste. La construction d'un tel cadre pourrait s'avérer intéressante afin de pouvoir analyser le régime de manière plus systématique dans la compréhension qu'en ont les acteurs.

2.3 Objectifs de la recherche

Les lacunes analytiques explicitées dans les pages précédentes témoignent de la nécessité de s'outiller théoriquement par rapport au régime kirghize. De notre revue des perspectives théoriques, on peut par ailleurs arriver à trois constats. Premièrement, nous avons identifié quatre théories applicables au Kirghizistan. Quoique la production théorique portant sur ce régime politique puisse être bien plus large et nuancée, il apparaît que seules ces quatre approches aient été répétées à plusieurs reprises dans l'analyse de la politique kirghize, et ont vu leur attribution au régime justifiée par une argumentation suffisante basée sur des observations empiriques. Pourtant, peu de littérature théorique a été produite sur l'organisation du pouvoir politique depuis 2010. Les études qui se sont penchées sur les questions du régime ont soit abordé des dynamiques très locales⁶⁶, omis de mentionner leurs données de manière satisfaisante⁶⁷ ou abordé quelques concepts théoriques de façon parcellaire⁶⁸, limitant l'utilisation d'un cadre théorique englobant tous les aspects du régime politique.

⁶³ Engvall, Johan, « Kyrgyzstan's revolt: Prospects for Stability in a Failing State », *The Central Asia Caucasus Analyst*, 14 avril 2010, consulté le 24 février 2020, URL <http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/12035-analytical-articles-caci-analyst-2010-4-14-art-12035.html>

⁶⁴ Cummings et al, « *State, regime, and government in the Kyrgyz Republic (1991–2010): disaggregating a relationship* », 443-444.

⁶⁵ Bader, Max, « Democracy Promotion and Authoritarian Diffusion: The Foreign Origins of Post-Soviet Election Laws », *Europe-Asia Studies*, vol. 66, no. 8, 2014, 1351.

⁶⁶ Voir Radnitz, « Networks, localism and mobilization in Aksy, Kyrgyzstan », 406; Reeves, Madeleine, « The time of the Border: Contingency, Conflict, and Popular Statism at the Kyrgyzstan-Uzbekistan Boundary », dans Madeleine Reeves, Johan Rasanayagam et Judith Beyer (dir.), *Ethnographies of the State in Central Asia, Performing Politics*, 2014, 203.

⁶⁷ Fumagalli, Matteo. « Semi-Presidentialism in Kyrgyzstan », dans Robert Elgie et Sophia Moestrup (dir.), *Semi-Presidentialism in the Caucasus and Central Asia*, Palgrave Macmillan, 2016, 174.

⁶⁸ Cummings et al, « *State, regime, and government in the Kyrgyz Republic (1991–2010): disaggregating a relationship* », 450.

Le deuxième constat porte aussi sur la littérature sur les régimes politiques. Celle-ci n'a pas procédé à la comparaison des approches de la première et de la deuxième vague dans l'analyse des régimes postsoviétiques⁶⁹. Autrement dit, quoique la théorie de la transition démocratique et celle de la consolidation aient été comparées, il n'en est pas de même pour le néopatrimonialisme et l'autoritarisme compétitif. À notre connaissance, aucune comparaison n'a été effectuée pour ces deux approches des régimes hybrides et les théories de la démocratie. Le travail nécessaire d'objectivation des théories n'a par ailleurs pas été fait, à notre opinion, de manière suffisante par les auteurs. Ainsi, pour reprendre Bourdieu, il existe un risque réel que ces théories n'aient pas subi l'exercice qui consiste à « objectiver l'objectivation, à faire la théorie l'effet de la théorie »⁷⁰.

Enfin, il existe pour toutes ces théories une absence de consensus scientifique quant à l'opérationnalisation des concepts qui orientent les modèles. En effet, il apparaît que le débat sur l'opérationnalisation des concepts démocratiques ne soit toujours pas clos; l'opposition entre une définition libérale plus exclusive et une définition pratique plus inclusive étant encore présente dans la littérature⁷¹. De plus, il a été démontré dans la littérature que les concepts de domination issus du néopatrimonialisme n'ont pas été bien identifiés ni correctement utilisés par la plupart des chercheurs qui s'y sont intéressés⁷². Deux questions principales émergent donc de ces constats. Premièrement, comment peut-on comparer les cadres théoriques du néopatrimonialisme, de l'autoritarisme compétitif, de la transition démocratique et de la consolidation démocratique? En effet, la production scientifique à propos du régime kirghize et de ses transformations est si vaste que les ancrages théoriques ne sont pas toujours évidents à cerner. Les objets politiques constituant le régime peuvent différer. Ainsi, la variété de des objets interrogés par les chercheurs multiplie les perceptions subjectives de la transformation du régime, amplifiant ainsi le nombre d'approches théoriques.

⁶⁹ Moldalieva et Heatherstraw, « Playing the “Game” of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 174.

⁷⁰ Bourdieu, *Homo Academicus*, 31.

⁷¹ Bernhagen, Patrick, « Measuring Democracy and Democratization », dans Christian W. Haerpfer et al., *Democratization*, Oxford University Press, 2009, 26-29.

⁷² Erdmann, Gero et Ulf Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 45, no. 1, 2007, 96.

La seconde question porte sur les concepts qui définissent les différentes théories exposées. Nous devons tenter de les identifier et de synthétiser l'ensemble conceptuel formé par ces cadres théoriques. La pertinence de cette question se retrouve dans la possibilité d'établir la complémentarité ou l'exclusivité relative des cadres théoriques suite à la réponse. Par ailleurs, l'utilité de la démarche se retrouve dans l'objectif de systématiser l'analyse du régime kirghize, en évitant la simple description; et ce afin d'ancrer les concepts identifiés dans la démarche d'identification des transformations du régime.

C'est à ces deux questionnements que les prochains chapitres tenteront de répondre. À cette fin, il faudra effectuer une analyse synthétique des dynamiques intrinsèques à chacune des quatre théories. Après en avoir dressé le portrait et le fonctionnement, il sera question de l'identification des concepts utilisés par les cadres théoriques. Afin d'être en mesure de comparer ces concepts; nous tenterons de trouver les points communs et divergents des différentes approches théoriques afin de définir un outil conceptuel multidimensionnel qui permet de mieux définir le régime. Il sera donc nécessaire de créer des catégories analytiques afin de comparer les cadres théoriques. Enfin, le cadre conceptuel wébérien permettant de définir l'État sera utilisé, dans l'objectif de clarifier les différents aspects de l'organisation du régime. Les cadres théoriques seront ensuite comparés et appliqués au cas kirghize, afin de repérer leurs paradigmes et d'évaluer leur pertinence spécifique au cas étudié.

Chapitre 3 : Le néopatrimonialisme

3.1 Néopatrimonialisme : une expression à préciser

Si plusieurs auteurs décrivent le Kirghizistan comme un État néopatrimonial, les définitions offertes pour ce concept sont souvent floues. Dans un article critique du manque d'approfondissement théorique sur le sujet, Erdmann et Engel l'ont défini comme suit :

Le néopatrimonialisme est un mélange de deux types de domination coexistant, partiellement entrelacés, à savoir : la domination patrimoniale et rationnelle-légale. [...] Sous le néopatrimonialisme, la distinction entre le privé et le public, au moins formellement, existe et est acceptée, et la référence au domaine public peut être faite en fonction de cette distinction. Le pouvoir néopatrimonial prend place dans le cadre de [...] la bureaucratie rationnelle-légale ou l'État « moderne ». Les structures et les règles formelles existent, cependant, la séparation entre les sphères privées et publiques n'est pas toujours observée en pratique. En d'autres mots, deux systèmes ou logiques existent l'une à côté de l'autre, le patrimonial dans les relations personnelles, et le rationnel-légal dans la bureaucratie. [...]¹.

Trois concepts principaux sont énumérés ici, soit ceux de la domination, de la séparation entre la sphère publique et privée et de la structure (*framework*) organisant le pouvoir. Abordons premièrement les notions de domination patrimoniale (ou traditionnelle) et rationnelle-légale (ou simplement légale), déjà mentionnées aux pages 17 et 18. Ce concept de double-domination pose toutefois problème lorsqu'on s'y attarde. En effet, la coexistence des deux types de légitimité du régime politique peut se décliner en trois cadres conceptuels différents :

- La légitimité légale obtenue via les processus démocratiques sert de façade au pouvoir issu de la légitimité traditionnelle;
- Les deux types de domination sont associés à une organisation du pouvoir différente, en lutte constante pour l'appropriation des moyens d'exercer la violence légitime; ou
- Les deux types de domination sont associés à la même organisation du pouvoir, obtenant ici une double légitimité et opérant de manière simultanée ou interchangeable.

¹ Traduction libre de l'auteur. Erdmann et Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », 105.

Le premier cadre, possiblement le plus utilisé dans la littérature, est critiqué par les auteurs ayant théorisé le néopatrimonialisme. En effet, dans la mesure où la légitimité légale est une façade, son origine n'est pas très pertinente. La manipulation de la légitimité légale par les détenteurs monopolistiques du pouvoir se rapporte à assumer que l'origine monopolistique est uniquement traditionnelle, et ne tombe donc pas sous le couvert du néopatrimonialisme². Le traitement de l'État en tant qu'outil pour la domination patrimoniale réduit donc celui-ci à un réseau clientéliste structuré sous une mise en scène bureaucratique.

Ce cadre est plutôt faible. En étudiant le régime, Von Soest et Grauvogel ont démontré l'origine légale de la légitimité de l'État kirghize³. En parallèle, Judith Beyer a étudié l'intégration des normes légales comme processus légitimant les autorités traditionnelles. En étant soumises aux lois, celles-ci se trouvent encore plus légitimées⁴. Toutefois, l'existence de lois légitimatrices contraignant les autorités traditionnelles, à tout le moins sur papier, démontre l'existence d'une double légitimité plutôt que l'appropriation des processus bureaucratiques par ces autorités. Ainsi, le premier cadre sera écarté, puisqu'il suppose d'un État patrimonial plutôt que néopatrimonial.

Le second cadre, où les deux types de domination sont associés à une organisation du pouvoir différente, pose un autre problème. On doit en effet supposer de la multiplicité des sources de pouvoir au sein d'un même régime pour considérer cette duplicité, ce qui élimine la thèse où le pouvoir se rapporterait à une source unique de monopole et un processus unique de légitimation⁵.

Ce cadre nous renvoie à la définition du monopole établie par McFalls en tant « qu'arène » de compétition pour le pouvoir⁶, une structure constitutive de l'origine hiérarchique de la domination. Ce monopole serait contesté par une multiplicité d'acteurs tenant leur légitimité d'origines différentes et différencierait les lieux de pouvoir en fonction du type de domination entretenue avec

² Erdmann et Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », 103.

³ Von Soest, Christian et Julia Grauvogel, « How do Non-Democratic Regimes Claim Legitimacy? Comparative Insights from Post-Soviet Countries », *German Institute of Global and Area Studies working papers*, vol. 277, 2015, 18.

⁴ Beyer, *The Force of Custom: Law and the Ordering of Everyday Life in Kyrgyzstan*, 33.

⁵ Erdmann et Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », 103.

⁶ McFalls, *Construire le politique : Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 77.

la population. On peut, par exemple, citer les *Aksakal* et les tribunaux « conventionnels » selon les standards occidentaux. Même s'ils sont différenciés par le cadre légal, ces tribunaux jouent en fait des rôles similaires dans l'administration de la justice, à tout le moins au niveau local, étant donné l'intégration des différentes sources de légitimité par la population⁷.

3.2 Double domination : un enjeu de légitimité

Cette analyse de la légitimité en fonction des lieux de pouvoir se retrouve dans deux concepts généralement utilisés par les chercheurs : le clanisme et le localisme. La question de la légitimité « localiste » implique que les liens locaux (qu'ils proviennent de relations régionales, urbaines, rurales, voire même trouvant leur origine dans un quartier particulier) favorisent la légitimation du pouvoir se réclamant de ladite localité. La légitimité trouve ainsi sa source dans les relations localisées avec le pouvoir, presque toujours concentré entre les mains d'autorités traditionnelles. Un exemple de cette légitimité locale est celui de la confrontation entre l'ex-maire d'Osh Melis Myrzakmatov et l'autorité centrale, qui fut incapable de le démettre de ses fonctions sans courir le risque de déstabiliser la région⁸. Myrzakmatov détenant une légitimité traditionnelle et l'autorité centrale de Bichkek détenant une légitimité légale, le lieu de pouvoir que représentait la mairie s'est matérialisé sous une dynamique de légitimation traditionnelle, ce qui a empêché le lieu de pouvoir central de s'imposer comme détenteur du monopole de la domination.

Cette opposition entre les légitimités locales-traditionnelles et nationales-légales n'est cependant pas observable uniquement au niveau des relations horizontales de pouvoir (entre élites), mais aussi au niveau vertical (entre la population et la source d'autorité). En effet, la population kirghize démontre un support plus marqué pour les politiciens provenant de leur région que pour ceux provenant d'une région opposée⁹. L'expression de la volonté populaire à travers la mobilisation trouve donc habituellement sa source dans une région circonscrite. À titre d'exemple, les manifestations ayant propulsé le régime d'Akaev à sa fin ont eu lieu principalement dans le sud¹⁰.

⁷ Beyer, *The Force of Custom: Law and the Ordering of Everyday Life in Kyrgyzstan*, 68-71.

⁸ Laruelle, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », 317.

⁹ Ryabkov, « The north-south cleavage and political support in Kyrgyzstan », 313.

¹⁰ The Economist, « Another Autocrat Falls », 31 mars 2005, consulté le 10 mars 2020, URL <https://www.economist.com/asia/2005/03/31/another-autocrat-falls>

Le cas fut similaire en 2010, où à part à Bichkek, seules les régions de Talas et Naryn se sont mobilisées massivement pour faire chuter le régime, alors que les régions de Jalalabad et Osh se sont plus souvent mobilisées pour défendre « leur » président¹¹.

Le clanisme est l'autre expression principale de la légitimité traditionnelle. L'appel à la relation clanique est en effet présent chez plusieurs acteurs de la société kirghize, notamment lorsqu'il s'agit de mobiliser une partie de la population. Au-delà des relations « verticales » de clanisme, qui peuvent parfois être associées au concept de patronage, le partage de pouvoir au niveau des plus hautes institutions de l'État peut aussi être décrit comme relevant du clanisme. Quoique les régimes de Bakiev et d'Akaev aient activement tenté de limiter la légitimation des liens claniques sous leurs administrations (à travers des changements au code électoral, par exemple¹²), ce type de légitimation des relations de pouvoir n'a vraisemblablement pas disparu.

Le clanisme peut aussi se matérialiser par un appel à la légitimation ethnique des agents de pouvoir. Le discours de plusieurs politiciens kirghizes est, à cet effet, assez clair. Si plusieurs mentionnent la nécessité d'assurer un État respectueux des droits des minorités ethnolinguistiques, la préséance culturelle kirghize et l'importance du groupe ethnique majoritaire est sans cesse rappelé par des personnalités politiques de premier plan¹³. Le nationalisme ethnique au Kirghizistan témoigne donc de cette légitimation de l'État par des catégorisations sociales que l'on associe à la tradition, même si les limites ethniques sont plus floues que ce que les discours nationalistes ne laissent l'entendre.

Certains universitaires considèrent par ailleurs l'opposition des légitimités ethniques (catégories traditionnelles irréconciliables par leur nature mutuellement exclusive dans le discours public)

Il faut cependant noter que des manifestations ont aussi eu lieu dans les régions de Naryn, Issyk-Köl et Talas. Toutefois, celles-ci n'avaient pas pour principal objectif de contester le régime, mais plutôt de défendre un candidat local exclu des élections. Éventuellement, ces régions ont toutefois rallié la contestation du régime.

¹¹ Reuters, « Supporters of Ousted Kyrgyzstan Leader in Attempted Coup », *The Guardian*, 13 mai 2010, consulté le 10 mars 2020, URL <https://www.theguardian.com/world/2010/may/13/kyrgyzstan-coup-attempt>

¹² Ermatov, Gulgit, *The Impact of Electoral Reform on Neopatrimonial Regime in Kyrgyzstan*, Mémoire, Central European University, 2008, 35-37.

¹³ Laruelle, Marlène, « The paradigm of nationalism in Kyrgyzstan. Evolving narrative, the sovereignty issue, and political agenda », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 45, no 1-2, 2012, 41.

comme étant la source de plusieurs confrontations au Kirghizistan, la plus importante étant celle ayant mené au massacre de plus de 400 personnes (principalement des Ouzbeks) en 2010¹⁴.

À la légitimité clanique et traditionnelle s'oppose par ailleurs souvent la légitimité discursive du « centre », soit la légitimité bureaucratique. Cette opposition fait la démonstration de l'existence de la double légitimité, et nous enjoint à ajouter un niveau d'analyse supplémentaire à ce que représente un régime politique. En effet, en se soumettant volontairement à la loi formelle, les citoyens légitiment l'État bureaucratique kirghize. Ils sont donc capables de légitimer à la fois l'organisation du pouvoir traditionnel, tout comme l'organisation du pouvoir légal, en fonction du lieu de pouvoir examiné.

Le deuxième cadre conceptuel n'explique cependant pas à lui-seul toute la complexité de la dualité de la légitimité. En effet, comment expliquer le constitutionalisme affirmé et l'appartenance clanique décrits simultanément chez les individus¹⁵? Et surtout, comment expliquer que certains représentants de l'État détiennent à la fois une légitimité légale et une légitimité rationnelle? En la matière, le troisième cadre peut être pertinent. Sans nier la multiplicité des lieux de pouvoir où peuvent se matérialiser des légitimités différentes, il est possible que les manifestations de l'État puissent détenir une légitimité double. La matérialité de l'État suggère donc que les types de domination ne sont pas mutuellement exclusifs. La représentation du régime est porteuse de sens différents et multiples pour les individus, qui peuvent lui associer des rôles tout aussi multiples.

Ce cadre conceptuel, sans limiter le localisme, le clanisme et l'autorité bureaucratique, rend toutefois mieux compte de la construction historique de la légitimité de l'État kirghize et de la double légitimité discursive de l'élite kirghize. En effet, l'implantation du système de fermes collectives jumelée à l'existence d'un État central fort mais distant lors de l'époque soviétique a favorisé la double légitimation d'élites locales à la fois par l'accession d'autorités traditionnelles à des postes clefs et par la formalisation bureaucratique de leurs fonctions¹⁶. Il existerait donc, selon certains historiens, une « conception résiduelle » du pouvoir héritée d'un habitus historique, qui

¹⁴ Laruelle, « The paradigm of nationalism in Kyrgyzstan. Evolving narrative, the sovereignty issue, and political agenda », 45.

¹⁵ Beyer, *The Force of Custom: Law and the Ordering of Everyday Life in Kyrgyzstan*, 115.

¹⁶ Collins, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories », 239.

favoriserait dans l'État kirghize actuel une domination néopatrimoniale accentuée par l'organisation économique post-1991. Plus concrètement, on verrait par exemple la double légitimité des élites s'inscrire dans les programmes de privatisations, ramenant les relations de pouvoir à du patronage privé hérité de la légitimité bureaucratique¹⁷.

3.3 Frontière public-privé : un flou déterminant

La deuxième notion abordée par la définition du néopatrimonialisme à la page 31 est l'absence de délimitation claire entre la sphère publique et la sphère privée. Suite logique à la duplicité des légitimités, ce flou entre les deux sphères oriente l'organisation des relations avec le pouvoir. Ainsi, le concept principal décrit par les auteurs pouvant se rapporter à cette notion est « la transformation des lacunes institutionnelles, ou zones grises, en des sphères d'opportunité pour la gouvernance personnalisée et les réseaux de patronage »¹⁸

L'utilisation de ces lacunes institutionnelles à des fins personnelles pourrait se résumer dans le mot « clientélisme ». À cet effet, Nicolas Van de Walle identifie trois types de clientélismes existants dans l'État néopatrimonial, soit : le tribut (pratique traditionnelle d'échange et de réciprocité permettant le partage du risque entre le gouvernant et les gouvernés), le clientélisme d'élites (allocation de postes à des élites clefs ou « prébendalisme », favorisant l'accès personnel aux ressources de l'État) et le clientélisme de masse (utilisation de ressources étatiques afin d'entretenir la relation avec des clientèles politiques de masse)¹⁹.

L'énumération de ces trois clientélismes par Van de Walle se concentre principalement sur l'absence de séparation entre la sphère publique et privée dans l'action des élites et délaisse l'intégration du concept par la population. Avant d'examiner ceux-ci, il sera donc nécessaire d'ajouter un quatrième concept, soit l'utilisation de l'État comme outil d'investissement, développé par Johan Engvall. Celui-ci émet que l'État est un marché unique à travers lequel les clans et les

¹⁷ Baghdasaryan, Milena, « The practice of political rights and patron–client relations: a case study of a party in Armenia », *Citizenship Studies*, vol. 21, no. 8, 1044.

¹⁸ Ikhamov, Alisher, « Neopatrimonialism, factionalism and patronage in post-Soviet Uzbekistan », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibol (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 187.

¹⁹ Van de Walle, Nicolas, « Democracy and clientelism in Africa today », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 113-114.

individus peuvent s'approprier des parts et ainsi redistribuer le capital social, symbolique et surtout économique associé à cette appropriation²⁰. Au-delà de cette idée, il considère par ailleurs que l'État est un moyen d'investissement similaire aux systèmes pyramidaux, où les individus n'investissent pas seulement pour avoir accès à des salaires (souvent très bas) ou des bénéfices financiers liés à la corruption, mais aussi et surtout pour utiliser la fonction jouée dans l'appareil étatique comme une entreprise privée servant à la captation des revenus d'État²¹. L'État y est donc littéralement un marché pour les intérêts privés où apparaissent des « franchises », les individus ayant atteint des postes grâce à l'investissement redistribuant ainsi une partie de leurs rentes illicites à la personne ayant fourni le poste²².

Des trois clientélismes, Van de Walle considère que le tribut ne fait pas automatiquement partie de l'État patrimonial, puisqu'il s'apparente plutôt aux relations exclusivement traditionnelles de domination. Il mentionne que le tribut est parfois utilisé comme relation légitimatrice de l'autorité traditionnelle, même si historiquement, celle-ci ne serait pas forcément existante²³. Par conséquent, en tentant d'identifier les concepts liés au néopatrimonialisme, le tribut ne semble pas devoir être systématiquement considéré. La nature transactionnelle des régimes néopatrimoniaux, en opposition à l'ancrage dans les traditions et les croyances des régimes patrimoniaux, minimise le rôle des tributs²⁴. Si le tribut existe probablement, il n'est cependant pas pertinent en tant que concept définissant le néopatrimonialisme.

Le clientélisme d'élites, lui, a beaucoup été décrit dans la littérature sur les États néopatrimoniaux, entre autres en ce qui a trait à l'Asie centrale. Au contraire du clientélisme de masse, que l'on peut associer à la compétition électorale, le clientélisme d'élites s'inscrit principalement dans une dynamique de stabilisation de l'État. À travers la pratique du prébendalisme, la relation de dépendance entre les élites est renforcée, ce qui limite le risque de contestation des individus les

²⁰ Engvall, Johann, « The State as Investment Market: A Framework for Interpreting the Post-Soviet State in Eurasia », *Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions*, vol. 28, no. 1, 2015, 27 et Ceccarelli, Alessandra, « Clans, Politics and Organized Crime in Central Asia », *Trends in Organized Crime*, vol. 10, no. 3, 2007, 22-24.

²¹ Engvall, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan », 39.

²² Engvall, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan », 53.

²³ Van de Walle, « Democracy and clientelism in Africa today », 113.

²⁴ Sigman, Rachel et Staffan I. Lindberg, *Neopatrimonialism and Democracy: An Empirical Investigation of Africa's Political Regimes*, The Varieties of Democracy Institute Working Papers, no. 56., 2017, 2.

plus hauts placés. La pratique du « copinage politique » (en anglais, *cronyism*), peut aussi être associée à ce type de clientélisme. En entretenant des liens forts entre les élites du milieu privé et les élites prébendalistes, la structure du pouvoir devient ainsi à la fois privée et publique.

Le dernier concept associé à la séparation entre la sphère publique et la sphère privée est le clientélisme de masse. Décrit par plusieurs chercheurs et développé plus particulièrement par Scott Radnitz, le clientélisme de masse représente un échange souvent asymétrique et vertical de bénéfices en échange d'appuis politiques²⁵. N'étant pas forcément lié aux élites monopolisant le pouvoir, le clientélisme peut être subversif, c'est-à-dire que le pouvoir relatif de groupes d'opposition peut aussi être augmenté par les appuis politiques en échange de bénéfices. Le clientélisme, en l'occurrence, est souvent trop coûteux pour profiter individuellement à toute la population mobilisée. Au-delà d'une relation de patronage individuelle, le clientélisme peut donc être communautaire, c'est-à-dire toucher l'ensemble d'une population assez homogène pour qu'elle profite d'un service et se mobilise en masse pour offrir son support au « patron » politique. Le patronage de masse s'associe ainsi, dans sa forme la plus illégitime et illégale, à la notion d'État en tant que marché d'investissement développé par Engvall où la substitution de l'État par des intérêts privés a généré un capital économique et social favorable au monopole politique des élites locales sur les masses²⁶.

3.4 L'organisation sociale, un facteur déterminant

L'organisation clanique de la société kirghize²⁷ crée un terrain propice pour ce genre de relation de patronage, souvent amplifiée par le localisme politique. Cette organisation de la société et du pouvoir nous amène à la troisième notion du néopatrimonialisme, soit la structure organisant le pouvoir, qui nous ramène à l'organisation du monopole de la violence. Dans le cadre néopatrimonial, le monopole s'apparente simultanément à l'organisation du pouvoir d'origine

²⁵ Boire-Schwab, David, *Les causes des violences ethniques de 2010 au Kirghizistan*, Mémoire, Université de Montréal, 2015, 16.

²⁶ Radnitz, *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*, 19.

²⁷ Gullette, « Theories on Central Asian factionalism: the debate in political science and its wider implications », 381-382.

légale et traditionnelle. Dans son analyse du régime ouzbèk, Alisher Ikhamov cite trois concepts du néopatrimonialisme qui peuvent s'apparenter à la structure du monopole, soit :

- Le pouvoir personnel incarné dans la domination de l'exécutif sur les autres branches de l'autorité étatique;
- L'existence, au sein de la branche exécutive, d'un lien entre les freins et contrepoids informels souvent associé aux rivalités entre les différentes factions infra-gouvernementales; (et)
- La neutralisation des concurrents potentiels au pouvoir à travers leur cooptation et leur accommodation²⁸.

Brièvement, ces concepts s'apparenteraient à la primauté de l'exécutif « personnaliste », aux pactes stabilisateurs dans l'organisation du pouvoir et à la neutralisation de l'opposition.

La primauté de l'exécutif est difficile à observer dans des régimes parlementaires comme celui du Kirghizistan. En effet, ce concept est souvent associé au « superprésidentialisme », où l'exécutif commandé par le président détient un pouvoir démesuré. Ainsi, les régimes parlementaires comme celui du Kirghizistan, où la *Kenesh* a obtenu une place de plus en plus importante au fur et à mesure des dernières réformes constitutionnelles, il est difficile d'identifier la primauté de l'exécutif à travers les textes de lois. Cependant, quelques indices peuvent nous permettre de le faire, et ce, peu importe le régime. En effet, lorsque la séparation des intérêts de l'exécutif et des autres branches du pouvoir n'est pas claire, il est possible de questionner la domination du gouvernement, notamment sur l'origine des directives associées à la règle de droit, sur la nomination du personnel politique, et sur la présence de réseaux personnels dans les sphères de pouvoir.

Les pactes stabilisateurs limitant les rivalités au sein de la branche exécutive peuvent être qualifiés de plusieurs façons différentes. Ils peuvent provenir de limitations légales négociées au sein de l'organe législative, de limitations réglementaires négociées au sein de l'organe exécutive, ou simplement de limitations formées par l'architecture du pouvoir. Dans ce dernier cas, on pourrait parler du concept de pacte clanique. La formation de clans au sein du gouvernement kirghize, parfois organisés en fonction d'une affiliation régionale²⁹, favoriserait ainsi la stabilité dudit

²⁸ Traduction libre de l'auteur. Ikhamov, « Neopatrimonialism, factionalism and patronage in post-Soviet Uzbekistan », 187.

²⁹ Ryabkov, « The north-south cleavage and political support in Kyrgyzstan », 313.

gouvernement en laissant un espace politique aux élites claniques pour éviter la déconnexion entre la gouvernance bureaucratique et les autorités traditionnelles³⁰.

Au-delà de cette relation à la notion de légitimité, le pacte clanique peut limiter les frictions associées à la compétition infra-gouvernementale comme extra-gouvernementale. À titre d'exemple, lorsque Bakiev (provenant d'un clan implanté au sud) est arrivé au pouvoir en 2005, il a nommé une élite clanique provenant d'un clan implanté au nord comme premier ministre (Felix Kulov)³¹. Il est généralement admis que le clan ait une importance encore majeure dans l'organisation sociale et politique kirghize, quoique l'environnement politique de plus en plus régulé depuis 2010 en camoufle plus facilement les contours. En effet, le processus de réforme constitutionnelle entamé en 2010 « cherche à les réguler (les clans) afin qu'aucun réseau politique ne capture trop de pouvoir »³². La nouvelle constitution, adoptée en janvier 2021, s'arrime aussi à la notion de pactes stabilisateurs dans l'organisation du pouvoir. En effet, en transférant la responsabilité de la *Kenesh* vers l'exécutif et en créant conseil exécutif formé d'élites traditionnelles (*kurultai*), la réforme poussée par Japarov tend à ramener le pouvoir patrimonial au centre de l'appareil décisionnel étatique³³.

La dimension spatiale peut s'avérer importante dans la définition de ce que peut représenter un pacte stabilisateur, en particulier lorsque la mobilisation subversive peut servir à des élites contestatrices. Dans le cas kirghize, les ensembles politiques rassemblant les clans ont une composante régionale. En effet, les trois « ensembles » de clans suivent une division régionale, l'ensemble *Ichkilik* regroupant les clans du sud, l'ensemble *On* regroupant ceux du nord-ouest, et celui des *Sol* regroupant ceux du nord-est³⁴. Ainsi, la pacte clanique retrouve sa légitimité tant dans l'organisation géographique du pouvoir que dans la patrilinéarité³⁵.

³⁰ Wilkinson, Claire, « International Agency in Kyrgyzstan: Rhetoric, Revolution and Renegotiation », dans Emilian Kavalski, *Stable Outside, Fragile Inside: Post-Soviet Statehood in Central Asia*, Ashgate Publishing, 2010, 151.

³¹ Marat, Erica, 2005, « Kyrgyzstan's north-south axis shifts ahead of elections », *Eurasia Daily Monitor*, 87., 2., 4 mai 2005, consulté le 17 avril 2019, <https://jamestown.org/program/kyrgyzstans-north-south-axis-shifts-ahead-of-elections/>

³² Traduction libre de l'auteur. Marat, « Kyrgyzstan: a Parliamentary system Based on inter-elite Consensus », 326.

³³ Putz, Catherine, « What's in Kyrgyzstan's Proposed 'Khanstitution'? », *The Diplomat*, 20 novembre 2020, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2020/11/whats-in-kyrgyzstans-proposed-khanstitution/>

³⁴ Ismailbekova, Aksana, « Mapping Lineage Leadership in Kyrgyzstan: Lineage Associations and Informal Governance », *Zeitschrift fuer Ethnologie*, vol. 143, no. 2, 2018, 195-219.

³⁵ Gullette, David Cameron, *Kinship, state, and 'tribalism': the genealogic construction of the Kyrgyz Republic*, Thèse, Université de Cambridge, 2006, 39-40.

Enfin, la neutralisation de l'opposition peut, selon Van de Walle, passer par la cooptation et l'accommodation. Toutefois, certains auteurs pourraient argumenter que cette neutralisation peut aussi passer par l'oppression et la délégitimation. Il faut ici comprendre que, dans le cadre néopatrimonialiste, la proximité entretenue entre les élites et la population grâce au clientélisme, à la double domination et au localisme permet difficilement de séparer l'opposition des élites de l'opposition des masses. Ainsi, afin de neutraliser les oppositions possibles, on peut par exemple assister à l'utilisation arbitraire de sanctions légales (excessives pour punir, modestes ou absentes pour soutenir)³⁶, à la décentralisation du pouvoir afin de permettre aux élites d'opposition localisées d'entretenir leurs propres relations de patronage ou à la centralisation afin de mieux redistribuer les postes étatiques à travers la pratique du prébendalisme³⁷.

3.5 Concepts et enjeux théoriques

En décrivant le néopatrimonialisme, nous avons ainsi pu identifier plusieurs concepts, rattachés à trois notions principales. Premièrement, la question de la double domination (légale et traditionnelle) est celle ayant soulevé le plus de concepts. La légitimité bureaucratique, clanique et locale ont ainsi été nommées. De plus, l'identification de la domination par les lieux de pouvoir, ainsi que les concepts de légitimité horizontale et de légitimité verticale ont été associés à cette notion. La question de la séparation entre la sphère publique et privée a soulevé trois concepts, soit celui du clientélisme d'élites, du clientélisme de masse, et de l'utilisation de l'État en tant que marché d'investissement. Se rattachant au concept wébérien de monopole, cette idée est toutefois différenciée de l'organisation plus formelle du pouvoir, que nous avons décrite comme étant la troisième notion. Nous y avons là aussi identifié trois concepts principaux, soit la domination de l'exécutif, le pacte stabilisateur et la neutralisation des forces d'opposition.

Nous l'avons vu, le néopatrimonialisme considère que le champ du régime politique dépasse l'État; que le régime se retrouve dans le *gap* entre les institutions formelles et informelles. L'importance donnée à l'aspect informel du régime nous mène à la conclusion qu'il existe une stabilité historique

³⁶ Sindzingre, Alice, « Neopatrimonialism and its reinterpretations by development economics », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 104.

³⁷ Ikhamov, « Neopatrimonialism, factionalism and patronage in post-Soviet Uzbekistan », 190-191.

au niveau local. En effet, l'informalité dans les relations de pouvoir et à travers les canaux institutionnels se développe principalement dans des structures sociales plus petites, souvent organisées par localité, clan ou secteur d'activité³⁸. Si l'informalité peut aussi persister dans des réseaux plus centraux, elle n'est cependant pas associée à une forte stabilité. En effet, si l'informalité locale sous-tend la presque totalité des relations sociales, l'informalité au niveau national est souvent un outil déstabilisateur, utilisé afin d'outrepasser les limites associées au rôle formel des agents sociaux. Cette théorie reliant l'informalité locale à une légitimité traditionnelle, on présuppose donc d'une forme de stabilité là où la légitimité traditionnelle est forte.

Cependant, l'instabilité de l'État central depuis l'indépendance du pays démontre que la stabilité des structures sociales locales n'est pas gage de paix sociale. Alors que les structures locales sociales sont souvent abordées sous un angle fonctionnaliste, où la domination traditionnelle cimente la relation entre les groupes, l'arène politique nationale semble être la source de l'instabilité du régime, représentant un marché aux ressources limitées pour les élites.

La théorie met en valeur les enjeux de légitimité. Le principe édificateur même du néopatrimonialisme est la double domination. Dans ce contexte, la description de l'instabilité du régime ne peut donc se réduire à des questions de violence étatique ou de mouvement dans la structure monopolistique. En effet, les transformations de régime seraient, selon les néopatrimonialistes, poussées par la mobilisation populaire, elle-même instrumentalisée par les élites locales via des pratiques prébendalistes et clientélistes.

3.6 Applicabilité au cas kirghize

Peu de littérature porte explicitement sur les transformations des régimes néopatrimoniaux. En effet, la théorie présuppose une certaine forme de stabilité dans les pratiques du pouvoir. Certains auteurs ont cependant étudié la question, créant des modèles parfois limités dans leur applicabilité. En effet, l'article le plus cité sur ce sujet a été publié en 1992 et sa portée rejoint difficilement les enjeux de fonctionnement du régime kirghize. Snyder y propose un modèle où quatre éventualités

³⁸ Kambale Mirembe, Omer, *Échanges transnationaux, réseaux informels et développement local : une étude au Nord-Est de la République démocratique du Congo*, Thèse, Université Catholique de Louvain, 2005, 47-50.

peuvent découler d'un régime néopatrimonial : coup d'État militaire, révolution, stabilité et transition vers la démocratie. Son modèle observe la force relative de trois groupes politiques, soit les révolutionnaires, les modérés et l'armée (voir le tableau 5)³⁹. L'ajout à cette théorie par Brownlee des *hardliners* pour expliquer l'endurance des régimes permet aussi de comprendre la stabilité de ceux-ci⁴⁰, en accordant une importance particulière à la capacité à la violence de l'État. Cette vision se limite toutefois à une vision du néopatrimonialisme « à l'africaine »⁴¹, où le personnalisme prévaut sur les pactes claniques. Dans le cas kirghize, ces théories sur la transition sont donc dépassées par la réalité du terrain.

Tableau 5 : Tableau prédictif des transitions de régime néopatrimoniaux

	Coup d'État militaire	Révolution	Stabilité	Transition
Armée	Forte autonomie	Faible autonomie	Faible autonomie	Forte autonomie
Révolutionnaires	Faibles	Forts	Faibles	Faibles
Modérés	Faibles	Faibles	Faibles	Forts

Snyder, « Explaining Transitions from Neopatrimonial Dictatorship », 395-396.

Le régime néopatrimonial peut cependant subir des changements au sommet du pouvoir sans que le modus operandi des relations de pouvoir soit substantiellement transformé. En effet, si la société civile kirghize est considérée comme étant plutôt forte dans la région, celle-ci s'organise encore de manière informelle, puisant sa légitimité autour des relations claniques traditionnelles⁴². Selon certains adeptes de la théorie néopatrimonialiste, la société civile n'a de toute façon pas le rôle prépondérant à jouer dans la transformation de la pratique du pouvoir au sein d'un régime. En effet, seules les institutions formelles pourraient assurer une transition. L'informalité ne créera pas de légitimité compétitive assez forte pour neutraliser les détenteurs de pouvoir⁴³. Cette logique

³⁹ Snyder, Richard, « Explaining Transitions from Neopatrimonial Dictatorship », *Comparative Politics*, vol. 24, Juillet, 1992, 395-396.

⁴⁰ Brownlee, Jason, « ...And yet they persist: Explaining survival and transition in neopatrimonial regimes », *Studies in Comparative International Development*, vol. 37, Septembre, 2002, 56-57

⁴¹ Guliyev, Farid, « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, vol. 18, no. 3, 2011, 589.

⁴² Kuchukeeva et O'Loughlin, « Civic Engagement and Democratic Consolidation in Kyrgyzstan », 581-582.

⁴³ Bratton, Michael et Nicolas Van de Walle, « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa », *World Politics*, vol. 46, no. 4, 1994, 488.

pourrait expliquer, entre autres, la fixation de chaque nouveau président sur l'aspect formaliste de l'État via, par exemple, les réformes constitutionnelles. Ainsi, les détenteurs majoritaires du monopole seraient poussés à asseoir leur pouvoir dans la domination bureaucratique afin de briser les liens traditionnels, plus instables dans le cadre d'un pacte national.

Dans ce cadre, le facteur moteur de la contestation des élites locales se retrouverait moins dans le désir d'obtenir une part de pouvoir supplémentaire; mais plutôt dans le désir de conserver leur légitimité traditionnelle à travers la pratique de la mobilisation, la contestation de la règle de droit et la « re-localisation » de l'arène politique. Par exemple,

les élites/patrons locaux à Aral ont initié des discussions publiques à propos du partage des bénéfices et des violations environnementales, utilisant cette base sociale à des fins de « clientélisme subversif » à l'encontre des élites nationales (...) ou afin de réorganiser les hiérarchies locales⁴⁴.

Le cas échéant, les trois révolutions vécues par le Kirghizistan depuis son indépendance seraient issues d'un désir local de limiter la consolidation d'un État de droit et luttant contre sa légitimité, plutôt que d'une lutte entre différents clans. Cette perspective permettrait donc d'éliminer la théorie simpliste du conflit ethnique et/ou géographique historique comme cause des contestations du régime politique.

La théorie du néopatrimonialisme arrive à expliquer de manière plutôt efficace les deux premières révolutions kirghizes. En effet, dans le cas de la révolution de 2005, l'étincelle révolutionnaire s'est enflammée lorsque les détenteurs de légitimité traditionnelle n'ont pas pu profiter de l'appareil bureaucratique pour garder leur pouvoir politique. L'élection récente avait en effet vu gagner plusieurs candidats rattachés au parti d'Akaev qui n'avaient que peu de légitimité dans la circonscription où ils étaient candidats. Le pacte clanique s'est donc dissout, favorisant un nouveau pacte.

La période Bakiev (2005-2010) a été caractérisée par une tentative de centralisation du pouvoir⁴⁵. L'adoption de nouvelles lois électorales, ainsi que le renforcement de la prédominance de

⁴⁴ Traduction libre de l'auteur. Moldaliev et Heatherstraw, « Playing the "Game" of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 182.

⁴⁵ McGlinchey, « Exploring Regime Instability and Ethnic Violence in Kyrgyzstan », 82.

l'exécutif⁴⁶, font foi d'une tentative de stabiliser le régime néopatrimonial en recentrant le pacte clanique autour de la patrilinéarité, entre élites et en omettant le pouvoir local.

La fin de la période Bakiev a toutefois été caractérisée par une hausse de la violence étatique. L'absence d'amélioration de la qualité de vie et des conditions démocratiques a limité la capacité du gouvernement et de la présidence à asseoir sa légitimité bureaucratique sur le territoire, créant ainsi un vide de légitimité à la fois traditionnelle et bureaucratique pour l'appareil étatique, surtout dans les localités éloignées du pouvoir central. À cet effet, les contestations multiples s'étalant de 2007 à 2010 ont vu à la fois des demandes typiquement associées à la légitimité traditionnelle (compétitivité électorale, importance de la représentation régionale, libération de prisonniers politiques défendant des enjeux claniques et ethniques) et à la légitimité bureaucratique (libertés individuelles, respect de la règle de droit, etc.) se faire entendre.

La seconde révolution a ainsi vu plusieurs facteurs propres au néopatrimonialisme servir de catalyseurs du changement politique. Tout d'abord, l'absence de frontière claire entre les sphères privées et publiques a favorisé la déstabilisation lorsque des politiciens associés au crime organisé ont impliqué leurs ressources étatiques dans les dissensions montantes du milieu des narcotrafiquants⁴⁷. Le manque de légitimité locale de Bakiev dans le nord a encouragé ses détracteurs à se mobiliser de plus en plus, et à se coaliser sous le couvert d'organisations politiques légitimes.

Les héritiers de la révolution de 2010 ont tenté, comme Bakiev, de stabiliser le régime néopatrimonial en optant pour une autre stratégie de légitimation. La cooptation des lignes claniques à travers un système de partis politiques, où le SDPK était prédominant, a permis de limiter les velléités locales et de légitimer légalement les pactes existants via des institutions bureaucratiques. Cette reconnaissance implicite de la légitimité traditionnelle s'est entre autres

⁴⁶ Marat, Erica, « Kyrgyzstan », Nations in transit 2010, Freedom house, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://www.refworld.org/pdfid/4d53f02319.pdf>

⁴⁷ Kupatadze, Alexander, « Kyrgyzstan - A virtual narco-state? », *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, no. 6, 2014.

matérialisée par la possibilité pour les députés de ne pas respecter la ligne de parti sans conséquences⁴⁸.

Il est probablement trop tôt pour analyser rétrospectivement la révolution de 2021. Cependant, on peut voir que le nouveau président fait une cassure nette avec le style de gouvernance de ses prédécesseurs. En effet, la révolution a fait suite à des accusations de fraude électorale. Sans nier l'implication probable d'enjeux inter-élites et d'instabilité du pacte clanique, on peut concevoir que les demandes démocratiques de la population, ainsi que de certaines élites, étaient réelles. L'une des questions à laquelle le néopatrimonialisme n'a pas encore répondu est le changement des exigences populaires en matière de légitimité. Suite à la révolution de 2020, on peut questionner l'applicabilité du modèle néopatrimonial en la matière.

On peut cependant observer une transition vers une forme de néopatrimonialisme plus évident depuis l'élection de Japarov. L'exemplification la plus évidente de cette transformation du régime se trouve dans l'importance accordée aux *kurultai*. Ces forums traditionnels, autrefois reconnus pour leur capacité à émettre des recommandations, n'ont plus la même implication. Le *kurultai* national aura désormais un rôle exécutif, favorisant ainsi le pacte clanique hors des contraintes électorales. La suprématie du pouvoir exécutif et les pactes claniques semblent renforcés, tandis que se maintient un discours favorisant la double légitimité⁴⁹ et que la frontière entre les sphères publiques et privées ne semble pas plus définie qu'avant.

Le cadre théorique sous-tendrait donc qu'afin de rester stable, un régime politique néopatrimonial doit assurer la coexistence des deux types de légitimité. Une question subsiste cependant. En effet, dans un contexte de formalisation grandissante du régime, il semble nécessaire de se demander si le régime néopatrimonial est appelé à changer, ou s'il est déjà en processus de transformation. La théorie ne peut se contenter de trouver des facteurs externes pour expliquer ces transformations et cette formalisation, puisque la légitimité de l'État est surtout comprise à travers des concepts de

⁴⁸ Marat, « Kyrgyzstan: a Parliamentary system Based on inter-elite Consensus », 330.

⁴⁹ Issu de l'observation des diverses publications de Japarov sur les médias sociaux, ainsi que sur ses apparitions télévisuelles.

légitimité interne. La perspective de la lutte contre la corruption peut être pertinente pour étudier les renversements de légitimité, mais reste insuffisante⁵⁰.

En bref, si le néopatrimonialisme est un cadre analytique intéressant pour comprendre les relations de pouvoir infra et extra étatiques au Kirghizistan, l'apport de cette théorie aux transformations du régime est limité par la stabilité qu'elle tente d'expliquer. De plus, la société civile se libéralise de plus en plus, s'extirpant du carcan des légitimités traditionnelles à travers la professionnalisation et se rapprochant des institutions nationales et internationales au détriment des structures de pouvoir locales⁵¹. Détentrice d'une certaine légitimité et acquérant de plus en plus de pouvoir et de capacité de mobilisation, la concurrence des légitimités qui ne sont pas néopatrimoniales n'a pas été examinée par la littérature. En omettant ces concurrences, le changement ou la transformation de régime au Kirghizistan n'est pas une réalité étudiée par les chercheurs. Le néopatrimonialisme devient ainsi une théorie de la stabilité de régime, où la transition de type de régime devient virtuellement impossible, et seule la transition de « patron » au pouvoir peut s'opérer⁵².

⁵⁰ France, Guilherme et Roberto Martinez B. Kututschka, «Kyrgyzstan: Overview of corruption and anti-corruption », *Transparency international*, 2019, 1.

⁵¹ Pierobon, Chiara, « The Development of Civil Society in Post-Soviet Kyrgyzstan: An Analysis of the National and International Context », *Annali di Ca' Foscari Serie Orientale*, vol. 54, Juin, 2018, 122-128.

⁵² Vlavanou, Gino, « An Uncertain Transition: Security, Violence and Neopatrimonialism in the Central African Republic », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, no. 228, 2016, 127.

Chapitre 4 : Autoritarisme compétitif

4.1 De l'hybridité à l'autoritarisme compétitif, une typologie complexifiée

Le Kirghizistan a parfois été qualifié de régime compétitif autoritaire¹. La théorie de l'autoritarisme compétitif diffère de celle du néopatrimonialisme en plusieurs aspects. Premièrement, quoique celle-ci décrive aussi un régime hybride, ses partisans se concentrent surtout sur les questions associées à la violence et à la territorialité du pouvoir. La notion de temporalité est aussi importante dans la théorie de l'autoritarisme compétitif. En effet, la logique plutôt institutionnaliste que structuraliste de la théorie favorise une lecture « prédictive » des éléments d'un régime politique. Ainsi, plusieurs auteurs ont tenté de définir les concepts indépendants favorisant à la fois l'émergence de régimes autocratiques ou démocratiques et la stabilité ou l'instabilité des régimes autoritaires compétitifs. Il est en effet question de dynamique théorique institutionnaliste, car la qualification du régime passe souvent par des concepts « procéduraux », c'est-à-dire que ce n'est pas la structure sociale et sa dynamique qui qualifient le régime politique, mais plutôt le fonctionnement des institutions par rapport à une norme établissant ce que représente la démocratie. Ainsi, ces définitions procédurales ont poussé certains auteurs à définir en tant que démocratie des pays comme le Brésil ou les Philippines des années 1990, car même si des problèmes de gouvernance démocratique comme le clientélisme, le faible État de droit ou la corruption y étaient répandus, ces problèmes ne visaient pas directement la limitation de la compétition politique à travers l'utilisation des outils institutionnels².

Puisque cette théorie se veut être un modèle prédictif de la stabilité et de la concentration du pouvoir dans les régimes hybrides, les concepts qui en découlent seront divisés en deux, soient les concepts descriptifs et les concepts prédictifs. Alors que les premiers permettent d'identifier un régime autoritaire compétitif en tant que tel, les seconds sont importants dans une perspective d'analyse longitudinale du régime. Quoique le premier ensemble conceptuel nous semble le plus intéressant

¹ Cummings et al, « *State, regime, and government in the Kyrgyz Republic (1991–2010): disaggregating a relationship* », 450; Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 32 et Sullivan, Charles J., « *The Crumbling Kyrgyz Republic* », Asian Affairs, 25 janvier 2021, Consulté le 26 janvier 2021, DOI 10.1080/03068374.2020.1843251, 4.

² Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 33.

dans le cadre de cette étude, il nous paraît aussi important de développer le second, afin de mieux pouvoir le comparer et l'arrimer à l'autre théorie prédictive, soit celle de la transition démocratique. Nous pourrions ainsi éventuellement comprendre, le cas échéant, la différenciation dans la perception de l'objet qu'est l'État dans ces deux ensembles théoriques.

L'autoritarisme compétitif se trouve à la croisée des chemins entre la démocratie et l'autoritarisme « complet ». Ce modèle théorique est en opposition avec l'autre type de régime hybride décrit par Diamond dans sa typologie des régimes hybrides, soit l'autoritarisme hégémonique. Il se différencie de ce dernier en laissant une place réelle à l'opposition, parfois même en voyant le parti au pouvoir perdre ses élections au niveau national, tout en gardant un « terrain de jeu inégal » limitant les chances réelles de l'opposition d'accéder au pouvoir³.

Ainsi, Gagné décrit l'autoritarisme compétitif :

Les régimes compétitifs autoritaires tiennent des élections régulières et les partis d'opposition sont légalisés. La fraude massive est généralement absente et les partis d'opposition se font compétition pour les postes décisionnaires dans le système politique. Cependant, le terrain politique est inégal. Les élites dirigeantes utilisent les ressources étatiques à des fins politiques, et manipulent les institutions telles que les lois électorales à leur propre avantage afin de créer des barrières institutionnelles à l'entrée dans le jeu politique. Ces élites utilisent aussi des moyens informels divers tels que la corruption et le harcèlement à travers les poursuites en vertu des lois sur la diffamation⁴.

Cette définition, encore une fois procédurale, est précisée par Levitsky et Way, qui identifient l'autoritarisme compétitif comme étant le fait d'un régime qui n'est pas complètement autoritaire, où le suffrage universel existe, où des pouvoirs « tutélaires » ne restreignent pas sérieusement l'action des autorités élues, et où minimalement l'un des trois ensembles conceptuels suivants existe, soit des élections inéquitables, la violation des libertés civiles de l'opposition et/ou un « terrain de jeu inégal »⁵. Si ces trois concepts ont déjà été précisés et opérationnalisés par les auteurs, il est toutefois nécessaire de les décliner à nouveau, afin de comprendre ce qu'ils impliquent.

³ Diamond, « Thinking About Hybrid Regimes », 25.

⁴ Traduction libre de l'auteur. Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, XXV.

⁵ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 365-368.

4.2 Concepts descriptifs

Le concept des élections inéquitables s'articule autour de l'utilisation des institutions afin de limiter les capacités électorales de l'opposition politique. Tout comme dans la théorie du néopatrimonialisme, on peut apercevoir l'absence de séparation claire entre la sphère publique et la sphère privée. Cependant, au lieu de se concentrer sur les questions liées au clientélisme et aux individus, les auteurs intéressés par l'autoritarisme compétitif se sont surtout penchés sur l'État en tant que phénomène organique centré autour des détenteurs de pouvoir. Cette perception de l'objet favorise la création d'une dichotomie conceptuelle entre le monopole organisé du pouvoir que représente l'État et l'opposition s'érigant contre celui-ci dans les lieux de contestation possible. L'approche fonctionnaliste de cette théorie limite cependant la désagrégation des structures sociales constituant l'État, préférant ainsi analyser les concepts formels décrivant le fonctionnement des institutions plutôt que les concepts détaillant les interactions dans la structure.

Ainsi, on considère qu'il y a présence d'élections inéquitables lorsque le pouvoir exécutif réussit à empêcher un candidat majeur de se présenter, lorsqu'il y a abus électoral toléré ou coordonné depuis le gouvernement ou lorsqu'il y a abus contre l'opposition afin de limiter leurs chances de victoires ou leur accès à l'élection⁶.

Le deuxième ensemble conceptuel permettant de qualifier un régime d'autoritaire compétitif est la violation des libertés civiles de l'opposition. Lui aussi facile à qualifier au niveau procédural, ce qu'il implique de l'organisation de l'opposition est essentiel. En effet, la qualification d'un régime politique ne passe pas que par l'étude de l'organisation de la structure de pouvoir détenant le monopole de la violence légitime, mais doit aussi interroger l'organisation des structures de pouvoir autres, afin de mieux comprendre la relation entre l'État et les différents pans de la société.

La violation des libertés civiles comme ensemble conceptuel nous indique que, contrairement au concept de la neutralisation de l'opposition par la cooptation ou l'accommodement présent dans le néopatrimonialisme, l'autoritarisme compétitif émet que l'opposition est naturellement impossible à rallier par le pouvoir. Ainsi, le harcèlement et l'attaque de médias indépendants pour des raisons

⁶ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 365-368.

politiques, la restriction de libertés civiles à l'encontre de l'opposition et les attaques sur les leaders d'opposition représentent les indicateurs de ce concept⁷.

La violation des libertés civiles en tant que concept déterminant de l'autoritarisme compétitif ne fait toutefois pas l'unanimité. Ce concept est en présent dans tous les régimes autres que les démocraties, et il est difficile de l'associer uniquement à l'autoritarisme compétitif. La question que nous devons par conséquent poser est de savoir si les régimes autoritaires compétitifs respectent ou violent les libertés civiles de façon différenciée, que ce soit de manière quantifiable ou qualifiable. Une partie de la réponse se trouve dans les analyses comparées des transitions à l'électoratisme comme mode de validation des régimes. On remarque que la fréquence des élections et leur degré de compétitivité est habituellement corrélée avec un plus grand respect des libertés civiles⁸. Ainsi, la restriction de la violation des libertés civiles aux forces politiques d'opposition nous permet de garder une définition du régime basée sur son niveau de compétition et sur son niveau d'inclusivité de l'opposition.

Le concept de violations des libertés civiles de l'opposition, tout comme celui des élections inéquitables, se rapporte à la question de la violence (ou contrainte) dans la définition wébérienne de l'État. En effet, on y aborde dans les deux cas l'utilisation de la contrainte légale, de la manipulation de ladite contrainte, ou même de la violence extra-légale grâce à l'appareil d'État. Le troisième ensemble conceptuel, soit celui du « terrain de jeu inégal », se rapporte plutôt à l'organisation de l'État permettant aux structures de pouvoir de se maintenir.

Le « terrain de jeu inégal », est en effet caractérisé par des institutions politisées, par l'accès inégal aux médias et par un accès inégal aux ressources, tous favorisant les détenteurs de pouvoir⁹. C'est à travers ce dernier concept qu'on perçoit le plus l'aspect formaliste. En effet, les concepts de personnalisme, d'accès à la légitimité et de disparition de la frontière entre les sphères publiques et privées s'articulent respectivement autour de la politisation des institutions théoriquement

⁷ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 365-368.

⁸ McCoy, Jennifer L. et Jonathan Hartlyn, « The Relative Powerlessness of Elections in Latin America », dans *Democratization my Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 57-59.

⁹ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 365-368.

neutres, de l'accès inégal aux médias et de l'accès inégal aux ressources. Le monopole sur les outils de légitimation détenus par les élites est donc une autre manière de formuler ce concept.

Une variante à ce terrain de jeu inégal se trouve dans l'analyse des dynamiques d'alliances de l'opposition dans les régimes compétitifs autoritaires. Si les outils de légitimation, soit le capital institutionnel, le capital médiatique et le capital financier, sont détenus par les élites au pouvoir, l'opposition se trouve dans une dynamique de recherche de capital symbolique, seul outil pour lequel il est impossible d'assurer un monopole à travers les institutions. Ainsi, dans les pays les moins développés, on pourra observer une tendance aux alliances entre l'opposition formelle et les autorités traditionnelles, alors que dans les pays développés, on la verra entrer dans une dynamique d'alliance avec la bureaucratie plus « libérale »¹⁰.

En bref, les quatre concepts constitutifs d'un régime autoritaire compétitif sont le risque réel de victoire électorale de l'opposition, des élections inéquitables, la violation des libertés civiles de l'opposition et un « terrain de jeu inégal ». À l'inverse de la théorie néopatrimoniale, ces aspects sont difficilement identifiables à travers le questionnement d'acteurs sociaux. Si la première théorie s'apparente beaucoup aux travaux d'ethnographes menant des enquêtes qualitatives et s'appuyant sur une méthode d'observation participante, l'autoritarisme compétitif doit s'appuyer sur d'autres méthodes. En effet, les concepts analysés sont basés principalement soit sur des événements ponctuels (le processus électoral et les actes de violence ou de contrainte), soit sur des enjeux difficiles à circonscrire (le « terrain de jeu » inégal). La constitution de ce cadre théorique favorise l'utilisation d'indices composites. En effet, puisque l'analyse d'un régime, de surcroît dans un cadre dynamique où on évalue ses transformations, ne peut se résumer à de la phénoménologie, les indices composites limitent l'erreur dans l'observation du chercheur. De plus, ils lui évitent le piège du *cherry picking*, omniprésent dans une démarche de taxonomie de l'État du genre.

Cela ne veut pas toutefois dire qu'il soit impossible d'obtenir des résultats cadrant avec cette théorie en réalisant des entrevues qualitatives d'acteurs sociaux. En effet, au-delà de l'utilisation de données permettant de qualifier les processus électoraux, les violences étatiques et l'inégalité systémique entre les aspirants au pouvoir, c'est en interrogeant des sujets qu'il est possible d'observer

¹⁰ Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, 26.

la distance entre la réalité observable et les perceptions. Ainsi, l'articulation d'un régime autoritaire compétitif peut s'étudier via les perceptions sociales, et non pas seulement en interrogeant le monopole de l'appareil d'État.

4.3 Concepts prédictifs

Trois autres concepts se retrouvent par ailleurs au centre de la théorie. Quoiqu'ils ne soient pas des concepts permettant d'identifier un régime comme tel, ils sont importants à prendre en considération, car ce sont des éléments prédictifs de la stabilité des régimes. Ces éléments conceptuels sont pertinents pour deux raisons principales. Premièrement, l'un des attributs les plus caractéristiques des régimes autoritaires compétitifs est l'instabilité. Plus de la moitié des élections dans ces régimes mène à un changement de régime, à une transition vers un mode de gouvernance plus autoritaire ou à une transition démocratique¹¹. Deuxièmement, dans une perspective constructiviste, la perception des éléments déstabilisateurs d'un régime au sein de la population est aussi importante que l'élément déstabilisateur en tant que tel. Ainsi, afin de comprendre la façon dont la théorie appréhende le pouvoir, il est important d'aborder les concepts prédictifs de la stabilité du régime kirghize. Ces concepts sont au nombre de trois : le *leverage*, la connectivité et le pouvoir organisationnel, et sont indiqués au graphique 1¹².

Le *leverage* est décrit par Levitsky et Way comme étant le pouvoir de levier qu'ont les puissances occidentales sur l'État¹³. Il décrit principalement la force de l'État relativement aux pays dits démocratiques. Ainsi, un fort *leverage* sera associé à l'absence de revenus pétroliers permettant une relative indépendance, la possession d'armes nucléaires ou une économie forte, alors qu'un *leverage* faible se rapportera plutôt à une dépendance économique sur l'aide au développement et à une vulnérabilité face aux intérêts étrangers¹⁴. Quoique cette manière de classer le *leverage* soit critiquable, la notion de puissance relative face à l'Occident, la Chine ou la Russie est en effet importante quand on observe la stabilité des régimes.

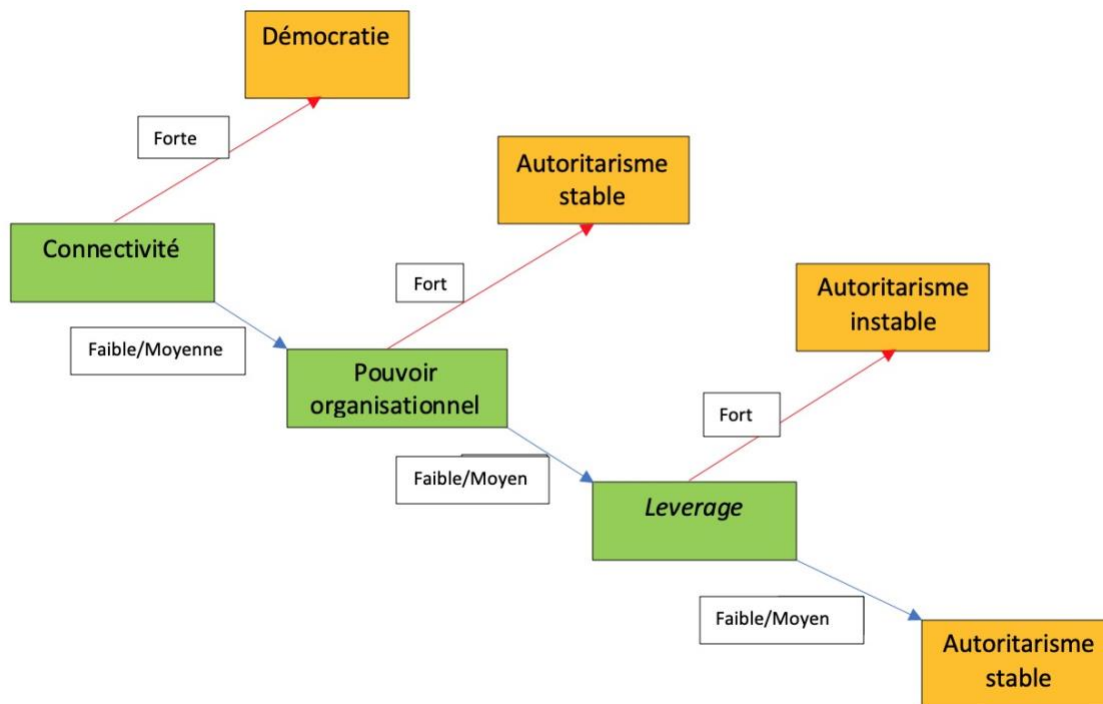
¹¹ Roessler, Philip G. et Marc M. Howard, « Post-Cold War Regimes: When Do Elections Matter? », dans *Democratization by Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 103.

¹² Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 72.

¹³ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 72.

¹⁴ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 372.

Graphique 1 : Concepts prédictifs de la stabilité de Levitsky et Way.



Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 72.

Le deuxième concept, soit la connectivité, est décrit comme la force et le nombre de liens transnationaux entretenus avec les puissances occidentales. Levitsky et Way se sont penchés principalement sur les liens économiques et sociaux afin de décliner ce concept, plus particulièrement l'importance du commerce avec les pays occidentaux, le nombre de citoyens voyageant dans ces pays, le trafic vocal international et l'accès à Internet¹⁵.

Si l'observation empirique des auteurs qui se sont penchés sur le sujet les amène à décrire ces deux concepts en fonction des critères cités plus haut, l'opérationnalisation de ceux-ci ne peut prétendre décrire la complexité de leurs implications théoriques et leur interdépendance. En effet, au-delà de la théorie des auteurs, qui prétend qu'une connectivité forte est associée à une démocratisation des régimes autoritaires compétitifs¹⁶, ce concept peut aussi se rapporter au comportement de la société civile nationale. Les liens transnationaux tissés entre les organisations, par exemple, permettent de

¹⁵ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 374.

¹⁶ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 72.

créer des liens plus directs entre les acteurs nationaux et les acteurs occidentaux, souvent plus libéraux. La création d'une communauté d'intérêts (comme par exemple l'enrichissement d'une région, le respect des droits sociaux, etc.) peut favoriser la construction d'une communauté de valeurs plus libérales, où le poids des droits humains est majoré à travers les différentes relations entretenues entre ces acteurs. Une connectivité relativement faible n'est donc pas forcément signe de démocratisation de l'État; mais dans un contexte où plusieurs relations transnationales existent entre les acteurs locaux et des organisations aux valeurs démocratiques, il est possible de voir apparaître une intégration de la norme démocratique chez des acteurs, qu'ils soient dans l'opposition officielle ou membres de la société civile. À cet effet, il est généralement admis que plusieurs années après l'indépendance,

(...) Les logiques se sont considérablement complexifiées, avec l'émergence d'un champ politique transnational où tout un ensemble d'acteurs (gouvernements, ONG locales, nationales et internationales, fondations étrangères et organisations multilatérales, acteurs économiques) participent aux jeux de pouvoir en injectant des ressources dans la société kirghize¹⁷.

Le *leverage*, lui aussi, peut se rapporter au pouvoir de levier qu'ont les organisations transnationales sur les comportements des acteurs locaux. Le financement par projet provenant des acteurs internationaux, par exemple, peut mener des représentants de la société civile à accorder plus d'importance aux droits humains individuels dans leurs revendications, « occidentalisant » leurs revendications. De plus, le *soft power* opéré par diverses organisations, étatiques ou non, promouvant des valeurs libérales a le potentiel créer un *leverage* culturel, élément qui n'est pas développé chez Levitsky et Way.

À la lumière de ces éléments, on pourrait reformuler les deux concepts de la manière suivante. Le *leverage* se rapporte à toutes les formes de capitaux (économique, social, culturel et symbolique) détenus par des acteurs transnationaux qui sont susceptibles de favoriser l'influence de ces derniers sur le fonctionnement de l'organisation politique. La connectivité, quant à elle, représente l'intensité des rapports transnationaux entretenus entre les acteurs occidentaux et les acteurs nationaux, qu'ils soient des citoyens, des organisations non-gouvernementales ou des États.

¹⁷ Pétric, Boris, *On a mangé nos moutons : Le Kirghizistan, du berger au businessman*, Belin, 2013, 199.

Le dernier concept prédictif de la stabilité nommé par Levitsky et Way est le pouvoir organisationnel, soit la capacité de l'État à exercer son monopole de la violence. Ce concept fait référence à l'intensité, à l'extensivité et à la vitesse de mise en œuvre des capacités de l'État. Levitsky et Way l'opérationnalisent en 3 variables différentes, soit : la capacité de la violence étatique sur son territoire et la cohésion de l'État, la capacité organisationnelle et la cohésion du parti au pouvoir, ainsi que le contrôle discrétionnaire de l'État sur l'économie nationale¹⁸.

La première variable rappelle ainsi les catégories de la territorialité et du monopole dans la définition wébérienne de l'État. Une forte capacité à exercer la contrainte étatique sur l'ensemble du territoire témoigne donc d'un pouvoir organisationnel fort, tout comme une forte cohésion de l'appareil sécuritaire, soit de la dimension matérielle du monopole de la violence. Cette variable peut s'opérationnaliser à travers l'observation des matérialisations de l'État dans des zones éloignées du centre, ainsi que dans l'existence de liens claniques, ethniques ou idéologiques au sein de l'appareil sécuritaire.

La deuxième variable identifiée par Levitsky et Way, soit la capacité organisationnelle et la cohésion du parti au pouvoir, implique le degré de pénétration du parti dans la société, ainsi que sa stabilité et l'homogénéité des intérêts qui y prennent place. Rappelant encore une fois le champ monopolistique de la définition de l'État, cette variable peut donc décrire une réalité à la fois formelle (délégués officiels du parti dans toutes les sphères de la société) et informelle (structure de filiation clanique). La capacité organisationnelle d'un monopole informel peut donc se matérialiser à travers la force des réseaux de clientélisme plutôt que par le contrôle formel des institutions de parti sur la société.

À la lumière de la littérature sur les pactes claniques au Kirghizistan, il est nécessaire de reformuler cette variable. En effet, au lieu du parti, il semble que d'autres types d'organisations du pouvoir au sommet de l'État puissent exister, et ce, de manière moins formelle. Ainsi, au lieu de considérer la capacité organisationnelle et la cohésion du parti au pouvoir, nous utiliserons l'expression de « la capacité organisationnelle et la cohésion des réseaux constituant l'élite dirigeante ».

¹⁸ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 376.

En ce qui a trait à la troisième variable avancée par Levitsky et Way, soit le contrôle discrétionnaire de l'État sur l'économie nationale, le contrôle sur le commerce et sur les ressources naturelles semblent être prioritaires par les chercheurs¹⁹. Cependant, dans un contexte où on peut admettre la possibilité d'un monopole défini au moins partiellement par des réseaux informels, on peut imaginer que les réseaux monopolistiques ont un contrôle discrétionnaire sur d'autres types de capitaux économiques (marché de l'emploi, biens fonciers, etc.). La tradition formaliste étant de mise dans les théories de l'autoritarisme compétitif, ces capitaux sont rarement abordés. Il sera donc important de les considérer afin de mieux comprendre les manifestations de l'organisation politique dans un contexte très informel.

4.4 Implications théoriques

En bref, les concepts avancés par la théorie de l'autoritarisme compétitif sont divisés en deux, soit les éléments descriptifs et les éléments prédictifs de la stabilité d'un État. Dans le premier groupe, on retrouve la présence d'élections compétitives mais inévitables, la violation des libertés civiles de l'opposition et l'existence d'un « terrain de jeu inégal » en faveur des détenteurs de pouvoir. Dans le second, les concepts du *leverage*, de la connectivité et du pouvoir organisationnel permettent de prédire la stabilité du régime. Ces concepts peuvent se comparer dans le tableau 6 à ceux avancés dans la théorie du néopatrimonialisme. L'hybridité de ces deux régimes favorise la ressemblance entre plusieurs concepts. On peut noter trois choses importantes dans l'analyse de ce tableau.

Premièrement, on peut remarquer que la territorialité de l'État est peu importante dans les deux théories. Dans le néopatrimonialisme, on l'aborde brièvement à travers le concept de légitimité locale. Pour l'autoritarisme compétitif, on l'aborde seulement dans le cadre du concept prédictif du pouvoir organisationnel, et seulement dans le cadre d'un sous-concept. Il est probable que la territorialité soit peu citée en tant que concept constitutif, étant donné qu'elle n'est pas déterminante pour la nature du régime, mais plutôt pour son fonctionnement. À la lumière des concepts avancés par les chercheurs, on peut néanmoins assumer que la territorialité est un facteur de stabilité, et possiblement indicateur de légitimité du régime.

¹⁹ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 378.

Tableau 6 : Tableau comparatif des concepts du néopatrimonialisme et de l'autoritarisme compétitif

Néopatrimonialisme		Autoritarisme compétitif	
Concept principal	<i>Sous-concept</i>	Concept principal	Sous-concept
Absence de frontière claire entre la sphère publique et privée	Clientélisme d'élites	Pouvoir organisationnel	Capacité organisationnelle et cohésion des élites dirigeantes
	Clientélisme de masse		Cohésion du parti au pouvoir
	État en tant que marché d'investissement		
Organisation du pouvoir	Pacte stabilisateur		Cohésion de l'État
	Domination de l'exécutif		
	Neutralisation des forces d'opposition	Violation des libertés civiles de l'opposition	Opposition impossible à rallier à l'élite
			Violence extra-légale
			Contrainte légale
		Terrain de jeu inégal favorisant les détenteurs de pouvoir	Institutions politisées
			Accès inégal aux médias
Double domination	Légitimité bureaucratique	Élections compétitives et inéquitables	Élections compétitives
			Élections inéquitables
	Légitimité clanique	<i>Leverage</i> de l'Occident libéral	Capital culturel
	Légitimité locale		Capital social
	Légitimité horizontale		Capital économique
	Légitimité verticale		Capital symbolique
		Connectivité	Liens internationaux
			Liens transnationaux

Deuxièmement, il est pertinent de noter l'aspect *Top-Bottom* de la théorie de l'autoritarisme compétitif. En effet, en évitant d'interroger le pouvoir politique hors des sphères traditionnelles d'analyse des régimes, la matérialité du pouvoir telle que vécue par les citoyens n'est que très rarement abordée. En comparaison, le néopatrimonialisme, en se penchant sur l'origine de la relation de légitimation et sur l'organisation du pouvoir hors des institutions étatiques, aborde le régime politique par le biais d'une approche plus *Bottom-Up*.

Enfin, le néopatrimonialisme traite de l'organisation politique de la société entière, alors que l'autoritarisme compétitif, plus formaliste, traite principalement du régime comme étant le fait de l'État uniquement. Ainsi on assiste à deux conceptions opposées du concept de régime politique, soit la définition plus englobante considérant l'organisation du pouvoir dans une société comme étant un régime; ainsi que la définition plus restrictive décrivant le régime politique comme le fonctionnement de l'État. Ces divergences s'expliquent principalement sur l'aspect du régime qui est à l'honneur dans cette théorie. L'enjeu principal autour duquel celle-ci se construit est le monopole. En effet, en étudiant les modalités d'accès au pouvoir, et les limites à la contestation du monopole par les opposants, l'autoritarisme compétitif pose surtout la question de la stabilité par les limites imposées aux groupes en compétition pour l'accès au monopole.

En laissant de côté les lieux politiques autres que l'État et ses institutions, l'autoritarisme compétitif implique que ces derniers n'entrent pas en compétition avec d'autres structures de pouvoir dans leur légitimité; ou à tout le moins, que les groupes et individus se réclamant d'un autre type de légitimité doivent d'abord être sanctionnés par la règle de droit apparente afin de rentrer en compétition pour le pouvoir politique.

Ici, les transformations du régime kirghize ne pourraient donc pas être expliquées par un désir de récupération de la légitimité. En effet, les oppositions sont considérées comme étant prêts à saisir une part du pouvoir à tout moment dans cette théorie. Ainsi, on ne considère pas le changement politique comme étant le fruit d'une mobilisation locale, mais plutôt comme étant tributaire d'une brèche dans le monopole. Le *timing* des révolutions depuis l'indépendance appuierait par ailleurs cette idée, deux d'entre elles étant survenues à un moment électoral.

L'explication de Levitsky et Way sur la stabilité des régimes autoritaires compétitifs ajoute une pièce au puzzle. En effet, selon eux, une connectivité et un pouvoir organisationnel faibles ou moyens jumelés à un *leverage* fort mène à une instabilité du régime, à l'origine de la brèche dans le monopole, ainsi que dans la légitimité et la capacité étatique de soutenir ce monopole. Si la théorie ne mentionne pas les implications de la stabilisation et de la déstabilisation du pouvoir, on peut toutefois soupçonner que celle-ci expliquerait les moments de résilience du régime kirghize (par exemple, suite aux massacres d'Aksy en 2002 ou lors des grandes manifestations anti-Bakiev de 2007, où la contestation du régime était forte) et les moments où les détenteurs de pouvoir ont été expulsés de l'appareil étatique. Cela ne fait toutefois pas consensus dans la communauté scientifique. En effet,

Même si les universitaires occidentaux, les praticiens des politiques et les médias incluent généralement la révolution des tulipes dans la série des révolutions de couleurs, Radnitz (2006) et les autres nient le rôle de l'influence internationale (Juraev, 2008). Lewis (2008) et Temirkulov (2010) rejettent aussi le rôle des programmes de promotion démocratique ou des ONG financées par des occidentaux dans l'expulsion du pouvoir du président Akaev²⁰.

Les enjeux de connectivité et de *leverage* sont donc contestés au sein de la communauté scientifique. Néanmoins, en concordance avec l'importance accordée à l'aspect procédural du régime, l'observation électorale étrangère est d'importance pour le cadre théorique, en particulier dans le cadre kirghize. Les différentes missions d'observation électorale nous font en effet douter de l'applicabilité de la théorie au cas kirghize. Levitsky et Way considèrent comme « complètement autoritaires » les cas où

Au moins l'un des indicateurs suivants est présent :

- (a) Les partis et/ou candidats majeurs de l'opposition sont exclus de manière routinière – formellement ou informellement – de la compétition électorale pour l'exécutif national.
- (b) La falsification à grande échelle des résultats électoraux rend le vote insignifiant.
- (c) La répression est si sévère que les groupes civiques et d'opposition majeurs ne peuvent opérer dans l'arène publique; ainsi, une bonne partie de l'opposition est clandestine, en prison ou en exil²¹.

²⁰ Traduction libre de l'auteur. Jargalsaikhan, Mendee, *Small Islands of Democracy in an Authoritarian Sea: Explaining Mongolian and Kyrgyz Democratic Development*, Thèse, University of British Columbia, 2019, 209.

²¹ Traduction libre de l'auteur. Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 365.

Comme nous le verrons dans les paragraphes suivants, il n'est ainsi pas évident que le régime kirghize, entre 2005 et aujourd'hui, ait toujours été autoritaire et compétitif.

4.5 Application au cas kirghize

La définition des cas complètement autoritaires du paragraphe précédent demande à ce que l'on confirme la définition du régime kirghize en tant qu'autoritaire compétitif. À quelques reprises, le régime kirghize a flirté avec l'autoritarisme pur et dur. Le règne d'Akaev a été ponctué par des fraudes électorales évidentes, surtout lors des élections de 2000 et 2005²². Sous Bakiev, d'autres fraudes électorales ont été constatées²³. Quoique les tactiques de fraude électorale n'aient pas été complètement endiguées, les élections deviennent plus libres et compétitives lors de la période suivant la révolution de 2010²⁴. Enfin, lors de la dernière élection présidentielle, le pourcentage de votes étant allés à Japarov (près de 80%) a de quoi faire sourciller, et considérer que le régime n'est plus compétitif²⁵. La réalité électorale d'une partie de l'histoire récente du Kirghizistan remet donc en question la nature du régime.

Il faut questionner le type d'autoritarisme que l'on associe au régime kirghize. En effet, les élections, si elles n'ont que rarement été libres, ont vu plusieurs détenteurs de pouvoir local être

²² Tucker, Joshua A. « Enough! Electoral Fraud, Collective Action Problems, and Post-Communist Colored Revolutions », *Perspectives on Politics*, vol. 5, no. 3, 538.

²³ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *The Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections, 27 February and 13 March 2005 OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report*, 2005; Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, *OSCE Election Observation Mission : The Kyrgyz Republic : Pre-term Parliamentary Elections, 16 December 2007, Statement of Preliminary Finding and Conclusions*, 2007 et Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 29 July 2009, OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report*, 2009.

²⁴ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Constitutional Referendum 27 June 2010 OSCE/ODIHR Needs Assessment Mission Report*, 2010.; Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections 10 October 2010 OSCE/ODHR Election Observation Mission Report*, 2010; Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 30 October 2011 OSCE/ODHR Election Observation Mission Report*, 2011; Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections 4 October 2015 Final Report*, 2015; Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 15 October 2017 Final Report*, 2017.

²⁵ Al Jazeera, « Japarov on course for a landslide victory in Kyrgyzstan election », *Al Jazeera*, 10 janvier 2021, consulté le 24 janvier 2021, URL <https://www.aljazeera.com/news/2021/1/10/japarov-on-course-for-landslide-victory-in-kyrgyzstan-election>

associés aux manœuvres frauduleuses, et pas toujours ceux associés au clan présidentiel²⁶. Par ailleurs, les résultats électoraux des élections parlementaires, plus spécifiquement entre 2010 et 2020, démontrent que l'accès au pouvoir législatif reste compétitif²⁷. Néanmoins, l'intimidation exercée à l'encontre d'Ömürbek Babanov en 2017²⁸, ainsi que les pressions exercées à l'encontre d'anciens premiers ministres et présidents démontrent que l'autorité exécutive reste difficile à contester, et que l'accès à un poste exécutif n'est pas toujours compétitif.

C'est le problème récurrent de la théorie de l'autoritarisme compétitif : l'objet qu'est le régime est limité au centre de l'État, représenté par le pouvoir exécutif. On oublie ainsi que le pouvoir peut être divisé, même dans un régime politique autoritaire. Par exemple, alors que le pouvoir présidentiel kirghize continuait à profiter de fraudes électorales et à harceler certains représentants de l'opposition²⁹, le Parlement a adopté une loi refusant l'immunité aux ex-présidents³⁰ et est composé depuis 2010 de plusieurs partis politiques ne détenant pas de majorité absolue.

Le concept de compétitivité ne peut donc s'astreindre au contexte électoral. La balance des pouvoirs représente aussi un enjeu restrictif aux tendances autoritaires émanant du pouvoir exécutif. On peut à tout le moins affirmer qu'entre 2010 et 2020, le régime kirghize est dans un régime autoritaire compétitif tel que défini par Levitsky et Way. En effet, le régime ne correspond pas à la définition d'un régime entièrement autoritaire fournie à la page 60, mais remplit plusieurs critères le rendant compétitif et autoritaire, comme par exemple l'exclusion de candidat majeur³¹, le harcèlement répété de médias indépendants pour des raisons politiques³² ou la politisation d'institutions étatiques en défaveur de l'opposition³³. Le régime pourrait par ailleurs être considéré

²⁶ Horrocks-Taylor, Joseph, « Dirty Water, Muddied Politics: Hybridisation of Local and National Opposition to Kumtor Mine, Kyrgyzstan », *Land*, vol. 7, no. 42, 2018, 12.

²⁷ Sullivan, « The Crumbling Kyrgyz Republic », 8.

²⁸ Abdurasulov, Abdujalil, « Kyrgyzstan election: A historic vote, but is it fair? », *BBC News*, 14 octobre 2017, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://www.bbc.com/news/world-asia-41594816>

²⁹ Nations in transit, « Kyrgyzstan 2020 », *Freedom House*, 2020, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/nations-transit/2020>

³⁰ Al Jazeera, « Kyrgyzstan strips ex-leader of immunity, paves way for charges », *Al Jazeera*, 27 juin 2019, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://www.aljazeera.com/news/2019/6/27/kyrgyzstan-strips-ex-leader-of-immunity-paves-way-for-charges>

³¹ Abdurasulov, « Kyrgyzstan election: A historic vote, but is it fair? »

³² Nations in transit, « Kyrgyzstan 2020 »

³³ France et Kututschka, « Kyrgyzstan: Overview of corruption and anti-corruption », 7 et Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 366-368.

comme étant autoritaire, compétitif et instable, considérant que des présidents autoritaires ainsi que leurs partis ont été expulsés du pouvoir à trois reprises depuis 2005³⁴. De manière assez intéressante cependant, la période allant de 2011 à 2020 a vu s'installer une stabilité croissante.

La théorie doit alors questionner deux enjeux principaux, soit à savoir si la compétition, à tout le moins lors des élections parlementaires, a accru la légitimité du régime³⁵; et si la compétition politique est un facteur de changement ou de résilience pour le régime. En ce qui a trait à la légitimité fournie par les élections, si elle est bel et bien un gage de stabilité, tel que l'affirme Carr³⁶, il semble qu'elle ait été accrue. En effet, le respect d'un processus électoral est historiquement important dans la stratégie de légitimation de l'État kirghize³⁷. L'impact de la compétition politique sur la stabilité du régime n'est cependant pas évident dans le cadre de la théorie. En effet, l'autoritarisme compétitif n'aborde que très peu la relation entre la compétitivité des élections et la légitimité étatique. En effet, la légitimité de l'État au niveau interne est astreinte à la force et à la cohésion du parti au pouvoir, et le *leverage* semble suffire au modèle de légitimité et de stabilité de l'État³⁸.

L'instabilité dans les régimes autoritaires compétitifs serait donc le fruit ou bien d'une connectivité faible ou moyenne et d'un pouvoir organisationnel fort, ou d'une connectivité faible ou moyenne, d'un pouvoir organisationnel faible ou moyen et d'un *leverage* occidental faible ou moyen. La démocratisation des régimes serait le fruit d'une connectivité forte; tandis qu'un régime stable résulterait d'une connectivité faible ou moyenne et d'un pouvoir organisationnel fort³⁹.

L'autoritarisme compétitif aurait tendance à observer les enjeux de connectivité au Kirghizistan comme une suite de tentatives de l'État central de diminuer la dépendance à l'Occident libéral. On peut nommer, entre autres, la « russification » des orientations politiques nationales, tant à travers

³⁴ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 369.

³⁵ Ibraimov, Tamerlan, « The Jogorku Kenesh of the Kyrgyz Republic: an Analysis of Legislative Initiatives », *Central Asian Bureau for Analytical Reporting*, 30 septembre 2016, consulté le 28 janvier 2021, URL <https://cabar.asia/en/tamerlan-ibraimov-the-jogorku-kenesh-of-the-kyrgyz-republic-an-analysis-of-legislative-initiatives-2>

³⁶ Carr, Craig L., *Stability, Legitimacy, and the Liberal Polity*, Palgrave Macmillan, 2006.

³⁷ Von Soest et Grauvogel, « How do Non-Democratic Regimes Claim Legitimacy? Comparative Insights from Post-Soviet Countries », 18.

³⁸ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 42.

³⁹ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 72.

l'ouverture d'une nouvelle base militaire russe que la fermeture de la base américaine⁴⁰, l'accueil positif de la loi facilitant l'accès à la citoyenneté russe pour les ressortissants kirghizes⁴¹, ou l'imitation de la loi russe limitant la marge de manœuvre des organisations de la société civile⁴².

On peut ainsi considérer que la connectivité kirghize est de plus en plus faible, en raison de l'orientation de plus en plus pro-russe du régime kirghize, et de l'absence virtuelle de liens avec les pays occidentaux⁴³. En vertu du graphique 1 (page 54), la théorie fonctionne donc jusqu'à présent. En effet, le Kirghizistan n'est pas devenu une démocratie. En l'occurrence, Jargalsaikhan mentionne:

L'absence de compétition géopolitique directe favorise la contestation au sein de la politique intérieure, la présence d'un parti politique fort est nécessaire à l'installation d'une démocratie électorale dans les petits États – Particulièrement ceux qui évoluent dans un voisinage autoritaire⁴⁴.

Le pouvoir organisationnel assumé par un parti politique fort (comme par exemple le SDPK jusqu'à la chute d'Atambaev) pourrait, en l'occurrence, favoriser et renforcer la pratique électorale dans le pays. Dans le cas kirghize, la déstabilisation récente du régime pourrait être la suite logique du vacuum de pouvoir laissé suite à la désintégration du SDPK⁴⁵. En ce qui a trait au pouvoir organisationnel, le cas kirghize semble plutôt clair : la faiblesse de l'État⁴⁶ limite sa capacité coercitive à l'encontre de l'opposition, favorisant ainsi l'instabilité du régime⁴⁷. La difficulté pour le régime de projeter son pouvoir sur l'ensemble du territoire devient donc un enjeu majeur du

⁴⁰ Wolkov, Nicole, « Kyrgyzstan amends Agreement on Russian Use of Military Base », *Caspian Policy Center*, 1 juillet 2020, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.caspianpolicy.org/kyrgyzstan-amends-agreement-on-russian-use-of-military-base/>

⁴¹ Kalybekova, Asel, « Kyrgyzstan Ponders the Impact of Russia's Citizenship Law Amendments », *Eurasianet*, 24 avril 2014, consulté le 2 février 2021, URL <https://eurasianet.org/kyrgyzstan-ponders-the-impact-of-russias-citizenship-law-amendments>

⁴² Fédération Internationale pour les Droits Humains, « Kyrgyzstan: Amendments to NGO law would threaten freedom of expression and association », *FIDH*, 24 janvier 2020, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/kyrgyzstan/kyrgyzstan-amendments-to-ngo-law-would-threaten-freedom-of-expression>

⁴³ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 55 et 343.

⁴⁴ Traduction libre de l'auteur. Jargalsaikhan, *Small Islands of Democracy in an Authoritarian Sea: Explaining Mongolian and Kyrgyz Democratic Development*, 243.

⁴⁵ Pannier, Bruce, « The Split Of Kyrgyzstan's Ruling Party And Its Wider Implications », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 mars 2019, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.rferl.org/a/the-split-of-kyrgyzstan-s-ruling-party-and-its-wider-implications/29845525.html>

⁴⁶ Wilkinson, Claire, « International Agency in Kyrgyzstan: Rhetoric, Revolution and Renegociation ».

⁴⁷ Way, Lucan « The Real Causes of The Color Revolutions », *Journal of Democracy*, vol. 19, no. 3, 2008, 64

pouvoir organisationnel du pays. Cependant, l'importance des pactes claniques limite les impacts de cette difficulté à la projection du pouvoir, étant donné le degré de pénétration de légitimité traditionnelle parfois plus fort que celui de la légitimité bureaucratique.

Ces enjeux claniques s'inscrivent toutefois comme un élément déstabilisateur pour le régime kirghize. En effet, l'un des trois concepts du pouvoir organisationnel, soit la force du parti au pouvoir, est limité par l'instabilité inhérente aux pactes claniques. De plus, le troisième concept, soit le contrôle discrétionnaire de l'État sur l'économie, n'est pas une réalité très présente au Kirghizistan; en effet, « les ressources économiques sont contrôlées par plusieurs élites régionales compétitrices qui souhaitent augmenter leurs leviers politiques face aux compétiteurs »⁴⁸. Par conséquent, l'État est incapable de monopoliser les ressources économiques, étant donné la forte présence de clans compétiteurs dans le marché pour ces ressources.

L'analyse du régime kirghize sous la lunette de l'autoritarisme compétitif tendrait donc à démontrer que le pouvoir organisationnel n'a pas été renforcé de manière suffisante, ce qui reviendrait à faire porter le poids de la stabilité ou de l'instabilité du régime sur le concept de *leverage*. Appliqué au cas kirghize, le niveau de *leverage* est ainsi moyen. En effet, la présence militaire de la Russie dans le pays en font un « Chevalier Noir », c'est-à-dire une influence antidémocratique forte⁴⁹. Ces facteurs, en plus de l'appartenance du pays à la Communauté des États Indépendants et de sa dépendance économique sur la Russie, font de Moscou un facteur de résilience anti-démocratique. En ce qui a trait à l'internalisation du *leverage*, le capital symbolique des représentants des valeurs occidentales (principalement, la société civile) est relativement élevé. En effet, en se fiant à la 6^{ème} vague du World Value Survey (2010-2014), le degré de confiance envers les ONG, les mouvements de femmes et les mouvements environnementaux était respectivement 7,4%, 6,4 et 2,1% supérieur au degré de confiance mondial⁵⁰. Cependant, leur capital économique et social est limité, entre autres par l'importance des liens claniques dans l'organisation de la société civile.⁵¹

⁴⁸ Traduction libre de l'auteur. Marat, « Kyrgyzstan: a Parliamentary system Based on inter-elite Consensus », 329.

⁴⁹ Levitsky et Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, 373.

⁵⁰ Inglehart, Ronald, Christian Haerpfer, Alejandro Moreno, Christian Welzel, Kseniya Kizilova, Jaime Diez-Medrano, Marta Lagos, Pippa Norris, Eduard Ponarin, Bi Puranen et al., *World Value Survey: All Rounds – Country-Pooled Datafile Version*, 2014, consulté le 9 novembre 2020, URL <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>

⁵¹ Pétric, *On a mangé nos moutons : Kirghizistan, du berger au businessman*, 46; 133-135.

Le modèle de Levitsky et Way n'explique pas de manière évidente les transitions de régime : les niveaux de connectivité, de capacité organisationnelle et de *leverage* n'ayant manifestement pas changé substantiellement entre 2005 et 2021. Quoique l'objectif de la présente étude ne soit pas de prédire la stabilité de l'État, il faut considérer le poids des institutions informelles dans la constitution d'une telle théorie prédictive, voire même questionner les différentes présentations de régimes autoritaires (en interrogeant, par exemple, la division des pouvoirs). En effet, en adoptant une posture critique, transnationaliste plutôt qu'internationaliste, et moins formaliste, on peut en arriver à un modèle théorique plus englobant. De fait, cette posture peut préciser les variables prédictives de la stabilité et en rendre l'analyse moins arbitraire. Cela est confirmé par la revue de littérature, qui semble confirmer l'importance des enjeux internes dans la déstabilisation du pays, ainsi que l'importance des réseaux informels face aux forces institutionnelles. En l'occurrence, si le régime a bien été, au moins par moments, compétitif et autoritaire, il ne s'inscrit pas dans le courant théorique des pionniers de la théorie en matière de transformation de régime.

Chapitre 5 : Transition démocratique

5.1 Modes de transition démocratique

Les définitions conceptuelles procédurales et prédictives, qui peuvent s'apparenter à l'autoritarisme compétitif, sont aussi souvent le fait de la théorie de la transition démocratique. La tradition optimiste de certains chercheurs américains en matière de démocratisation a mené quelques auteurs à qualifier le régime kirghize en fonction de la transition démocratique¹. Cette théorie a, au moins depuis les années 1950, tenté d'identifier des points de basculement dans la transformation des institutions de l'État. Quoique se voulant être une théorie prédictive, la transition démocratique n'explique pas la stabilité d'un régime, mais plutôt l'adoption et l'intégration de normes procédurales minimales afin de caractériser une démocratie².

Tableau 7 : Modes de transition de régimes selon Gerardo L. Munck.

		Agents de changement		
		Élites	Élites et masses	Masses
Stratégie	Force	Révolution par le haut	Réforme par la rupture	Révolution sociale
	Combinaison de force et de compromis	Réforme par « extrication »		
	Compromis	Réforme conservatrice	Réforme par la transaction	Réforme par le bas

Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 9.

Munck a décrit en 1996 les différentes manières dont un régime peut opérer une transition. Dans le tableau 7, on peut observer cette description³. Il compartimente ainsi les types d'acteurs et de

¹ Entre autres: Wachtel, Andrew Baruch, « Kyrgyzstan between democratization and ethnic intolerance », *Nationalities Papers*, vol. 41, no. 6, 2013, 971-981 et Collins et Gambrel, « Corruption and Popular Support for Democracy and Government in Transitional Contexts: The Case of Kyrgyzstan », 1282-1283.

² O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 7.

³ Munck, Gerardo L., *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, Helen Kellogg Institute for International Studies Working Paper, 1996.

stratégies pouvant être présents lors d'une transition de régime. Dans le cas qui nous intéresse, soit le Kirghizistan depuis 2010, on observe bel et bien l'existence de procédures démocratiques. De plus, il existe un historique de force lors des événements de 2010. On peut donc minimalement considérer que, si transition il y a eu, le Kirghizistan a vécu ou vit encore une réforme par extraction, une réforme conservatrice, une réforme par la transaction ou une réforme par le bas.

Les types de réformes décrites par Munck ne sont toutefois pas pertinents pour notre objectif, qui est de trouver les concepts qualifiants les régimes dans la théorie de la transition démocratique. Ainsi, la description des réformes, quoiqu'ayant une valeur historique et potentiellement prédictive pour la transformation des régimes, ne revêt pas d'intérêt dans notre compréhension des régimes.

Il est toutefois intéressant de noter, dans le tableau de Munck, deux faits pertinents à notre analyse. Premièrement, les révolutions ne sont pas forcément obligatoires pour assister à une transition. On peut ainsi concevoir qu'une transition démocratique n'est pas forcément un événement ponctuel dans le temps, mais peut aussi être, à travers une réforme, une lente intégration de processus démocratiques. La transition peut ainsi s'échelonner sur plusieurs années. Le deuxième fait est que toutes les transitions ne sont pas forcément démocratiques. Sur cette question, Munck mentionne que les différents concepts utilisés pour décrire les transitions et les consolidations démocratiques sont trop souvent axés sur la question procédurale du vote, laissant de côté les concepts qualifiant les régimes. Ainsi, les transitions peuvent mener à une évolution de l'ensemble des concepts qualifiant les démocraties, mettant l'observateur simultanément devant des concepts de démocratisation, de consolidation autoritaire et de changement de régime⁴. Afin de comprendre la logique derrière cette transition démocratique, il faut donc questionner les concepts qualifiant le régime plutôt que la « trajectoire démocratique » associée à certains modèles de transition.

5.2 Courants théoriques

Les courants théoriques de la transition démocratique nous permettant de conceptualiser les régimes sont nombreux. On peut apercevoir, en recensant la littérature sur le sujet, que le courant le plus influent, soit celui de la modernisation, prend ses sources dans l'étude de Martin Seymour

⁴ Munck, « The Regime Question: Theory Building in Democracy Studies », 127-129.

Lipset sur les prérequis de la démocratie. Celui-ci émet que les conditions suivantes sont nécessaires afin d'assister à une transition : mobilité sociale, richesse économique, existence d'un système de valeurs égalitaire, économie capitaliste, forte alphabétisation et forte participation à des organisations bénévoles⁵.

Plusieurs concepts portés par ces variables, dont principalement le niveau de développement économique, le niveau d'éducation et l'égalité économique ont été reprise dans des études cherchant à identifier les variables les plus susceptibles de mener à une démocratisation⁶. Ainsi, un État ayant une forte égalité économique, un PIB par habitant élevé, ainsi qu'un niveau d'éducation moyen élevé aurait plus de chance de se démocratiser. Ces études prédictives ont toutefois un intérêt limité. En effet, en analysant le développement économique et le développement démocratique, Kim et Morrison ont déterminé que l'organisation du pouvoir pouvait évoluer de deux façons probables suite au développement économiques. Le renforcement des infrastructures démocratiques (meilleure éducation, culture démocratique, mobilité sociale, et plus grande connectivité) est la première conséquence probable, menant par ensuite à la démocratisation des institutions politiques⁷. Cependant, la deuxième conséquence probable est la légitimation de l'État sur la base de la performance économique, qui ne mène pas forcément à la même démocratisation des institutions. En effet, l'environnement historique dans lequel évoluent les États vivant un développement économique influence fortement leur trajectoire démocratique subséquente⁸. Ainsi, le développement économique n'est pas forcément le corollaire de la démocratisation.

La question de l'antériorité des variables environnementales économiques décrivant le développement est aussi importante à soulever lorsqu'on aborde la modernisation. Ainsi, certains auteurs ont démontré que les variables environnementales économiques associées au développement, à l'éducation ou à l'égalité économique n'entretiennent pas de relations causales

⁵ Lipset, Seymour Martin, « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy », *The American Political Science Review*, vol. 53, no. 1, 1959, 105.

⁶ Feng, Yi et Paul J. Zak, « The Determinants of Democratic Transitions », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, no. 162, 1999, 173-175; Przeworski, Adam et Fernando Limongi, « Modernization: Theories and Facts », *World Politics*, vol. 49, no. 1, 1997.

⁷ Kim, Hyojoung et Emory Morrison, « Shifting Functional Forms in the Relationship Between Economic Development and Political Democracy », dans Barbara Wejnert (dir.), *Democratic Paths and Trends*, Emerald Books, 2010, 161.

⁸ Kim et Morrison, « Shifting Functional Forms in the Relationship Between Economic Development and Political Democracy », 172.

avec la démocratisation, mais que ce seraient plutôt des conditions historiques et institutionnelles qui permettraient une transformation démocratique des régimes politiques⁹.

Ainsi, il apparaît évident que ce n'est pas immédiatement du développement économique qu'émerge la démocratie. Certains argumentent que la démocratisation et le développement économique seraient endogènes et que la condition préalable de ces deux processus serait la liberté économique, corollaire de la liberté politique¹⁰. Plusieurs auteurs de la pensée économique moderne corroborent cette hypothèse, avancée par Friedrich Hayek dès 1944¹¹. Quoique peu de cas historiques aient combinés le fait d'être économiquement non-libres et politiquement libres, plusieurs cas (dont Singapour, par exemple) témoignent qu'il est possible qu'un État soit économiquement libre et politiquement non-libre¹². Les libertés économiques qui peuvent être utiles à la transition démocratique ne connaissent donc pas de génération spontanée, et sont généralement associées à des institutions politiques qui permettent de les soutenir et d'en garantir l'application.

L'aspect de la théorie de la transition démocratique qui nous intéresse prend forme dans les concepts qui décrivent les institutions politiques, c'est-à-dire au-delà des thèses de la modernisation. Plus encore que la valeur prédictive de la transformation des régimes que l'on peut attribuer à certaines caractéristiques institutionnelles, l'intérêt est conceptuel. Afin de comprendre sous quelles formes la théorie de la transition démocratique peut qualifier les régimes politiques, il est nécessaire d'en comprendre les représentations des différentes facettes de l'État.

5.3 Structuralisme et approche basée sur les acteurs

Deux groupes d'auteurs principaux ont abordé la question des institutions politiques dans la transition démocratique. Les auteurs emblématiques sont, dans le premier groupe, Schmitter et

⁹ Acemoglu, Daron, Simon Johnson, James A. Robinson et Pierre Yared, « Reevaluating the modernization hypothesis », *Journal of Monetary Economics*, vol. 56, no. 1, 2009, 1057.

¹⁰ Faria, Hugo J., Hugo M. Montesinos-Yufa et Daniel R. Morales, « Should the Modernization Hypothesis Survive Acemoglu, Johnson, Robinson, and Yared? Some More Evidence », *Econ Journal Watch*, vol. 11, no. 1, 2014, 28.

¹¹ Hayek, Friedrich, *The Road to Serfdom*, Routledge, 1944, 69-70.

¹² Lawson, Robert A. et J. R. Clark, « Examining the Hayek-Friedman hypothesis on economic and political freedom », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 74, 2010, 237-238.

O'Donnell. Le second groupe est principalement composé d'Acemoglu et Robinson. Chacun de ces groupes d'auteurs met en valeur le fonctionnement des institutions et l'organisation du pouvoir politique dans la théorisation de la transition démocratique. Le choix de ces auteurs ne s'est pas fait au hasard. Les courants qu'ils représentent dans la théorie de la transition démocratique sont tous deux reliés aux enjeux soulevés par la littérature sur la transition au Kirghizistan. En effet, des théories abordant la structure du régime et la transition démocratique, il est généralement reconnu que les deux courants les plus représentatifs sont le structuralisme et l'approche basée sur les acteurs. Le premier est issu du cadre analytique de la modernisation, dans lequel les facteurs précurseurs de la démocratie restent basés sur la notion de ressources. Le principe de linéarité et de développement démocratique sont toutefois exclus. C'est ce courant qu'Acemoglu et Robinson représentent. L'approche basée sur les acteurs est celle que Schmitter et O'Donnell ont élaboré. Dans ce cadre théorique, « (...) les interactions stratégiques d'un ensemble limité d'élites déterminent le sort de la démocratisation pendant que la contestation des masses joue un rôle éphémère »¹³.

L'utilisation des deux groupes de théoriciens est d'ailleurs utilitaire à l'approfondissement théorique. En effet, tandis que Schmitter et O'Donnell se penchent principalement sur la chute d'un régime autoritaire, Acemoglu et Robinson abordent principalement la démocratisation dudit régime. La transition démocratique est ainsi plus complète si l'on prend les apports de ces deux groupes d'auteurs, permettant d'observer l'origine et la direction des transitions comme étant multifactorielles.

Ces deux courants sont représentatifs de la littérature sur le régime kirghize. En effet, les questions économiques ont été évacuées par la plupart des auteurs, qui se sont principalement penchés sur le rôle de l'État, les raisons de la mobilisation des révolutionnaires kirghizes, la fragilité des détenteurs de pouvoir, etc. Si un troisième courant a été utilisé, soit celui des dimensions externes, nous ne l'aborderons pas dans l'examen ce cadre théorique. En effet, le corpus de littérature examiné, lorsqu'il était axé sur les facteurs externes, ne parlait que de stabilité, et mettait les transformations de régime de côté.

¹³ Jargalsaikhan, *Small Islands of Democracy in an Authoritarian Sea: Explaining Mongolian and Kyrgyz Democratic Development*, 23.

De plus, le regard porté sur les enjeux externes se déclinait, dans cette littérature, d'une manière similaire à ce que Levitsky et Way avancent dans leur livre sur l'autoritarisme compétitif. La cassure avec ladite théorie n'est donc pas nette, et la répétition de l'enjeu de la connectivité et du *leverage* semblait redondant.

Schmitter et O'Donnell font d'ailleurs un pas de plus, en admettant la nature contingente des changements observés, et en évitant ainsi d'émettre une théorie prédictive. Ils limitent en effet l'interprétation de leurs résultats aux cas qu'ils étudient dans la série d'œuvres emblématiques de leur théorie, *Transitions from Authoritarian Rule*. Ils arrivent toutefois à identifier quatre éléments récurrents qui semblent représenter les transitions démocratiques stables dans chacun de ces cas, soit la force relative d'une opposition libérale, la confiance du régime en lui-même, le changement incrémental et la présence de pactes politiques.

5.4 Concepts de Schmitter et O'Donnell

La prépondérance d'une opposition libérale se traduit par la présence, la capacité de mobilisation et l'étendue d'une opposition libérale aux revendications démocratiques, particulièrement au sein des élites. On peut ainsi examiner ce concept comme la force relative de l'opposition libérale face au régime. Si, dans un contexte où il est relativement autoritaire (comme on peut le présumer du Kirghizistan pré-2010)¹⁴, l'État possède le monopole de la violence, la légitimité de cette violence peut être contestée par une opposition détenant un plus grand capital symbolique¹⁵. Ainsi, la force relative de l'opposition libérale se caractérise par l'ensemble politique (opposition ou État) qui possède le plus de capital symbolique. Dans un contexte où le moment décisif de la transition a eu lieu (comme par exemple, lors de la révolution de 2010), la transformation du capital symbolique des acteurs de l'opposition devenus détenteurs de pouvoir est importante à observer. En effet, si leurs mandants leur accordent encore un capital symbolique après la transition, on peut considérer que le régime a subi une réelle transformation, à tout le moins en ce qui a trait à l'avancement des

¹⁴ Radnitz, Scott, « A Horse of a Different Color », dans Valerie Bunce, Michael McFaul et Kathryn Stoner-Weiss (dir.), *Democracy and Authoritarianism in the Postcommunist World*, Cambridge University Press, 2012, 323.

¹⁵ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 36.

intérêts de l'opposition libérale¹⁶. On peut donc considérer que, dans une analyse *a posteriori* d'un événement de transition politique, et dans un contexte de possible échelonnement de la transition sur une période de temps encore en vigueur, que la transition démocratique s'effectue lorsque le capital symbolique de l'opposition entrée au pouvoir reste marginalement plus grand que celui des anciens détenteurs de pouvoir. Autrement, on assiste certes à une transition de détenteurs de pouvoir, mais pas à un changement dans la perception de l'organisation politique par la population.

Le deuxième élément abordé par O'Donnell et Schmitter est la confiance du régime en lui-même. Plus les acteurs du régime ont confiance en la stabilité de celui-ci, et plus ces acteurs ont intérêt à conserver le régime intact, plus l'existence du régime en place sera garantie. Le manque de confiance des acteurs des institutions politiques envers lesdites institutions mène à une crise qui met en péril le fonctionnement du régime, et qui favorise le retrait des acteurs de la coalition au pouvoir¹⁷. Le concept qui émerge de cet élément est donc soulevé par l'objet qu'est la légitimité. Alors qu'on aborde souvent la légitimité populaire des États, il est question ici de légitimité interne, soit de la légitimité des institutions face à ses propres acteurs. Ainsi, quand les participants au régime le désertent, le monopole du pouvoir devient de plus en plus fragile et sujet à être renversé par une coalition, voir à imploser de lui-même.

Le troisième élément abordé par les auteurs est le changement incrémental. Schmitter l'oppose au changement radical, qu'il estime être inefficace dans le cadre d'une transition démocratique¹⁸. Toutefois, la vitesse et la radicalité du changement prennent forme dans un concept qui est moins relié à la temporalité qu'à l'organisation des contre-pouvoirs. En effet, le moteur politique de la transition semble déterminer la manière dont le changement s'opère. Contrairement au tableau 7 tel que proposé par Munck, le choix entre la force et le compromis dans le processus de transition politique ne serait pas déterminé par la prise de décision des acteurs ou par des conditions de l'environnement politique, mais serait plutôt le fruit de la participation des élites libérales du

¹⁶ Bourdieu, Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, février/mars, 1981, 9.

¹⁷ Diamandouros, Nikiforos, « Prospects for Democracy in Greece: 1974-1983 » dans Guillermo O'Donnell, Phillippe Schmitter et Laurence Whitehead (dir.), *Transitions from Authoritarian Rule in Southern Europe*, Johns Hopkins University Press, 1986, 149.

¹⁸ Schmitter, Phillippe, « Speculations about the Prospective Demise of Authoritarian Regimes and Its Possible Consequences », *The Wilson Center*, Working Paper no. 60, 1980.

régime dans la transition¹⁹. Ainsi, si les élites libérales participent au processus de libéralisation entamé par le régime, il est plus probable qu'une transition démocratique s'opère. Si la mobilisation pour le changement démocratique s'opère seulement au sein des masses populaires, l'instauration d'un régime démocratique est moins probable, étant donné que le pouvoir relatif des masses se retrouve dans l'usage de la force. De la même manière, si l'opposition refuse de jouer le jeu de la libéralisation progressive entamée par les pouvoirs autoritaires, les réformes ont tendance à être freinées²⁰. Ainsi, si le moteur politique à l'origine de la transformation est l'opposition libérale, la transformation sera plus lente. Toutefois, si l'origine de la transformation se retrouve chez les élites libérales participant au régime, la transition sera plus rapide, et les résultats électoraux subséquents auront tendance à favoriser les anciens alliés du régime²¹.

Le dernier élément que nous traiterons est la notion de pactes politiques. La transition de régime est en effet souvent marquée par le partage de pouvoirs entre de nouveaux acteurs. Plus le pouvoir est partagé entre divers acteurs d'une manière équilibrée, plus la possibilité d'une réelle transition démocratique se matérialise. L'existence de pactes politiques, arrangements informels pouvant être formalisés à travers des normes constitutionnelles, légales, ou intérieures aux institutions étatiques, est donc une condition favorable à la démocratisation. À l'inverse, la forte concentration de pouvoir entre les mains d'un individu ou d'une seule institution étatique (comme l'armée ou le pouvoir présidentiel, etc.) ou d'un parti politique met en péril la transition démocratique.

Les concepts avancés par la théorie de la transition démocratique telle qu'articulée par O'Donnell et Schmitter sont donc la distribution relative du capital symbolique entre l'opposition et le pouvoir, la légitimité interne du régime, le moteur politique de la transition et la répartition du pouvoir politique au sein de l'État. Alors que les deux premiers concepts se rapportent à la question de légitimité (dans l'ordre, celle des élites et celle des institutions), les deux suivants se rapportent au monopole de la violence. En effet, l'organisation du pouvoir est premièrement définie entre autres par les agents « primaires » de la transformation étatique, qui prennent à l'habitude la place des

¹⁹ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 47-49.

²⁰ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 26.

²¹ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 47-49.

anciens détenteurs de pouvoir. Le dernier concept, soit la répartition du pouvoir politique au sein de l'État, aborde l'équilibre du monopole de la violence, soit la nécessité de négocier l'utilisation du pouvoir au sein de l'appareil étatique.

Une question n'a cependant pas été réglée par l'étude de cette version de la théorie de la transition. En effet, nous ne savons pas ce que représente exactement et conceptuellement la démocratie pour les transitologistes. On aborde en effet la définition procédurale minimale, associée au concept de la citoyenneté, ainsi que les droits et les obligations qui s'y rattachent. On ne qualifie cependant pas les principes démocratiques orientant les décisions et l'organisation de l'État.

O'Donnell et Schmitter ne donnent jamais de définition exacte de la démocratie. Cette question étant laissée en plan, on assiste donc à une simple description des transitions politiques. C'est ici que nous aborderons le second groupe d'auteurs influents dans le traitement institutionnel de la théorie de la transition. Acemoglu et Robinson traitent de trois concepts principaux qui représentent le « succès » d'une nation, et qui abordent les transformations institutionnelles qui y sont associées.

5.5 Concepts d'Acemoglu et Robinson

Trois concepts principaux touchant le régime sont abordés dans la théorie avancée par Acemoglu et Robinson dans *Why Nations Fail*, soit la contingence historique, le niveau d'inclusivité des institutions ainsi que le niveau d'extractivité des institutions. Le concept de contingence historique est probablement le plus complexe à aborder dans le cadre de ce mémoire. Les trois sous-concepts abordés par les auteurs, soit l'impact du moment critique, le pouvoir relatif des différentes classes sociales et les conditions de l'environnement socio-économique, sont en effet difficiles à circonscrire. L'utilisation de ces concepts est par ailleurs limitée dans sa pertinence, étant donné le long développement historique nécessaire à l'observation des conséquences institutionnelles de certains événements, ainsi qu'à cause des traits uniques caractérisant certains environnements socio-politiques. Ainsi, l'historien Karl de Schweinitz décrit la démocratie comme étant difficile à atteindre pour les nations se développant plus tardivement, puisque le développement de la démocratie au XIX^e siècle fut la fonction d'une configuration insolite de circonstances historiques

ne pouvant être répétées²². Ainsi, si ce concept est difficilement utilisable, particulièrement dans un cadre où nous chercherons à comprendre les perceptions actuelles du régime, il est néanmoins pertinent de le décliner afin de mieux comprendre l'utilité de la théorie de la transition démocratique telle qu'articulée par Acemoglu et Robinson.

Le premier sous-concept, soit celui de l'impact du moment critique, est souvent associé aux périodes de crise. En effet, plusieurs auteurs considèrent que les crises économiques représentent des moments critiques pour la transition démocratique²³. Celles-ci enclenchent régulièrement des crises politiques, particulièrement dans des contextes autoritaires où la légitimité de l'État provient de sa performance. Ainsi délégitimé, le régime devient plus fragile face au coût relatif de mobilisation des masses qui diminue²⁴. Les moments critiques sont ainsi des événements majeurs qui transforment la balance économique et politique des sociétés²⁵, favorisant une transformation de celles-ci à l'avantage des nouveaux détenteurs de pouvoir. Le moment critique est donc associé à la contingence historique, mais ne permet pas particulièrement de décrire un régime.

Le second-sous concept, soit le pouvoir relatif des groupes sociaux, émerge aussi de la contingence historique telle que décrite par Acemoglu et Robinson. Ce pouvoir relatif, dont la balance est transformée par les moments critiques, est à la base de la transition des institutions. Lorsque des groupes sociaux étant exclus de l'organisation du pouvoir obtiennent une force relative plus grande, il est en effet attendu que ceux-ci obtiennent le contrôle sur les institutions et les modifient à leur avantage. Ainsi, sans toutefois adhérer à une vision marxisante des classes sociales, ce modèle théorique admet que l'opposition de groupes sociaux divisés résulte en une lutte pour le pouvoir, qui fait par la suite l'objet du monopole des détenteurs. Malgré leur définition du Kirghizistan comme d'un régime néopatrimonial, Moldaliev et Heatherstraw ont appliqué ce concept ainsi que le suivant au cas kirghize en reprenant la théorie du clientélisme subversif de Radnitz et en

²² De Schweinitz, Karl, *Industrialization and democracy: Economic necessities and political possibilities*, The Free Press, 1964.

²³ Acemoglu, Daron, et James A. Robinson, « A Theory of Political Transitions », *American Economic Review*, vol. 91, no. 4, 2001, 940; Tang, Min, Narisong Huhe et Qiang Zhou, « Contingent Democratization: When Do Economic Crises Matter? », *British Journal of Political Science*, vol. 47, no. 1, 2017, 71; et Przeworski et Limongi, « Modernization: Theories and Facts », 169.

²⁴ Acemoglu et Robinson, « A Theory of Political Transitions », 942.

²⁵ Acemoglu et Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, 431.

l'appliquant aux non-élites²⁶. L'application du pouvoir, toutefois, peut être inclusive ou exclusive. C'est cette idée d'inclusivité des institutions qui est abordé comme deuxième concept.

L'inclusivité des institutions ne se matérialise pas seulement par la question des droits politiques démocratiques tels que le suffrage universel. En effet, alors que la théorie de la modernisation avance que le développement économique permet aux procédures démocratiques de s'ancrer dans les institutions politiques, cette version de la théorie de la transition pose que les institutions économiques et politiques doivent être inclusives afin de voir se développer une pratique démocratique. Cette réflexion, qui peut sembler tautologique, révèle la subtilité qui existe entre l'inclusivité des institutions et la pratique démocratique au sein de ces mêmes institutions.

L'inclusivité peut en effet se pratiquer dans une société non-démocratique. En effet, l'inclusivité peut être économique (à travers l'accès universel à un marché, à la propriété intellectuelle, à l'emprunt, etc.) ou politique (accès au vote, application équitable de la règle de droit, etc.). Ainsi, les sociétés étant politiquement inclusives ont presque exclusivement des institutions économiques inclusives, alors que l'inclusivité économique n'est pas une condition *sine qua non* de la démocratie²⁷. L'inclusivité relève donc de la possibilité pour chaque sujet de tenir un rôle actif dans une l'ensemble politico-économique d'un régime²⁸. Cependant, plus les institutions sont inclusives, qu'elles soient économiques ou politiques, elles participent à un « cercle vertueux » qui rend les autres institutions encore plus inclusives²⁹.

Ainsi, les institutions peuvent être économiques et politiques, et leur niveau d'inclusivité se rapporte à la capacité qu'ont les sujets de l'État d'évoluer à travers le monopole étatique. N'étant pas le corollaire de l'institutionnalisme libéral, l'inclusivité des institutions se traduit toutefois aussi par l'absence de barrières d'entrée dans les sphères économiques et politiques. Nous pensons

²⁶ Moldaliev et Heatherstraw, « Playing the “Game” of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan's Natural Resource Governance », 173.

²⁷ Lawson, Robert A. et J. R. Clark, « Examining the Hayek-Friedman hypothesis on economic and political freedom », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 74, 2010, 237-238.

²⁸ Acemoglu, Daron et James A. Robinson, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge University Press, 2005, 32-36.

²⁹ Acemoglu et Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, 309.

cependant qu'il est nécessaire d'ajouter un troisième type d'institution qui puisse compléter ce modèle, soit les institutions productrices de capital symbolique.

En effet, dans leur théorie, Acemoglu et Robinson avancent que les institutions économiques et politiques et leur niveau d'inclusivité est déterminant dans la transformation et la démocratisation d'un régime. Ils suggèrent ainsi que la distribution du capital politique et du capital économique doit être égalitaire dans ses modalités d'accès. Cependant, certaines institutions plus formelles (politiques, syndicales, sportives) ou plus informelles (culturelles, traditionnelles) peuvent être traitées comme des lieux de production de capital symbolique. Ce même capital permet aux élites de se former, et d'acquérir une place de choix dans l'exploitation des autres types de capitaux. Ainsi, si toutes les institutions sont inclusives à l'exception de celles où le capital symbolique est produit, il est probable que la transition permette simplement une rotation d'élites au pouvoir avec des procédures démocratiques, sans toutefois favoriser le développement de normes démocratiques occidentales (État de droit, économie plus égalitaire, filet social, etc.). Le risque ici serait donc que les détenteurs de capital symbolique transforment des institutions inclusives en institutions extractives afin de se consolider au pouvoir. Le troisième concept traite de cet enjeu.

L'extractivité des institutions est le dernier déterminant des régimes. Tout comme le concept d'inclusivité, on peut observer dans les institutions économiques ainsi que politiques. Un peu à l'inverse de l'inclusivité, l'extractivité représente l'utilisation du capital que représentent les masses par les élites³⁰. On pourrait associer ce concept au clientélisme. Au niveau économique, l'extractivité est déterminée par l'incapacité des travailleurs pauvres à accéder au capital. Ce concept est observable à travers les inégalités de richesse qui se creusent, l'absence de mobilité sociale et l'accumulation de capital par les élites. Au niveau des institutions, il faut rappeler que l'extractivisme politique n'est pas forcément opposé à la définition procédurale minimale de la démocratie. En effet, le vote peut représenter une ressource à extraire dans un contexte de clientélisme électoral. La procédure démocratique peut donc être un moyen facilitateur pour les élites afin d'obtenir du capital politique.

³⁰ Acemoglu et Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, 430.

Nous n'avons pas retenu la théorie de la modernisation dans l'outillage théorique de la transition démocratique, puisque celle-ci est trop souvent critiquée, et que la question des institutions du régime n'y est pas vraiment abordée. Les concepts que nous avons gardés n'ont toutefois pas été choisis arbitrairement. Nous avons choisi les deux groupes d'auteurs principaux représentant le tournant institutionnaliste de la théorie de la transition démocratique, et avons fait une revue de littérature de tous leurs ouvrages et articles concernant les régimes politiques. Nous avons ainsi pu nous arrêter sur les concepts de O'Donnell et Schmitter, soit la distribution relative du capital symbolique entre l'opposition et le pouvoir, la confiance du régime en lui-même, le moteur politique des revendications de transition de régime et l'existence de pacte politique. Chez Acemoglu et Robinson, nous avons retenu l'extractivité des institutions économiques et politiques, l'inclusivité de ces mêmes institutions ainsi que des institutions productrices de capital symbolique, et la contingence historique, caractérisée par le moment critique et le pouvoir relatif des groupes sociaux. À l'exception du sous-concept du moment critique, qui ne fait pas foi de l'organisation de l'État tel qu'on peut l'observer, tous ces concepts sont décrits dans le tableau 8. Le moment critique vient toutefois compléter le cadre théorique de l'autoritarisme compétitif. En effet, celui-ci s'ajoute dans l'éventail des concepts développés pour étudier les transformations du régime kirghize, précisant l'intérêt de l'étude des phénomènes prérévolutionnaires afin de comprendre leurs implications sur les forces anti-régimes.

Tableau 8 : Concepts retenus de la transition démocratique

<i>Concepts principaux chez Schmitter et O'Donnell</i>	<i>Concepts principaux chez Acemoglu et Robinson</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Moteur politique • Pacte politique • Distribution relative du capital symbolique entre l'opposition et le pouvoir • Confiance du régime en lui-même 	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions politiques inclusives • Institutions économiques inclusives • Institutions de capital symbolique inclusives • Institutions politiques extractives • Institutions économiques extractives • Pouvoir relatif des groupes sociaux

La théorie de la transition démocratique, telle que présentée, met surtout l'accent sur le monopole et sur la légitimité du régime. Plus encore, elle invite à une compréhension du régime sur l'axe démocratie-autoritarisme sans avoir recours à des arguments procéduraux. Ainsi, peu importe la forme du régime, en autant qu'il soit non-démocratique, le pouvoir relatif (incarné au niveau symbolique, mais aussi au niveau de la cohésion des détenteurs de capital politique) est au cœur des préoccupations quant aux trajectoires politiques possibles.

Les relations de pouvoir jouent pour beaucoup dans notre compréhension de l'orientation démocratique ou non du régime. Se greffant au courant de la théorie du conflit social, Acemoglu et Robinson apportent une vision conflictuelle de la société, où, contrairement au néopatrimonialisme et à l'autoritarisme compétitif, la population vit son contrat social avec les élites de manière plus ou moins paisible. Ici, on n'admet pas systématiquement la légitimité des institutions sociales ou étatiques, qu'elles soient formelles ou informelles. La mobilisation populaire peut ainsi être causée par une crise de légitimité de la structure de pouvoir, peu importe sa manifestation symbolique.

5.6 Application au cas kirghize

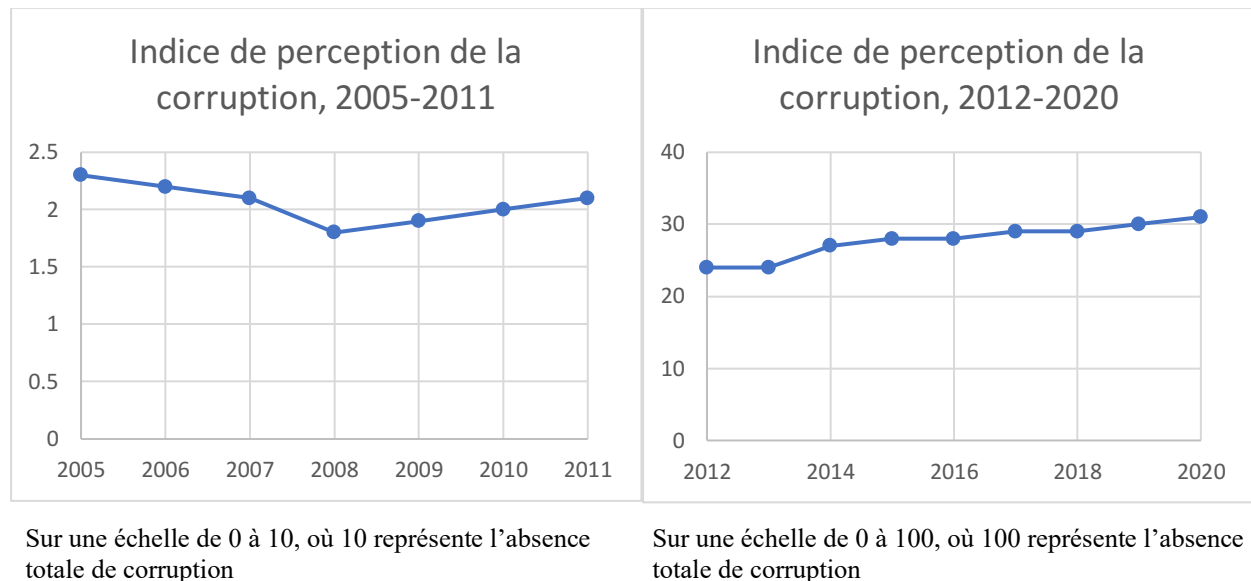
C'est donc précisément sans nommer le fonctionnement interne aux réseaux constituant le pouvoir, et en attribuant aux citoyens un rôle majeur dans la contestation, que les transitologues élargissent le spectre de notre compréhension du régime. Cette théorie accorde une agentivité politique conséquente aux simples citoyens, sans toutefois nier l'importance et l'existence des réseaux d'opposition et de la lutte entre élites. Ici, les populations sont un outil de violence contre le régime plutôt que des sujets obéissant aux conditionnements structurels.

La transition démocratique conjugue ainsi deux aspects majeurs du régime, soit les différents types de capitaux, associé à la légitimité des structures de domination, et le déséquilibre des forces politiques; l'un alimentant l'autre. Cette théorie, sans nier que le pouvoir se manifeste ailleurs que dans le giron de l'État (en admettant entre autres l'utilisation du capital symbolique par plusieurs acteurs sociaux), concède toutefois à celui-ci le rôle d'arène principale du jeu politique.

Les institutions productrices de capital économique ou politique décrites par Acemoglu et Robinson semblent, depuis l'indépendance du Kirghizistan, être extractives. En effet, les institutions économiques n'étant plus dominées par l'État, l'émergence d'une nouvelle classe capitaliste qui lui est parfois antagoniste a favorisé la création d'oligarchies sectorielles, où le marché est désormais fermé aux citoyens³¹. L'utilisation de l'État en tant que marché d'investissement, tel que décrit par Engvall³², est aussi une démonstration de la nature extractive des institutions politiques et économiques, jusque dans la fonction publique. La corruption persistante depuis la collecte de données annuelle sur le pays ne semble pas avoir substantiellement été endiguée (voir graphique 2). Enfin, l'importance des réseaux clientélistes dans l'organisation sociale du pays³³ démontre la nature extractive des institutions politiques kirghizes.

Graphique 2 : Indice de perception de la corruption selon *Transparency International*, 2005-2020

Le changement méthodologique opéré dès l'année 2012 demande la création de deux graphiques.



France, Guilherme et Roberto Martinez B. Kutuschka, « Kyrgyzstan: Overview of corruption and anti-corruption », Transparency International, 2019, 1-15.

³¹ Radnitz, Scott, « The Color of Money: Privatization, Economic Dispersion, and the Post-Soviet “Revolutions” », *Comparative Politics*, vol. 42, no. 2, 2010, 131.

³² Engvall, Johan, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan ».

³³ Hierman, Brent, « What use was the election to us? Clientelism and political trust amongst ethnic Uzbeks in Kyrgyzstan and Tajikistan », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 38, no. 2, 2010.

Le concept de clientélisme subversif développé par Radnitz est par ailleurs un exemple très clair de l'extractivisme symbolique développé par ces élites. Les prérequis à la démocratisation dans le cas du Kirghizistan sont donc loin d'être atteints. En ce qui a trait au concept de moment critique, il semble que les révolutions qu'a connues le pays n'ont pas réussi à transformer les institutions de manière à ce qu'elles soient plus inclusives.

Les concepts avancés par les structuralistes de la transition démocratique auraient donc tendance à soutenir que l'organisation du pouvoir est restée la même suite aux révolutions kirghizes. En ce qui a trait aux concepts de la transition démocratique développés par l'approche axée sur les acteurs, les différences sont plus marquantes, et peuvent nous aider à identifier les points de bascule qui ont déstabilisé le régime en 2005, 2010 et 2020.

Le pacte politique kirghize, à travers sa relative décentralisation et la balance des pouvoirs qui y tient lieu de garantie de stabilité³⁴, devrait théoriquement faciliter l'accès à la démocratisation. En effet, l'ampleur des pactes, et le potentiel déstabilisateur associé à leur dissolution, devrait favoriser le contentement politique à travers la dispersion du pouvoir, et donc effacer les tendances autoritaires des détenteurs de pouvoir officiels.

Cependant, à l'instar de l'autoritarisme compétitif, l'approche statocentrée de Schmitter et O'Donnell limite les perspectives quant à la déstabilisation du régime kirghize. En effet, l'importance des réseaux claniques dans le développement d'une politique plus démocratique a ses limites. Il est ici important de se référer au concept d'institutions économiques extractives d'Acemoglu et Robinson. Alors que les élites ont des intérêts clientélistes qui transforment l'État en marché d'investissement, elles se retrouvent aussi dans un système économique où la richesse est concentrée dans les mains d'oligarques évoluant dans un environnement peu réglementé³⁵. L'autonomie des réseaux évoluant dans des secteurs économiques où l'État n'est pas très présent leur donne l'opportunité de dissoudre le pacte politique en devenant des moteurs politiques et économiques indépendants de la structure étatique. La mobilité de ces élites, qui peuvent évoluer

³⁴ Collins, Kathleen, « The Political Role of Clans in Central Asia », *Comparative Politics*, vol. 35, no. 2, 2003, 187.

³⁵ Mikhalev, Vladimir et Georges Heinrich, « Kyrgyzstan: A Case Study of Social Stratification », *United Nations University Working Papers*, vol. 164, Septembre, 1999, 8-9.

tantôt dans l'opposition et tantôt dans les hautes sphères de l'État, limite l'impact des contestations inter-élites sur la démocratisation.

La distribution relative du capital symbolique entre opposition et gouvernants est, elle aussi, fortement influencée par la réalité clanique. Puisque le référent de pouvoir principal de la population est le clan³⁶, le capital symbolique est tout aussi mobile que les réseaux d'élites qui constituent le pacte politique. Par conséquent, cette mobilité des élites dans l'organisation du pouvoir ne permet pas la transition démocratique, mais favorise la déstabilisation du régime.

On voit donc plusieurs facteurs qui poussent à l'instabilité du Kirghizistan, sans pour autant favoriser la transition démocratique. L'approche basée sur les acteurs a ainsi quelques points d'achoppement. Tout d'abord, la théorie aborde les groupes sociaux (opposition libérale, société civile, élites conservatrices) comme des groupes monolithiques. La complexité des relations de pouvoir entre les individus composant ces groupes est renforcée par les réseaux claniques qui les segmentent. Il faut se rappeler que, dans un contexte de pactes instables et d'appropriation des ressources, les groupes sociaux peuvent eux-aussi faire de la *realpolitik* entre eux.

De plus, l'attention accordée aux institutions formelles dans la transition démocratique a pour effet de limiter notre attention à l'État dans l'analyse des objets politiques. L'ajout des composantes de capital symbolique a beau colmater cette brèche théorique, le « terrain de jeu » politique n'étant pas toujours celui des institutions formelles, il est difficile d'identifier les groupes et les structures sociales pertinentes. L'omission par cette théorie des réalités informelles limite son application au contexte kirghize. Enfin, l'enjeu économique semble être une avenue pertinente pour comprendre le comportement des groupes pouvant mener à une transition démocratique. Alors qu'Acemoglu et Robinson abordent la structure économique sans parler du comportement des acteurs, O'Donnell et Schmitter parlent presque uniquement des acteurs du champ politique. L'absence de synthèse théorique quant à cet aspect du régime politique est marquée, surtout dans un cas où les réseaux clientélistes, l'État en tant que marché d'investissement et la faiblesse des structures économiques kirghizes ont été abordés à maintes reprises par les chercheurs.

³⁶ Collins, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories ».

Chapitre 6 : Consolidation démocratique

6.1 Le courant des ancrages démocratiques

La théorie de la consolidation démocratique, utilisée par plusieurs auteurs pour étudier le Kirghizistan¹, aborde la question de la consolidation des régimes qui semblent emprunter une voie démocratique. La consolidation des régimes passe, selon les théoriciens, par le renforcement des institutions et de l'application des normes qui en émanent. Alors que la théorie de la transition démocratique aborde parfois aussi les notions associées à la consolidation des régimes, la consolidologie se pose la question plus clairement de savoir ce qui qualifie et renforce la démocratie, ou à l'inverse, ce qui limite ce renforcement.

La consolidation démocratique, à l'instar de la transition démocratique, connaît toutefois plusieurs courants. De ceux-ci, le courant que nous aborderons est celui de l'ancrage. En effet, les arguments principaux avancés par les consolidologistes dans le cas du Kirghizistan sont le poids relatif de la société civile dans la constitution du pouvoir ainsi que l'intégration de normes par l'ensemble des acteurs politiques². Celui-ci s'inscrit dans la tentative de comprendre les régimes politiques étant passés par une transition qui ne mène pas à un État typiquement libéral. Dans la théorie de l'ancrage démocratique, les questions de l'ancrage institutionnel et de la légitimité démocratique coexistent. En effet, cette théorie pose que la condition démocratique émerge d'une dialectique entre les institutions et les citoyens, faisant émerger les concepts de responsabilité de l'État, de droits et devoirs citoyens ainsi que de l'interdépendance de la légitimité institutionnelle et citoyenne.

Cette approche contient ainsi deux axes principaux, soit les conditions démocratiques institutionnelles (les ancrages) et la formation d'une légitimité démocratique. De ces deux axes émerge un troisième ensemble conceptuel, soit la formation d'une société civile forte consolidant les acquis démocratiques.

¹ Par exemple, Kuchukeeva et O'Loughlin, « Civic Engagement and Democratic Consolidation in Kyrgyzstan », 557-587. Plusieurs autres auteurs utilisant le cadre de la consolidation démocratique considèrent cependant que le Kirghizistan n'est pas un bon candidat pour ladite consolidation. Voir par exemple: Bleck, Jaimie et Igor Logvinenko, « Weak States and uneven pluralism: Lessons from Mali and Kyrgyzstan », *Democratization*, 2018.

² Bleck, et Logvinenko, « Weak States and uneven pluralism: Lessons from Mali and Kyrgyzstan », 2

6.2 Conditions démocratiques institutionnelles

Les conditions démocratiques institutionnelles, soit les ancrages, sont des institutions qui permettent de lier les individus d'une société et de les rattacher aux institutions gouvernementales³. Les ancrages posent ainsi des limites à l'action de la société civile, tout en faisant le lien entre celle-ci et l'État. Le rôle des ancrages dans la théorie de la consolidation démocratique est de favoriser l'institutionnalisation des revendications de la société civile et de stabiliser les revendications au pouvoir de certaines élites.

Ces ancrages peuvent ainsi être des partis politiques, des réseaux clientélistes, etc.⁴ En se faisant concurrence à travers les mandats de représentation, les entités (représentants individuels, partis, coalitions, etc.) institutionnalisent la compétition. C'est donc dès lors que ces entités acceptent la procédure démocratique que l'on observe une consolidation des normes démocratiques d'accès au pouvoir et de négociation politique. Ainsi, l'organisation des partis les force à définir des barèmes permettant d'identifier leur mandat (programme politique, idéologie, etc.). Cette cristallisation des ancrages favorise la « stabilisation de leurs appuis et de leur leadership »⁵.

Le premier aspect du concept d'ancrage, soit l'organisation et l'institutionnalisation des partis (ou, plus largement, des aspirants au pouvoir), mène donc à la stabilisation des formes de négociation. Les limites institutionnelles et les normes démocratiques formées par la compétition entre ces partis se rapporte ainsi à l'aspect monopolistique de la définition wébérienne de l'État. En effet, les aspirants deviennent restreints dans les outils d'accession au pouvoir par des limites procédurales, ainsi que par l'objectivation qu'ils subissent dans le processus de cristallisation décrit plus haut.

Le second aspect du concept d'ancrage se rapporte à la relation entretenue entre les ancrages et la société civile. L'institutionnalisation des partis, ainsi que la formation d'une « clientèle » politique stable, peut en effet influencer le type de rapport que ceux-ci ont avec la société civile. Ces rapports peuvent être ceux de la neutralité, que l'on observe lorsque les ancrages sont faibles et que la société

³ Morlino, Leonardo, « Anchors and Democratic Change », *Comparative Political Studies*, vol. 38, no. 7, 2005, 745

⁴ Morlino, Leonardo, « Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, no. 2, 2001, 253.

⁵ Morlino, « Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage », 253.

civile détient une légitimité qui lui permet de déroger à l'arène politique créée par les rapports de force entre les partis. De manière pratique, cela pourrait par exemple se traduire par des organisations qui refusent de prendre parti à un débat politique national, en avançant des positions politiques non partisans. Ces rapports peuvent aussi être issus de la domination des partis sur la société civile, lorsque les ancrages sont plus pénétrants dans la société. Les rapports pouvant ainsi émerger de la relation entre les partis et la société civile sont donc dépendants du rattachement que la population peut avoir avec les ancrages.

La conséquence d'un ancrage fort et d'une intégration aux normes institutionnelles est donc que les forces politiques du régime (partis, bureaucratie, appareil coercitif et judiciaire, etc.) tentent d'atteindre les objectifs formels des institutions dans leurs actions. Ces objectifs, tout dépendamment des outils limitatifs en place (constitution, ombudsman, etc.), peuvent s'apparenter à des valeurs politiques, comme par exemple les droits collectifs, la liberté individuelle ou le principe de balance du pouvoir.

Cette perception de l'ancrage peut se comparer au rôle des élections en tant que procédure mettant en place un clientélisme compétitif institutionnalisé sous des régimes autoritaires hégémoniques. En effet, les partis politiques n'y auraient pas comme fonction principale de faire avancer certains idéaux politiques, tout comme les parlementaires élus n'auraient pas pour objectif de faire adopter des lois⁶. Leur rôle serait plutôt de consolider l'accès de leurs réseaux aux ressources étatiques. Dans le cas de la consolidation démocratique, les entités servant d'ancrages deviennent cependant plus que des patrons dans une relation clientéliste, soit des agents de démocratisation.

6.3 Légitimité démocratique

Le deuxième axe, soit la formation d'une légitimité démocratique, peut tout d'abord être étudié sous l'angle de l'inclusivité du processus de légitimation. Une légitimité inclusive est présente lorsque les organisations politiques partagent un consensus sur la validité des institutions démocratiques, que nous appellerons « contrat social démocratique ». À l'inverse, la légitimité

⁶ Lust-Okar, Ellen, « Legislative Elections in Hegemonic Authoritarian Regimes », dans *Democratization my Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 231-233.

exclusive fait foi de l'absence de support d'une partie critique des élites, et est caractérisée par un contrat social démocratique rompu, où des forces politiques se considèrent hors de l'arène démocratique, et sont considérées ainsi par les autres⁷.

La question de la légitimité des institutions pour les populations a été vivement critiquée, entre autres pour son aspect tautologique⁸, mais aussi car c'est un concept qui est difficile à mesurer puisqu'il connote des valeurs⁹. Cependant, elle reste d'actualité dans la théorie de la consolidation pour deux raisons. Premièrement, la légitimité provient de l'acceptation graduelle de la validité des institutions par la population, et peut donc se construire grâce à « l'épreuve du temps ». En admettant que la légitimité provient d'une relative passivité des citoyens qui admettent l'existence d'une institution, on évite de connoter ce concept avec des valeurs; et la dialectique entretenue entre les institutions et la population permet d'éviter la tautologie. La participation électorale est un moyen d'évaluer la légitimité des institutions. En effet, l'intégration de cette procédure démocratique minimale par une partie conséquente de la population démontre le caractère consensuel des institutions. Toutefois, le consensus peut se retrouver ailleurs que dans la pratique démocratique, comme par exemple dans la nécessité de participer au processus de clientélisme compétitif décrit plus haut. Enfin, la mesure de la légitimité des institutions passerait par la performance économique des régimes ayant opéré une transition institutionnelle¹⁰. Les régimes économiquement performants acquerraient plus de légitimité, particulièrement si les performances économiques s'accompagnent de redistribution de la richesse vers les citoyens.

Le fonctionnement de la société civile est aussi révélateur de la condition démocratique d'un État. En effet, dans la mesure où la participation électorale n'est pas en mesure de démontrer l'établissement et la consolidation d'une démocratie plus que procédurale, le contre-pouvoir que représente la société civile est une bonne façon de mesurer l'intégration des normes démocratiques par la population ainsi que par les institutions.

⁷ Morlino, « Anchors and Democratic Change », 753.

⁸ Morlino, « Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage », 252.

⁹ O'Kane, Rosemary H. T., « Against Legitimacy », *Political Studies*, vol. 41, no. 3, 1993, 487.

¹⁰ Waldron-Moore, Pamela, « Eastern Europe at the Crossroads of Democratic Transition: Evaluating Support for Democratic Institutions, Satisfaction with Democratic Government, and Consolidation of Democratic Regimes », *Comparative Political Studies*, vol. 32, no. 1, 1999, 53-57.

En effet, une société civile forte limite le pouvoir étatique, et évite ainsi que les ancrages partis politiques s'approprient l'appareil institutionnel. La force relative au niveau du capital symbolique de la société civile est donc un concept qui se rattache à la théorie de l'ancrage. Par ailleurs, la société civile peut elle-même renforcer le rôle des ancrages démocratiques en stimulant la participation politique¹¹. La société civile renforce ainsi le rôle des partis politiques; les citoyens devenant plus politisés, les partis sont plus réactifs à leur engagement, et consolident leur condition d'ancrage démocratique en se définissant comme des vaisseaux de revendications politiques.

La société civile n'a cependant pas qu'un rôle de catalyseur démocratique pour les ancrages et les institutions. Elle peut aussi être « une arène cruciale pour le développement d'attributs démocratiques autres, comme la tolérance, la recherche de compromis et le respect pour des points de vue opposés »¹². L'État peut adopter le comportement d'agrégateur des intérêts des électeurs¹³, cela représente alors un danger pour la démocratie, surtout en contexte de fragmentation ethnolinguistique. En effet, les minorités et les individus non-votants (mineurs, apatrides, électeurs abstentionnistes par choix ou par désintérêt, apatrides, etc.) sont donc à risque de ne pas être inclus dans le calcul des intérêts politiques. L'intégration d'un discours inclusif à l'action étatique devient donc nécessaire à la consolidation démocratique, et provient à l'habitude d'organisations de la société civile. Celles-ci peuvent ainsi créer un espace politique permettant aux intérêts des minorités et des non-votants d'être récupérés par des ancrages démocratiques, et poussent par conséquent les institutions étatiques à prendre ces intérêts en compte.

6.4 Concepts

Le poids de la société civile dans la consolidation démocratique s'observe ainsi sous cinq angles principaux, représentant chacun un concept qualifiant. Premièrement, la radicalité des buts et méthodes de la société civile s'avère importante. Une consolidation s'opère lorsque les

¹¹ Morlino, « Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage », 247.

¹² Diamond, Larry, « Rethinking Civil Society: Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 5, no. 3, 1994, 8.

¹³ Maloney, William A, « Organizational Populations: Professionalization, Maintenance and Democratic Delivery », dans David Lowery, Darren Halpen et Virginia Gray, *The Organization Ecology of Interest Communities: Assessment and Agenda*, Palgrave Macmillan, 2015, 99.

représentants de la société civile utilisent des méthodes qui ne remettent pas en cause la légitimité des institutions démocratiques¹⁴ (mais peuvent très bien contester les détenteurs de pouvoir élus).

L'institutionnalisation de la société civile est aussi un facteur de consolidation. En changeant de fonction d'agrégateurs d'intérêts publics à ancrage démocratique en soit, la société civile gagne en légitimité, et représente un contrepouvoir plus efficace. Le niveau de démocratie interne est le troisième concept. En effet, si les procédures démocratiques sont respectées au sein des organisations de la société civile, on observe une meilleure socialisation démocratique des participants à la vie associative, et cette socialisation se retrouve dans les revendications de ceux-ci envers l'État¹⁵. Enfin, la pluralité et la densité des organisations de la société civile sont deux concepts qui permettent de consolider l'État démocratique, permettant une meilleure représentation d'intérêts multiples, et donc une mise à l'agenda étatique d'une diversité représentative d'enjeux touchant la population¹⁶. À ces cinq concepts concernant la société civile s'ajoute un sixième, soit le capital symbolique relatif de la société civile, qui est un facteur nécessaire au fonctionnement effectif de celle-ci en tant que poids démocratique. Ce capital est acquis à travers le processus de transformation des institutions, et relève de la légitimité qu'ont les organisations de la société civile en tant que contrepouvoirs.

Les concepts du régime politique abordés par le courant des ancrages démocratiques en consolidation démocratique se réfèrent donc premièrement aux ancrages eux-mêmes, à travers leur organisation, leur institutionnalisation et leur rapport avec la société civile. La question de la légitimité étatique se pose donc à travers les concepts d'inclusivité et d'exclusivité. Ceux-ci sont définis par l'adhésion à la norme institutionnelle par une forte majorité ou par une minorité d'organisations politiques; ainsi que par la performance économique du régime et son impact sur le bien-être des citoyens.

Enfin, la théorie de l'ancrage se pose en tant que modèle inclusif des pouvoirs non-étatiques dans sa description de la consolidation démocratique. En effet, les concepts soulevés par la société civile, extérieure au monopole de la violence étatique, démontre la place que les consolidologistes donnent

¹⁴ Diamond « Rethinking Civil Society: Toward Democratic Consolidation », 11.

¹⁵ Diamond « Rethinking Civil Society: Toward Democratic Consolidation », 12.

¹⁶ Diamond « Rethinking Civil Society: Toward Democratic Consolidation », 12-13.

à l'aménagement des intérêts sociaux dans l'organisation du pouvoir. Ces concepts sont le capital symbolique relatif de la société civile, l'adhésion au principe de légitimité de l'État dans les revendications et les méthodes, l'institutionnalisation, les conditions démocratiques à la socialisation démocratique des membres, le pluralisme et la densité des organisations de la société civile. Ces concepts prennent place dans le tableau 9.

Tableau 9 : Concepts retenus du courant de la théorie de l'ancrage dans la théorie de la consolidation démocratique

Ancrage	Légitimité	Concepts qualifiant la société civile et consolidant les acquis démocratiques
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation/cohésion des organisations politiques • Institutionnalisation des organisations politiques • Rapport avec la société civile (neutralité, domination ou intégration) 	<ul style="list-style-type: none"> • Degré d'adhésion à la norme des organisations politiques • Performance économique et perception de la performance (redistribution) 	<ul style="list-style-type: none"> • Capital symbolique relatif • Reconnaissance de la légitimité démocratique dans les revendications et méthodes • Institutionnalisation • Intégration interne des normes démocratiques • Pluralisme • Densité

La théorie de l'ancrage, à l'instar de celle de la transition démocratique, ne met pas beaucoup d'importance sur la violence étatique. Alors que la transition démocratique omet cette violence car elle considère que la contrainte étatique contestable en tout temps (c'est d'ailleurs le point moteur des mouvements de contestation et de transition que la théorie étudie), la théorie de l'ancrage ne

s'intéresse simplement pas à cette dimension du régime politique. En effet, au lieu de considérer l'État comme étant un outil pour lequel les groupes entrent en compétition, cette théorie porte plutôt à le considérer comme une arène parmi tant d'autres. Plus compatible avec la théorie du néopatrimonialisme, la consolidation démocratique subjectivise des objets politiques tels que la société civile et les partis politiques, leur donnant un rôle majeur dans la définition du régime et de sa trajectoire. En effet, la société civile n'est pas considérée ici comme un acteur sans agentivité, ni comme un sujet systématiquement récalcitrant aux pratiques du pouvoir étatique. Ici, elle s'impose en tant qu'entité négociatrice. Dans ce cadre théorique, l'État est surtout la manifestation de l'intersubjectivité existante entre différents acteurs politiques.

6.5 Application au cas kirghize

Dans le cadre du Kirghizistan, les implications sont majeures. Au lieu de chercher à se faire compétition pour avoir l'accès à l'État, les entités politiques chercheraient plutôt à imposer leurs normes quant à l'accession au pouvoir. Par exemple, la fixation sur les réformes constitutionnelles entretenue par les différents présidents depuis l'indépendance du pays serait la manifestation de cette recherche d'imposition d'une norme. Sans nier que ces normes favorisent généralement les intérêts des entités qui les promeuvent, on en vient toutefois à considérer le régime politique comme un ensemble produit communément que comme un appareil d'État ou un enchevêtrement de légitimités.

L'assurance de l'adhésion à la norme relève toutefois de l'institutionnalisation des pouvoirs traditionnels¹⁷. Dans le cas kirghize, cela demanderait à ce que les pratiques supportées par l'informalité des réseaux se dissolvent afin de faire de ceux-ci des acteurs entièrement formalisés, donc obéissant à la norme démocratique plutôt qu'à des logiques traditionnelles.

Si l'utilisation de référents traditionnels dans la pratique du pouvoir politique, comme par exemple la constitutionnalisation des *kurultai* ou la reconnaissance juridique des *Ak-sakals*, permettent de favoriser l'intégration de potentiels ancrages démocratiques au jeu institutionnel, il faut néanmoins

¹⁷ Brugidou, Mathieu, « L'institutionnalisation de la norme sociale entre stigmatisation et dénonciation », *Langage et société*, vol. 144, no. 2, 2013.

remettre en perspective l'institutionnalisation des partis politiques et de la société civile dans le cadre récent et actuel du Kirghizistan.

Entre 2005 et 2010, les partis politiques étaient principalement la manifestation d'une opposition clanique, prenant le couvert du jeu institutionnel pour faire valoir leur légitimité devant les tribunes internationales¹⁸. En effet, sous l'ère Bakiev, on a pu voir une différence marquée entre l'opposition de la société civile, aux revendications démocratiques, et celles des partis politiques d'opposition, dont le couvert démocratique masquait mal les ambitions de pouvoir. Si les partis politiques ont pu s'arroger une place de plus en plus grande depuis la révolution de 2010, ceux-ci ne sont toutefois toujours pas autonomes des réseaux claniques. La solidité et l'institutionnalisation des partis laisse en effet à désirer. La désintégration du parti présidentiel SDPK suite au conflit entre Jeenbekov et Atambaev¹⁹ démontre la fragilité de tels ancrages, qui sont encore larvés par les conflits personnels, claniques et régionaux. Par ailleurs, le changement drastique des partis présents au Parlement entre les élections de 2010, 2015 et 2020 tend à démontrer le manque de résilience des partis face au réarrangement des pactes claniques. Enfin, les partis politiques n'adhèrent pas à la norme démocratique en s'institutionnalisant. Si la procédure électorale reste le terrain de jeu entendu pour la compétition entre ces objets politiques, l'adhésion à d'autres normes démocratiques reste encore très faible. En effet,

La majorité des partis montent leur liste électorale sur la base « de l'argent, des votes ou des deux ». (...) Afin d'être placé en tête de liste, (...) un candidat potentiel doit faire une contribution substantielle aux coffres du parti ou être en mesure d'apporter des votes²⁰.

On assiste donc ici à un vernissage institutionnel d'une renégociation d'alliances entre élites. Dans le cadre de la théorie de l'ancrage, cela peut signifier deux choses. Premièrement, cela peut impliquer que l'institutionnalisation de la société civile n'est pas suffisante pour que les normes démocratiques soient intégrées par les ancrages. Deuxièmement, cela peut vouloir dire que la

¹⁸ Jargalsaikhan, *Small Islands of Democracy in an Authoritarian Sea: Explaining Mongolian and Kyrgyz Democratic Development*, 189-190.

¹⁹ Umarov, Temur, « The Failure of Atambayev's Planned Power Transition », *The Diplomat*, 23 août 2019, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2019/08/the-failure-of-atambayevs-planned-power-transition/>

²⁰ Traduction libre de l'auteur. Juraev, « The Evolving Role of Political Parties in Kyrgyz Politics », 29.

société civile n'a pas intégré de pratiques démocratiques, limitant ainsi la possibilité d'étendre une norme démocratique aux ancrages.

L'action étatique, en ce qui a trait à la société civile, limite son institutionnalisation. Sous Bakiev, quoique certains aient noté une amélioration du dialogue entre l'État et la société civile après la révolution de 2005, les observateurs notent des politiques de cooptation afin de limiter l'indépendance des organisations²¹, ainsi qu'une violence institutionnalisée à l'encontre des plus critiques.²² En tentant de coopter l'action de la société civile plutôt que d'ajouter du poids à leurs revendications lors des grandes manifestations contre Bakiev²³, les partis politiques d'opposition n'ont pas non plus favorisé l'institutionnalisation de la société civile dans le dialogue politique national.

Aucune amélioration quant à l'institutionnalisation de la société civile ne semble avoir eu lieu après la révolution de 2010. En effet, l'indice de respect de la société civile de *Nations in Transit* se sont légèrement détériorés depuis 2005, et sont restés stables depuis 2010. Cette stagnation de l'indice est entre autres due à la continuation des persécutions à l'encontre de certains acteurs de la société civile²⁴, ainsi qu'à l'adoption d'une loi limitant l'action des organisations non-gouvernementales et les obligeant à rapporter leurs sources de financement²⁵.

Les limites à l'intégration de pratiques démocratiques par la société civile s'expliquent aussi, entre autres, par les objectifs qui animent la société civile kirghize. En effet,

Peu de personnes discutent des principales caractéristiques de la société civile kirghize pertinentes à sa propre existence et durabilité; telles que sa dépendance existentielle sur les dons étrangers et la primauté incertaine de la mission des ONG sur les questions de

²¹ Doolotkeldieva, Asel, et Heatherstraw, John, « State as resource, mediator and performer: understanding the local and global politics of gold mining in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 34, no. 1, 2015, 93-110.

²² Baumgartner, Pete, « A Year After The Revolution, Kyrgyzstan Has Much To Celebrate », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 7 avril 2011, consulté le 6 février 2021, URL https://www.rferl.org/a/commentary_year_after_revolution_kyrgyzstan_has_much_to_celebrate/3549880.html

²³ Pannier, Bruce, « Kyrgyzstan: Bishkek Prepares For Large Opposition Rally », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 1 novembre 2006, 6 février 2021, URL <https://www.rferl.org/a/1072461.html>

²⁴ Freedom House, *Freedom in the World 2018*, 2018, consulté le 26 janvier 2021, <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2018>

²⁵ Orlova, Maria, « Parliament of Kyrgyzstan passes scandalous law on NGOs in second reading », *24KG*, 19 juin 2020, consulté le 6 février 2021, URL https://24.kg/english/156624_Parliament_of_Kyrgyzstan_passes_scandalous_law_on_NGOs_in_second_reading/

financement. Une majorité dominante d'organisations non gouvernementales, la principale forme de société civile au Kirghizistan, dépend fortement de dons occidentaux. En conséquence, leurs activités et leur existence dépend des changements des politiques de financement des organisations et des pays donateurs²⁶.

L'objectif principal de la société civile n'est donc pas toujours l'avancement de pratiques démocratiques. En effet, la recherche de financement étant prioritaire dans le comportement des organisations de la société civile, les pratiques clientélistes et l'organisation traditionnelle sont encore persistantes dans le milieu²⁷.

Ainsi, malgré la densité et la pluralité évidente de la société civile kirghize²⁸, sa légitimité et son capital symbolique sont relativement limités en tant que vecteur de normes démocratiques. Si la société civile avance souvent des valeurs et des idéaux démocratiques²⁹, il est important de rester critiques par rapport à sa réelle intégration de pratiques démocratiques. Par ailleurs, malgré la densité de la société civile kirghize, les idéaux démocratiques ne sont pas plus répandus au Kirghizistan que dans d'autres pays plus autoritaires de la région³⁰. L'intégration de valeurs démocratiques par les citoyens n'étant pas particulièrement forte, les attitudes démocratiques ne sont pas fondamentalement différentes au niveau de la population. La consolidation démocratique a donc peut-être lieu pour les attitudes de certains groupes organisés dans la société civile, mais vraisemblablement pas pour les citoyens.

Dans la mesure où les partis politiques ont, via l'importance des réseaux claniques qui les constituent, un fort ancrage local, il est nécessaire de rappeler que la légitimité de l'État ne s'articule pas qu'autour de l'arène centrale qu'est le jeu politique parlementaire et présidentiel. La théorie de la consolidation ne mentionne pas l'importance du degré de pénétration des partis

²⁶ Traduction libre de l'auteur. Lewis, David, « The dynamics of regime change: domestic and international factors in the 'Tulip Revolution' » dans Sally Cummings, *Domestic and International Perspectives on Kyrgyzstan's 'Tulip Revolution'*, Routledge, 2013, 35.

²⁷ Pétric, *On a mangé nos moutons : Le Kirghizistan, du berger au businessman*, 133-135, 199.

²⁸ Pierobon, « The Development of Civil Society in Post-Soviet Kyrgyzstan: An Analysis of the National and International Context », 122-128.

²⁹ Bayalieva-Jailobaeva, Kanykey, « A new look: professionalization of NGOs in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 33, no. 3, 2014, 360-374.

³⁰ Junishbai et Junishbai, « Regime type versus patronal politics: a comparison of "ardent democrats" in Kazakhstan and Kyrgyzstan ».

politiques au niveau local, et l'importance que les organisations de la société civile peuvent avoir sur la légitimation et l'ancrage démocratique des partis politiques. Néanmoins, la centralisation croissante des institutions du pays tend à faire de cette théorie une description cohérente des possibilités d'intégration des pratiques démocratiques. En effet, l'institutionnalisation favorise l'imposition du terrain de négociation politique, limitant les possibilités pour l'État de faire usage de violence systématique à l'encontre des militants pro-démocratie. L'agentivité des organisations de la société civiles, plus libérales que d'autres groupes sociaux, leur permettent ainsi de valoriser les pratiques démocratiques.

Il reste donc des problématiques à expliquer dans la théorie de l'ancrage. Premièrement, il semble nécessaire de savoir ce qui mène à l'adoption de normes démocratiques par les organisations de la société civile. Si celles-ci n'ont pas encore adopté un ensemble de normes et de pratiques démocratiques suffisantes pour influencer les ancrages démocratiques, il est important d'identifier les moteurs à l'adoption de telles normes (citoyens, partis politiques, donateurs étrangers, etc.). Deuxièmement, les partis politiques étant encore organisés le long des réseaux claniques, la théorie doit encore décrire le processus pour permettre à ceux-ci de s'extirper des légitimités traditionnelles. L'importance accordée à la légitimité rationnelle-bureaucratique dans le contexte kirghize ne doit pas limiter la vision des chercheurs en ce qui a trait aux autres types de légitimités. Enfin, il semble nécessaire d'identifier les impacts de la consolidation démocratique (ou de son contraire) sur la stabilité des régimes politiques. Le cadre théorique s'étant surtout développé autour du concept de normes démocratiques, la question de la stabilité doit donc être explorée plus en profondeur.

Chapitre 7 : Synthèse et conclusion

7.1 Synthèse

Les éléments abordés dans les chapitres précédents doivent désormais être synthétisés, systématisés et comparés. Le tableau 10 fait ainsi un résumé des concepts abordés par théorie. Nous utilisons ici le cadre wébérien afin de trouver une base comparative à ceux-ci. L'utilisation de ce cadre peut sembler restrictif, à la fois en ce qui a trait à l'attribution d'idéal-types à des concepts complexes, et en ce qui a trait à la simple définition du régime politique. Cependant, la mobilisation des différents enjeux du pouvoir de l'État tels que décrits par Weber permet d'examiner plus facilement les concepts soulevés par les théories. Le cadre wébérien permet en effet d'effectuer une comparaison conceptuelle plus aisée. Le monopole de la violence (ou contrainte) légitime sur un territoire « réalise avec succès l'ambition wébérienne de fournir un outil axiologiquement neutre susceptible d'être intégré dans la théorie politique, quelles que soient ses attentes normatives »¹. Autrement dit, la définition wébérienne ne se cantonne pas à la normativité étatique et ne limite pas la réflexion sociologique autour du régime politique à un paradigme trop « bureaucratique ». Enfin, en abordant le concept de légitimité, Weber pave la voie à une compréhension plus constructiviste du régime politique, admettant la subjectivité des sujets de l'État².

Tableau 10 : Synthèse des quatre théories en fonction des idéal-types wébériens de l'État

	Néopatrimonialisme		Autoritarisme compétitif		Transition démocratique		Consolidation démocratique	
Aspects wébériens de l'État	Concept principal	Sous-concept	Concept principal	Sous-concept	Concept principal	Sous-concept	Concept principal	Sous-concept
Monopole	Absence de frontière claire entre la sphère publique et privée	<i>Clientélisme d'élite</i>	Pouvoir organisationnel	<i>Capacité organisationnelle et cohésion des réseaux constituant l'élite dirigeante</i>	Inclusivité Extractivité des institutions	<i>Institutions politiques inclusives /extractives</i>	Ancrages	<i>Organisation et cohésion des organisations politiques</i>
						<i>Institutions économiques inclusives /extractives</i>		<i>Rapport des ancrages avec la société civile (neutralité, domination ou intégration)</i>
						<i>Institutions de capital symbolique</i>		

¹ Eabrasu, Marian, « Les états de la définition wébérienne de l'État », *Raisons Politiques*, vol. 1, no. 45, 2012, 188.

² Eabrasu, « Les états de la définition wébérienne de l'État », 205.

						<i>inclusives /extractives</i>				
		<i>Clientélisme de masse</i>		<i>Cohésion de l'État</i>	Acteurs de la transition	<i>Pouvoir relatif des groupes sociaux</i>	<i>Pluralisme de la société civile</i>			
		<i>État en tant que marché d'investissement</i>								
	Organisation du pouvoir	<i>Pacte stabilisateur</i>	<i>Cohésion du parti au pouvoir</i>				<i>Moteur politique</i>	<i>Densité de la société civile</i>		
		<i>Domination de l'exécutif</i>			<i>Pacte politique</i>					
Violence	Organisation du pouvoir	<i>Neutralisation des forces d'opposition.</i>	Violation des libertés civiles de l'opposition	<i>Opposition impossible à rallier à l'élite</i>	N/A		N/A			
				<i>Violence extra-légale</i>						
				<i>Contrainte légale</i>						
			Terrain de jeu inégal favorisant les détenteurs de pouvoir	<i>Institutions politisées</i>						
				<i>Accès inégal aux médias</i>						
				<i>Accès inégal aux ressources</i>						
			Pouvoir organisationnel	<i>Contrôle discrétionnaire de l'État sur l'économie</i>						
Légitime	Double domination	<i>Légitimité bureaucratique</i>	Élections compétitives et inéquitables	<i>Élections compétitives</i>	<i>Confiance du régime en lui-même</i>	Consolidation des acquis démocratiques	<i>Institutionnalisation des organisations politiques</i>			
				<i>Élections inéquitables</i>						
		<i>Légitimité clanique</i>	Leverage de l'Occident libéral	<i>Capital culturel</i>					Norme démocratique	<i>Institutionnalisation de la société civile</i>
		<i>Légitimité locale</i>		<i>Capital social</i>						<i>Degré d'adhésion à la norme par les organisations</i>
							<i>Intégration des normes démocratiques externes et internes de la société civile</i>			
		<i>Légitimité horizontale</i>		<i>Capital économique</i>			<i>Performance économique et redistribution</i>			
		<i>Légitimité verticale</i>		<i>Capital symbolique</i>		<i>Distribution relative du capital symbolique</i>		Légitimité de la société civile	<i>Capital symbolique relatif de la société civile</i>	
			Connectivité	<i>Liens internationaux</i>						
				<i>Liens transnationaux</i>						
		Territoire	Localisme			Pouvoir organisationnel	<i>Capacité de la violence étatique sur le territoire</i>	N/A		N/A

Il faut néanmoins se rappeler qu'il existe des limites à l'utilisation d'idéal-types dans la comparaison des régimes politiques. Ainsi, si la comparaison des concepts se fera en fonction des quatre éléments constitutifs de la définition de l'État wébérien, il est nécessaire de considérer cette définition comme étant ouverte, tant sur les types de pouvoir évoluant dans cet État que sur les dynamiques traversant les cloisons délimitant ces éléments constitutifs. De plus, nous devons considérer ce que McFalls appelle les « déficiences de l'État bureaucratique démocratique », soit les limites posées à l'autorité politique rationalisée et correspondant parfaitement à la définition wébérienne³. Les formes de dominations décrites par Weber (dont la domination traditionnelle et rationnelle-légale) nous demandent d'étendre l'analyse de l'organe restreint qu'est l'État au régime politique, plus inclusif des acteurs et des légitimités concurrentes⁴.

Nous pouvons remarquer que les théories des régimes politiques retenues abordent la question du monopole du pouvoir de trois manières principales, soit via l'organisation des rapports de pouvoir au sein des élites et hors du champ restrictif de l'État, l'organisation du pouvoir dans le champ restrictif que représente l'État, et l'organisation des rapports de pouvoir entre les acteurs du champ étatique et ceux du champ non-étatique. L'aspect multiforme que peut prendre ce monopole est surtout présent dans les théories du néopatrimonialisme et de la consolidation démocratique. En effet, le néopatrimonialisme admet les notions de pactes et de monopoles à cheval entre la sphère publique et privée. La consolidation démocratique, à travers les ancrages, cède à la société civile une place dans l'organisation des relations de pouvoir en la considérant comme faisant partie implicite du pacte politique qui constitue le régime.

La transition démocratique et l'autoritarisme compétitif relèguent plutôt les acteurs non-étatiques, voire non-institutionnels, à un rôle qui les exclue du monopole, et qui les empêche de participer à la structure de domination. Ces modèles, plus exclusifs, les traitent généralement comme des *outsiders* du monopole de la violence, qui ne contribuent pas à la négociation politique permettant de transformer le régime par lui-même. Ils considèrent plutôt la transformation du monopole comme le fruit de facteurs de *push and pull*, où le régime serait modifié en fonction de facteurs

³ McFalls, *Construire le politique : Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 210-211.

⁴ McFalls, *Construire le politique : Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 214-218.

externes. Le néopatrimonialisme et la consolidation démocratique, en étant plus inclusifs des structures de pouvoir parallèles, favorisent une analyse de la transformation du régime qui met l'accent sur la renégociation du pouvoir relatif des participants au régime.

Le champ de la violence du pouvoir se divise en deux catégories. On peut tout d'abord parler de la catégorie de la contrainte positive, comme par exemple dans l'inclusivité des institutions économiques. Ces contraintes sont le fait d'une utilisation de la violence étatique à des fins de garanties légales, consolidant l'accès au capital, aux libertés individuelles ou à l'égalité de traitement. Ces contraintes peuvent s'appliquer de manière sélective, comme dans le cas de l'autoritarisme compétitif, où l'accès aux médias n'est pas forcément restreint pour l'opposition, mais où la garantie d'une présence médiatique ne s'applique que pour les détenteurs de pouvoir. Elles peuvent aussi être appliquées uniformément, de manière conforme au principe d'État de droit.

La seconde catégorie est la contrainte négative, où la violence est utilisée comme une sanction. Les théories de l'autoritarisme compétitif et de la transition démocratique abordent la sanction comme étant appliquée uniformément, en limitant l'opposition à un ensemble sémiotique uniforme pour les détenteurs du monopole de la violence. Ainsi, on pourrait presque décrire un « État de droit » négatif, où la suppression de certains droits est automatique. Par exemple l'autoritarisme compétitif avance le concept du « terrain de jeu inégal », où les élites au pouvoir représentées par l'État ont un accès privilégié à certaines ressources. La transition démocratique présente plutôt les détenteurs de l'exclusivité du profit au sein de certaines institutions comme étant similaires dans leurs actions et intérêts.⁵ Ainsi, la théorie telle qu'avancée par Acemoglu omet les pactes pluralistes dans sa description de l'État. À l'inverse, les théories du néopatrimonialisme et de la consolidation démocratique, en considérant l'aspect multiforme du monopole, de l'opposition et de la société civile, poussent au constat que l'exécution de la sanction provient de la négociation. Par conséquent, la violence devient sélective dans son application.

Le champ de la légitimité porte sur les détenteurs de pouvoir, mais aussi sur les normes. Les concepts abordant la légitimité des normes qui encadrent l'action des détenteurs de pouvoir proviennent principalement des théories de la consolidation démocratique et de l'autoritarisme

⁵ Acemoglu et Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, 81.

compétitif. Pour ces théories, l'existence d'un régime particulier tient au fait que les acteurs du monopole se soumettent à des normes procédurales (élections, respect du rôle de la société civile, etc.). La domination purement bureaucratique y est ainsi extrêmement importante dans le processus de légitimation de l'action politique.

Inversement, le néopatrimonialisme et la transition démocratique abordent surtout la légitimité des acteurs en tant que tels. Cela tient à deux raisons différentes. Premièrement, la transition démocratique est une théorie qui aborde le changement de régime. De ce fait, cette théorie observe principalement l'évolution des procédures et des normes. La domination normative arrive ainsi si tardivement dans le processus de transition démocratique que les politologues qui mettent cette théorie de l'avant doivent, en contexte transitionnel, porter leur attention sur d'autres présentations du phénomène de légitimation, comme par exemple la légitimité des acteurs⁶. La raison pour laquelle le néopatrimonialisme n'aborde pas uniquement domination de la norme provient de la nature même de la théorie, qui avance que les deux dominations (bureaucratique et traditionnelle) coexistent.

Le dernier champ wébérien de l'État, soit l'enjeu du territoire, devient important dans notre analyse. En effet, le peu de concepts que l'on peut associer à cette catégorie devient un élément de questionnement pertinent. La question est importante; la pénétration de l'État fait preuve de la territorialité d'un régime et de sa capacité à être et devenir un État de droit. À part dans l'autoritarisme compétitif, on ne voit pas la question du territoire abordée par les ensembles théoriques choisis. Si le régime ne peut s'imposer sur l'entièreté d'un territoire, on assiste à une étatisation du centre, mais la réalité entière de l'État n'existe plus dans certaines zones. Le régime pourrait ainsi être différent à Batken ou à Bishkek, la première ville se trouvant dans une zone de territorialité limitée alors que la capitale est au centre de l'appareil administratif de l'État kirghize. Il est ainsi intéressant de se pencher sur la différenciation territoriale afin de questionner le concept de l'État de droit, et de la transition en fonction de la territorialité.

⁶ Un exemple de ce phénomène est l'importance accordée par les auteurs à la légitimité relative des forces qui se font compétition dans un contexte transitionnel, à défaut de s'intéresser aux normes adoptées par ces forces. Il existe plusieurs exemples dans des contextes post-communistes: Linz, Juan J. et Alfred Stephan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Johns Hopkins University Press, 1996, 356; ou Glenn III, John K., « The Impact of Collective Actors upon Democratization », *European University Institute*, EUI Working Paper 99, no. 5, 1999, 10.

Tableau 11 : Comparaison des cadres théoriques en fonction de leur approche du monopole de la violence légitime sur le territoire

	Néopatrimonialisme	Autoritarisme compétitif	Transition démocratique	Consolidation démocratique
Approche théorique	Interactionnisme	Néo-institutionnalisme	Libéralisme Fonctionnalisme	Interactionnisme
Monopole	Inclusif	Exclusif	Exclusif	Inclusif
Violence	Structurelle	Sélective	N/A	N/A
Légitimité	Absolue	Relative	Relative	Absolue
Territoire	Présent (enjeux locaux)	Présent (pénétration étatique sur le territoire)	N/A	N/A

Le tableau 11 compare les cadres théoriques en fonction de leur approche des différents concepts structurants du régime politique. Les cadres du néopatrimonialisme et de la consolidation démocratique apparaissent comme étant interactionnistes. En effet, ces deux théories envisagent « le rapport entre individu et société en tant que processus »⁷. Cela signifie que le régime y est une production des rapports sociaux, ce qui explique l'importance accordée aux concepts liés à la légitimité dans les deux cadres théoriques.

Le cadre de la transition démocratique est plus difficile à établir. En effet, l'utilisation de deux approches (soit le structuralisme ainsi que celle basée sur les acteurs) pousse à une forme de synthèse entre les deux visions de la transition politique. Nous avons ainsi une théorie typiquement libérale, qui traite de la transition en fonction du pouvoir des acteurs, ainsi qu'une théorie plus proche du fonctionnalisme, qui traite de l'inclusivité et de l'exclusivité des institutions comme d'un mode de production et d'organisation du pouvoir.

Enfin, le cadre de l'autoritarisme compétitif a été considéré comme étant une approche néo-institutionnaliste. En effet, ce cadre considère l'État comme un acteur constitué comme en tant que structure organique dont les actions définissent le régime, et insiste sur l'importance des autres

⁷ Lacaze, Lionel, « L'interactionnisme symbolique de Blumer revisité », *Sociétés*, vol. 3, no. 121, 2013, 43.

États sur la scène internationale dans l'étude de la stabilité du régime. L'importance conférée aux institutions en fait une approche nettement institutionnaliste. En effet,

Théoriquement, l'action n'est pas évacuée dans le cadre néo-institutionnaliste. Elle est cependant fortement conditionnée par le contexte institutionnel, un contexte qu'elle a bien sûr créé mais non sans contraintes résultant de l'environnement institutionnel précédent. Le néo-institutionnalisme confère donc aux institutions la primauté théorique et analytique⁸.

Ces différences entre les cadres théoriques conditionnent leurs approches du monopole de la violence légitime sur le territoire. En effet, en ce qui a trait au monopole, les théories interactionnistes ne peuvent exclure les sujets non-dominants de la production de pouvoir. L'approche du monopole y est donc inclusive de tous les acteurs du champ social, tant dans le néopatrimonialisme (voir les travaux de Reeves en ethnographie de l'État ou de Radnitz sur le clientélisme subversif) que dans la consolidation démocratique (voir l'importance accordée à la société civile dans les travaux de Ziegler et Pierobon). L'autoritarisme compétitif, en raison de son angle néo-institutionnaliste, considère le monopole comme étant exclusif à l'institution qu'est l'État. Enfin la transition démocratique, en évacuant les sujets dominés dans la production de domination, est aussi exclusive.

En ce qui a trait à la violence (ou contrainte), l'autoritarisme compétitif la traite comme étant sélective. Cela signifie que la violence est imposée par la force du monopole contre des sujets sélectionnés. La domination est ici plus associée à la violence qu'à la contrainte, car elle est exercée de manière ponctuelle et représente un outil de répression plus qu'une norme de contrôle social. Le néopatrimonialisme, quant à lui, traite la contrainte comme un enjeu structurel. En effet, plutôt qu'une violence sélective, ciblée et ponctuelle, la contrainte du néopatrimonialisme se retrouve dans la neutralisation de l'opposition à travers son exclusion de l'arène politique. En sortant des paradigmes de la légitimité traditionnelle, les sujets deviennent automatiquement hors-jeu de l'arène. C'est donc plutôt une contrainte par la norme qu'une violence physique qui représente le mieux le régime néopatrimonialiste. Cela n'implique cependant pas que la violence physique est évacuée; elle n'est cependant pas centrale dans l'interprétation du régime politique. Cela est vrai

⁸ Lecours, André, « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité? », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no. 3, 2002, 4.

aussi pour les théories de la transition et de la consolidation démocratique, qui ne traitent pas directement de la violence dans la manière de qualifier le régime, mais qui ne nient pas non plus la violence physique ou la contrainte dans les objets qu'elles décrivent.

Au-delà des catégories wébériennes, nous constatons un autre élément important qui distingue les théories des régimes politiques retenues. En examinant les concepts importants abordés par le néopatrimonialisme et la théorie de l'ancrage dans consolidation démocratique, on remarque que certains ne décrivent non pas l'organisation du pouvoir en lien avec l'État, mais plutôt l'organisation du pouvoir politique au-delà des frontières théoriques de l'État. Le cas de la société civile en tant que pilier de la consolidation démocratique émerge ainsi comme un aspect important dans la description du régime politique, tout comme celui de la légitimité clanique du néopatrimonialisme. Force est de constater que ces deux théories abordent le régime comme une structure de pouvoir s'appliquant à l'ensemble de la société. Les questions de légitimité y sont ainsi traitées indépendamment des détenteurs de pouvoir étatique. On pourrait donc parler de légitimité absolue. À l'inverse, la théorie de la transition démocratique et celle de l'autoritarisme compétitif traitent l'État de manière plus institutionnaliste, abordant le régime comme une structure-sujet. Elles abordent une notion de la légitimité qui s'apparente à un jeu à somme nulle, où la perte de légitimité de l'État mène au renforcement de l'opposition, ce qui déstabilise le régime. Dans ces deux cas, on aborde donc la légitimité relative de l'État bureaucratique et de l'opposition.

Enfin, les enjeux de territorialité ne sont pas très présents dans ces théories. Le concept de *failed state*, ou État failli, n'est pas un enjeu qui est particulièrement traité en ce qui a trait au Kirghizistan, les auteurs préférant souvent aborder les questions bureaucratiques, sécuritaires ou transitionnelles. Cependant, la littérature nous démontre les limites de la projection de pouvoir étatique dans l'ensemble du pays, particulièrement dans la vallée du Ferghana⁹ Ainsi, la transition démocratique et la consolidation démocratique n'abordent que très peu, voire pas du tout, l'enjeu de la territorialité. Cela est probablement lié au traitement tout aussi minime de l'enjeu de la violence. En effet, il est difficile de juger le degré de projection du pouvoir sur le territoire sans examiner l'application de la violence/contrainte étatique. Le néopatrimonialisme aborde la territorialité sous l'angle du localisme, traitant du pouvoir du régime à travers la légitimité traditionnelle. La

⁹ Reeves, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, 153.

territorialité est donc surtout traitée sous la forme d'une théorie sociale et spatiale plutôt que d'une théorie réaliste abordant la projection du pouvoir central. Au contraire, l'autoritarisme compétitif aborde la territorialité sous l'angle de la pénétration étatique sur le territoire. Il est peu question de légitimité, puisque ce n'est pas une théorie interactionniste, mais plutôt de violence. On aborde ainsi la capacité (ou l'incapacité) de l'État à faire respecter sa domination dans les régions, comme par exemple lors des violences ethniques de juin 2010 dans le sud du pays ou à l'encontre des oppositions régionales et locales lors des révolutions de 2005 et de 2010.

7.2 Conclusion

Deux enjeux majeurs émanent des observations des chapitres précédents, soit la question d'un axe démocratie/autoritarisme et celle de la stabilité des régimes. On ne peut pas se contenter d'exposer la transformation du régime kirghize sur un axe démocratie-autoritarisme binaire ou linéaire. La complexité du régime, des institutions, des réseaux et des sociétés qui le composent est trop grande pour cela. Les théories du régime politique abordent des questions conceptuelles qui ne correspondent parfois pas aux définitions minimales permettant de qualifier une démocratie. À cet effet, les définitions des concepts démocratiques avancées par des auteurs comme Diamond et Morlino peuvent être utiles. Ces derniers n'abordent pas seulement la question procédurale (État de droit, participation et compétition politique, responsabilité verticale, sociétale et horizontale (*monitoring*)), mais aussi des aspects plus substantifs de la démocratie (liberté, égalité et réactivité du régime)¹⁰. Cependant, les questions substantives sont insuffisantes pour qualifier le fonctionnement du régime; et les différents attributs démocratiques soulevés par ces auteurs peuvent se retrouver dans des régimes considérés comme autoritaires ou semi-autoritaires (c'est là-même l'origine de la problématique des régimes hybrides comme le Kirghizistan).

Les indices internationaux, plus spécifiquement ceux de *Freedom House* (*Freedom in the World* et *Nations in Transit*) peuvent eux aussi être éclairants sur la qualification des régimes. Ceux-ci abordent la question substantive (principalement les droits politiques et libertés civiles) en plus de se pencher sur d'autres aspects (corruption, qualité de la gouvernance, indépendance judiciaire,

¹⁰ Diamond, Larry et Leonardo Morlino (dir.), *Assessing the Quality of Democracy*, John Hopkins University Press, 2005, XXV-XXIX.

etc.). Cependant, ces indices ne questionnent que la présentation matérielle du régime, et ne sont pas des modèles de compréhension du monopole de la violence, ni de la source de légitimité non-électorale de l'État et des acteurs qui y sont rattachés. Ces derniers aspects sont aussi étudiés principalement dans le but de qualifier le régime. S'il est nécessaire de questionner ces aspects démocratiques, il faut cependant se rappeler que ce sont des indicateurs procéduraux d'un régime, et que son fonctionnement ne peut être uniquement déterminé par le respect ou non de conditions démocratiques.

En étudiant le fonctionnement et l'organisation du pouvoir plutôt que les attributs démocratiques du régime, nous avons pu nous extirper des définitions réductrices de l'État kirghize comme État hybride ou illibéral¹¹. Chacune des approches théoriques étudiées a permis de comprendre le fonctionnement des régimes sous l'angle du monopole de la violence légitime sur le territoire. Il reste toutefois quelques angles morts à cette façon d'approcher le régime politique kirghize. En effet, la question démocratique ayant été évacuée en grande partie, les théories abordées restent silencieuses sur les attributs démocratiques des régimes politiques, tant sur des questions procédurales que substantives.

La question démocratique est en effet marquée par son absence dans le néopatrimonialisme tel qu'appliqué au Kirghizistan. Quoique la théorie mentionne les limites de la démocratisation imposées par l'absence de culture politique démocratique et d'État possédant une légitimité bureaucratique suffisante, les questions procédurales sont évacuées de la théorie. Dans le contexte de formalisation du régime décrit à la page 46, une étude plus poussée des enjeux démocratiques peut ouvrir la voie vers une compréhension plus efficace des changements procéduraux. Ainsi, les chercheurs abordant cette théorie bénéficieraient probablement à ne pas évacuer la question démocratique de leur analyse. En effet, cela pourrait bonifier le cadre théorique, et lui permettre de mieux expliquer les transformations du régime. Les moments d'instabilité du régime, que le néopatrimonialisme n'aborde pas de manière suffisante, pourraient ainsi éventuellement être expliquées par la synthèse entre la culture démocratique et la légitimité bureaucratique. Enfin, l'étude de l'action institutionnelle en ce qui a trait aux éléments substantifs de la démocratie

¹¹ Gagné, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, 28

pourrait permettre de comprendre la relation entre la résilience des institutions, les crises de légitimité du régime, et les transformations dans l'administration étatique au Kirghizistan.

La question de la stabilité dans l'autoritarisme compétitif pourrait aussi bénéficier d'un questionnement sur la culture démocratique. En effet, la description du *soft power* et du *hard power* par Levitsky et Way dans leur théorie de la stabilité des pays autoritaires et compétitifs prend la forme d'éléments causant automatiquement la contestation du pouvoir. L'intégration de normes démocratiques par les acteurs non institutionnels devient alors nécessaire à considérer. Il faut donc que les chercheurs soient en mesure de sortir du carcan néo-institutionnel afin de considérer les enjeux de légitimation du pouvoir politique. Ces enjeux peuvent en effet expliquer plus directement les contestations internes au pays, les difficultés de l'État à projeter le pouvoir central, et le poids des institutions informelles dans le régime politique.

Quoiqu'elle porte le nom de démocratie dans son nom, la transition démocratique, telle qu'abordée dans ce mémoire, ne convient pas d'une définition de la démocratie. Les auteurs préfèrent aborder l'enjeu sous un angle uniquement procédural afin d'éviter le piège de définitions trop restrictives¹². Cela limite toutefois l'interprétation des transformations de régime. En effet, l'intégration d'éléments d'une culture politique démocratique par l'État ou par l'opposition peut transformer les rapports dans l'arène politique. À cet effet, il faut rappeler que l'opposition est multiforme et mobile, et que la transition n'est pas que le fait d'un changement des détenteurs de pouvoir. L'attention accordée aux institutions formelles a pour effet de circonscrire notre attention à l'État dans l'analyse des objets politiques, et à limiter l'analyse des pratiques démocratiques à l'aspect procédural.

La synthèse entre l'aspect procédural et l'aspect comportemental¹³ se retrouve dans les ancrages de la théorie de la consolidation démocratique. En effet, on considère que ces deux aspects ont une influence mutuelle dans la production du régime. Cependant, notre compréhension de l'enjeu de l'acquisition de la culture politique est encore faible. En effet, le manque de clarté sur la culture, les pratiques et les relations démocratiques entretenues au sein de la société civile est

¹² O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 7.

¹³ Munck, *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, 6.

problématique. En effet, alors que Pétric mentionne la prévalence de valeurs traditionnelles plutôt que démocratiques dans la société civile¹⁴, Jailobaeva aborde des valeurs plus libérales chez les ONG¹⁵, et certains ont tendance à assumer que l'ouverture à la société civile implique nécessairement une ouverture à la démocratisation¹⁶. Ainsi, le processus de création d'ancrages réellement démocratiques n'est pas encore clarifié dans le cas du Kirghizistan. La théorie de la consolidation démocratique doit donc s'attarder plus en profondeur sur les concepts de légitimité démocratique et de violence institutionnelle afin de situer les ancrages et les conditions défavorables à leur consolidation au Kirghizistan. Une fois cette question réglée, il faudra vérifier s'il est possible d'envisager l'instabilité historique du pays sous l'angle des ancrages démocratiques, ou à tout le moins d'ancrages institutionnels. Cet enjeu pourrait éventuellement rejoindre des considérations néopatrimonialistes en abordant des sources de légitimité variées.

L'analyse des cadres théoriques a donc démontré tout l'intérêt qu'ils ont à intégrer les enjeux démocratiques dans la définition du régime politique kirghize, non pas seulement pour compléter leur portrait sous l'angle procédural, mais aussi dans l'objectif de comprendre certains facteurs potentiellement pertinents dans l'explication de l'instabilité et des transformations du régime.

En ce qui a trait à l'organisation du régime, il faudra combler les lacunes des théories, principalement en matière de violence (ou contrainte) et de territorialité. En ce qui a trait à la violence, nous avons remarqué que l'enjeu de projection du pouvoir est souvent oublié. La capacité de faire physiquement preuve de violence est un facteur de résilience du régime politique. Si le néopatrimonialisme a usé du concept pour parler des oppositions à la contrainte institutionnelle¹⁷, l'autoritarisme compétitif s'est limité à des phénomènes répressifs circonscrits sans les analyser systématiquement, et les autres théories ont évacué l'enjeu du cadre d'analyse. Il est donc nécessaire, afin de comprendre le rôle et le pouvoir des institutions dans le régime politique, de se pencher sur plusieurs aspects de la violence. Pour les deux théories interactionnistes, il faut

¹⁴ Pétric, *On a mangé nos moutons : Le Kirghizistan, du berger au businessman*, 133-135, 199.

¹⁵ Bayalieva-Jailobaeva, « A new look: professionalization of NGOs in Kyrgyzstan », 360-374.

¹⁶ Melvin, Neil, « Promoting a Stable and Multiethnic Kyrgyzstan: Overcoming the Causes and Legacies of Violence », *Central Eurasia Project*, vol. 3, mars, 2011, 49-50.

¹⁷ Radnitz, *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*, et Payaz, Jamil, « Kyrgyzstan's President Announces 2014 as Year of Strengthening Statehood », *Central Asia-Caucasus Analyst*, 19 février 2014, consulté le 10 février 2021, URL <https://www.cacianalyst.org/publications/field-reports/item/12915-kyrgyzstans-president-announces-2014-as-year-of-strengthening-statehood.html>

résoudre la question du moteur derrière la violence. En effet, même si la contrainte peut être une production sociale, la thèse selon laquelle « la violence trouve ses causes non pas dans la subjectivité de ses protagonistes, mais dans la dynamique des situations dans lesquelles ils se trouvent »¹⁸ est difficilement applicable au-delà du niveau microsociologique. Il faudra donc dépasser la réflexion foucaldienne sur le biopouvoir, et continuer à réfléchir aux liens entre l'intersubjectivité et la violence des systèmes et des institutions dans le cadre kirghize.

Pour l'autoritarisme compétitif, il faut comprendre les raisons poussant au choix de la violence par l'État. La discrimination, fruit de la violence et de la contrainte, poursuit-elle un objectif exemplaire ou d'exclusion? Si la violence exclue, la contrainte limite les débordements potentiels à la norme imposée. En comprenant les choix institutionnels quant à l'application de la violence étatique, on ramène l'agentivité des membres de l'opposition au pouvoir dans la problématique du régime. Mieux cerner la violence devient désormais nécessaire afin de faire sortir l'autoritarisme compétitif des limites néo-institutionnalistes. Le même constat se pose sur l'importance d'aborder la violence pour la transition démocratique. Il faut décrire les facteurs de résilience de l'opposition à la violence, la légitimité des différents types de contraintes, et le recours réel à la violence par les institutions afin de comprendre le positionnement de certains acteurs politiques, et leur rapport de force relatif.

La territorialité doit aussi être traitée plus en profondeur. Les enjeux locaux, quoique mentionnés, n'ont pas été suffisamment intégrés aux cadres théoriques analysant le régime kirghize. Si le régionalisme a été utilisé pour décrire certaines tensions au centre de l'État, les concepts de monopole, de violence et de légitimité n'ont pas été assez développés dans le champ de la spatialité pour permettre de comprendre le fonctionnement du régime au niveau local. Non seulement cette omission limite-elle notre description des enjeux de projection du pouvoir dans des zones de légitimités contestées comme le Ferghana, mais elle limite notre analyse des potentialités démocratiques au Kirghizistan. En effet, si l'enjeu du localisme reste à ce point important dans la réalité kirghize, le pays se trouve face à deux avenues potentielles. Premièrement, il y a l'avenue de l'instabilité perpétuelle, associée à un fort localisme perdurant et à une confrontation entre les

¹⁸ Wieviorka, Michel, « Subjectivation et désobjectivation : le cas de la violence », *Revista Sociedade e Estado*, vol. 30, no. 1, 2015, 45.

détenteurs d'autorité claniques. Autrement, la stabilisation des velléités locales à travers un pacte plus ou moins définitif. La stabilisation d'un pacte doit toutefois probablement passer par l'augmentation de la légitimité rationnelle-légale, afin de s'assurer de l'adhésion des élites à celui-ci en augmentant le risque de désolidarisation. La deuxième avenue est donc l'effacement des légitimités traditionnelles au profit d'une légitimité rationnelle-légale¹⁹.

Pour comprendre les transformations et le réaménagement de l'arène politique qu'est le régime, il faut donc tenter de mieux comprendre les légitimités du pouvoir au Kirghizistan. Pour ce faire, il est nécessaire de dépasser le cadre restreint de l'étude des régimes politiques. En effet, la science politique a historiquement abordé les institutions²⁰, en laissant à la sociologie le loisir de développer les concepts d'intersubjectivité dans la domination. Cependant, les idées constructivistes sur les régimes politiques, avancées entre autres par les théories de l'affect politique²¹ ou par le concept de capital symbolique²², nous poussent à mettre en évidence le concept de légitimité dans le régime.

La facilité à créer des indices témoigne de la fascination collective envers les institutions comme étant des « choses », des structures quasi matérielles, souvent au détriment d'une théorie qui admet l'importance de la relation entre le citoyen et l'État, ainsi qu'entre les différents acteurs sociaux, dans la production d'un organe de pouvoir. À cet effet, nous pourrions nous inspirer dans le futur de plusieurs approches sous-utilisées dans la littérature sur les régimes politiques pour mieux comprendre le régime kirghize. La psychologie politique, par exemple, peut nous permettre de développer la socialisation politique et l'acquisition d'une culture politique chez les citoyens, favorisant ainsi notre compréhension des liens de légitimité entre ceux-ci et les institutions informelles, l'État et leurs pairs. L'ethnographie de l'État peut nous permettre de comprendre l'interprétation que les sujets peuvent avoir de l'État, favorisant ainsi notre compréhension des symboles de pouvoir constituant le régime et facilitant l'identification d'un récit national. Ce genre

¹⁹ Sans indice évident d'une légitimité charismatique dominante au Kirghizistan, nous ne considérons pas la centralisation autour d'une figure autoritaire comme étant une avenue probable dans le court-terme.

²⁰ Coakley, John, « Évolution dans l'organisation de la science politique : la dimension internationale », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 1, no. 179, 2004, 197-198.

²¹ Laszckowski, Mateusz et Madeleine Reeves (dir.), *Affective States: Entanglements, suspensions, suspicions*, Berghahn books, 2018.

²² Bourdieu, Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 32, no. 3, 1977, 405-411.

de récit pourrait, à terme, nous aider à comprendre les moments de résilience et d'instabilité du régime, ainsi que la perception de ses transformations pour les sujets. L'intégration d'approches quantitatives dans un contexte non-comparatif peut aussi s'avérer pertinent, notamment en faisant usage de sondages similaires au World Value Survey. Enfin, l'utilisation des réseaux économiques pour cartographier la légitimité du régime kirghize peut s'avérer intéressante afin de comprendre les jeux d'alliances claniques et les points de basculement des légitimités dans l'histoire politique récente du Kirghizistan. Cette approche, avancée par quelques transitologues, doit toutefois être développée au-delà de la légitimité en fonction de la performance économique ou de la redistribution, et doit inclure les enjeux de détention du capital et de retour sur investissement des élites dans le marché du clientélisme²³.

Ce mémoire a identifié, décliné les concepts et décrit les limites des quatre cadres théoriques principaux applicables au régime kirghize et à ses transformations. Son objectif n'était pas de démontrer lequel de ces cadres est le plus applicable à la réalité du Kirghizistan, au contraire. Il laisse le choix de la théorie la plus appropriée, en prenant soin de démêler les outils conceptuels utilisés dans chacune d'entre elles. Il apparaît néanmoins encore impossible de se satisfaire de ces cadres théoriques aujourd'hui. Le régime kirghize, typiquement instable, doit subir un examen plus approfondi des causes de son instabilité, ainsi que des transformations dans l'application du pouvoir institutionnel. Les enjeux de légitimité doivent aussi être résolus, afin que l'on puisse comprendre la sémiotique politique organisant le régime kirghize dans une perspective plus post-moderne que les théories examinées. Des réponses dépassant les cadres théoriques actuels doivent donc être fournies. Celles-ci permettront non seulement de mieux comprendre le fonctionnement des régimes, mais aussi de saisir les perceptions de ceux-ci, et de bâtir des ponts entre la sociologie de l'État et l'étude des régimes politiques. Ces questions doivent donc être soumises à la recherche future, et les méthodologies explorées dans le paragraphe précédent peuvent représenter un atout majeur dans les futurs développements de la littérature sur les régimes politiques.

²³ Engvall, « Why are Public Offices Sold in Kyrgyzstan », 42.

Bibliographie

Abdurasulov, Abdujalil, « Kyrgyzstan election: A historic vote, but is it fair? », *BBC News*, 14 octobre 2017, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://www.bbc.com/news/world-asia-41594816>

Acemoglu, Daron et James A. Robinson, « A Theory of Political Transitions », *American Economic Review*, vol. 91, no. 4, 2001, 938–963.

Acemoglu, Daron et James A. Robinson, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge University Press, 2005.

Acemoglu, Daron et James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Currency Publishing, 2012

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, James A. Robinson et Pierre Yared, « Reevaluating the modernization hypothesis », *Journal of Monetary Economics*, vol. 56, no. 1, 2009, 1057.

Adorno, Sergio, « Le monopole étatique de la violence: Le Brésil face à l'héritage occidental », *Cultures et Conflits*, vol. 59, Automne., 2005, 149-74.

Agence France-Presse, « Kirghizistan: des manifestants libèrent l'ex-président de prison », Radio-Canada, 6 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1738990/kirghizstan-manifestations-liberation-prison-ex-president-contestation-elections>

Al Jazeera, « Japarov on course for a landslide victory in Kyrgyzstan election », *Al Jazeera*, 10 janvier 2021, consulté le 24 janvier 2021, URL <https://www.aljazeera.com/news/2021/1/10/japarov-on-course-for-landslide-victory-in-kyrgyzstan-election>

Al Jazeera, « Kyrgyzstan strips ex-leader of immunity, paves way for charges », *Al Jazeera*, 27 juin 2019, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://www.aljazeera.com/news/2019/6/27/kyrgyzstan-strips-ex-leader-of-immunity-paves-way-for-charges>

Al Jazeera, « New Kyrgyz constitution approved », *Al Jazeera*, 28 juin 2010, consulté le 19 février 2020, URL <https://www.aljazeera.com/news/asia/2010/06/201062873510612781.html>

Alkan, Haluk, « Post-Soviet politics in Kyrgyzstan: between centralism and localism? », *Contemporary Politics*, vol. 15, no. 3, 2009, 355–375.

Amnistie Internationale, « Kyrgyzstan: New rape case highlights need for immediate action to end appalling “bride kidnapping” practice », 2018, consulté le 21 février 2020, URL www.amnesty.org/en/latest/news/2018/06/kyrgyzstan-new-rape-case-highlights-need-for-immediate-action-to-end-appalling-bride-kidnapping-practice/

Anheier, Helmut K, *Civil Society: Measurement, Evaluation, Policy*, Earthscan, 2004.

Asian Development Bank, *Civil Society Briefs: The Kyrgyz Republic*, 2011, consulté le 28 septembre 2019, URL <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/29443/csb-kgz.pdf>.

Bader, Max, « Democracy Promotion and Authoritarian Diffusion: The Foreign Origins of Post-Soviet Election Laws », *Europe-Asia Studies*, vol. 66, no. 8, 2014, 1350-1370.

BBC, « Kyrgyzstan profile – Timeline », *BBC News*, 26 février 2018, consulté le 17 avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-asia-16185772>

Baghdasaryan, Milena, « The practice of political rights and patron–client relations: a case study of a party in Armenia », *Citizenship Studies*, vol. 21, no. 8, 1034–1051.

Baumgartner, Pete, « A Year After The Revolution, Kyrgyzstan Has Much To Celebrate », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 7 avril 2011, consulté le 6 février 2021, URL https://www.rferl.org/a/commentary_year_after_revolution_kyrgyzstan_has_much_to_celebrate/3549880.html

Bayaliev-Jailobaeva, Kanykey, « A new look: professionalization of NGOs in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 33, no. 3, 2014, 360-374.

Beetham, David, « Max Weber and the Legitimacy of the Modern State », *Analyse und Kritik*, vol. 13, no. 1, 1991, 34-45.

Beyer, Judith, *The Force of Custom: Law and the Ordering of Everyday Life in Kyrgyzstan*, University of Pittsburgh Press, 2016.

Beyer, Judith, « Constitutional Faith: Law and Hope in Kyrgyzstan », *Ethnos*, vol. 80, no. 3, 2015, 320-345.

Bleck, Jaimie et Igor Logvinenko, « Weak States and uneven pluralism: Lessons from Mali and Kyrgyzstan », *Democratization*, 2018.

Bogaards, Matthijs, « How to classify hybrid regimes? Defective democracy and electoral authoritarianism », vol. 16, no. 2, 2009, *Democratization*, 399-423.

Boire-Schwab, David, *Les causes des violences ethniques de 2010 au Kirghizistan*, Mémoire, Université de Montréal, 2015.

Bourdieu, Pierre, *Homo Academicus*, Éditions de Minuit, 1984

Bourdieu, Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, février/mars, 1981, 3-24.

Bourdieu, Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 32, no. 3, 1977, 405-411.

Bratton, Michael et Nicolas Van de Walle, « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa », *World Politics*, vol. 46, no. 4, 1994, 453-489.

Brownlee, Jason, « ...And yet they persist: Explaining survival and transition in neopatrimonial regimes », *Studies in Comparative International Development*, vol. 37, Septembre, 2002, 35-63.

Brugidou, Mathieu, « L'institutionnalisation de la norme sociale entre stigmatisation et dénonciation », *Langage et société*, vol. 144, no. 2, 2013, 85-105.

Bush, Sarah Sunn, « The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings », *Perspectives on Politics*, vol. 15, no. 3, 2017, 711-731.

Cagnat, René, « Kirghizstan 2005: Une année terrible », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1053, no. 1, 2006, 152-164.

Carment, David, Joe Landry, Samy Yiagadeesen et Scott Shaw, « Towards a theory of fragile state transitions: evidence from Yemen, Bangladesh and Laos », *Third World Quarterly*, vol. 36, no. 7, 2015, 1316-1332.

Carr, Craig L., *Stability, Legitimacy, and the Liberal Polity*, Palgrave Macmillan, 2006.

Ceccarelli, Alessandra, « Clans, Politics and Organized Crime in Central Asia », *Trends in Organized Crime*, vol. 10, no. 3, 2007, 19-36.

Coakley, John, « Évolution dans l'organisation de la science politique : la dimension internationale », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 1, no. 179, 2004, 189-203.

Cogkezen, Murat, « Corruption in Kyrgyzstan: the facts, causes and consequences », *Central Asian Survey*, vol. 23, no. 1, 2004, 79-94.

Colliot-Thélène Catherine, « La fin du monopole de la violence légitime ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 34, no. 1, 2003, 5-31.

Collins, Kathleen, « Kyrgyzstan's Latest Revolution », *Journal of Democracy*, vol. 22, no. 3, 2011, 150-164.

Collins, Kathleen, « The logic of clan politics: Evidence from the Central Asian Trajectories », *World Politics*, vol. 56, no. 1, 2004, 224-261.

Collins, Kathleen, « The Political Role of Clans in Central Asia », *Comparative Politics*, vol. 35, no. 2, 2003, 171-190.

Collins, Kathleen et Robert Gambrel, « Corruption and Popular Support for Democracy and Government in Transitional Contexts: The Case of Kyrgyzstan », *Europe-Asia Studies*, vol. 69, no. 8, 2017, 1280-1309.

Cummings, Sally N. et Ole Nørgaard, « Conceptualising State Capacity: Comparing Kazakhstan and Kyrgyzstan », *Political Studies*, vol. 52, 2004, 685-708.

Cummings, Sally N., Shairbek Juraev, Alexander Pugachev, Azamat Temirkulov, Medet Tiulegenov, et Bermet Tursunkulova, « State, regime, and government in the Kyrgyz Republic (1991–2010): disaggregating a relationship », *East European Politics*, vol. 29, no. 4, 2013, 443–460.

De Danieli, Filippo, « Beyond the drug-terror nexus: Drug trafficking and state-crime relations in Central Asia », *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, no. 6, 2014, 1235-1240.

De Schweinitz, Karl, *Industrialization and democracy: Economic necessities and political possibilities*, The Free Press, 1964.

De Young, Alan J, Madeleine Reeves et Galina K. Valyayeva, *Surviving the Transition? Case Studies of Schools and Schooling in Kyrgyz Republic*, Information Age, 2006.

Diamandouros, Nikiforos, « Prospects for Democracy in Greece: 1974-1983 » dans Guillermo O'Donnell, Phillippe Schmitter et Laurence Whitehead (dir.), *Transitions from Authoritarian Rule in Southern Europe*, Johns Hopkins University Press, 1986, 138-164.

Diamond, Larry, 1994, « Rethinking Civil Society: Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 5, no. 1, 4-17.

Diamond, Larry, « Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, no. 2, 2002, 21-35.

Diamond, Larry et Leonardo Morlino (dir.), *Assessing the Quality of Democracy*, John Hopkins University Press, 2005.

Donnelly, Jack, *Universal Human Rights in Theory and Practice*, Cornell University Press, 1989.

Doolotkeldieva, Asel, et Heatherstraw, John, « State as resource, mediator and performer: understanding the local and global politics of gold mining in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 34, no. 1, 2015, 93-110.

Doolotkeldieva, Asel, *Social mobilisations, politics and society in contemporary Kyrgyzstan*, Thèse, Université d'Exeter, 2015.

Du Gay, Paul, et Alan Scott. « Transformation de l'État ou changement de régime ? De quelques confusions en théorie et sociologie de l'État », *Revue française de sociologie*, vol. 52, no. 3, 2011, 537-557.

Durkheim, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Les presses universitaires de France, 1967.

Eabrasu, Marian, « Les états de la définition wébérienne de l'État », *Raisons Politiques*, vol. 1, no. 45, 2012, 187-209.

Economic Intelligence Unit, « EIU Democratic indices Dataset », *Gapminder*, 13 février 2020, consulté le 17 mai 2020, www.gapminder.org/data/documentation/democracy-index/

Engvall, Johan, « Kyrgyzstan's revolt: Prospects for Stability in a Failing State », *The Central Asia Caucasus Analyst*, 14 avril 2010, consulté le 24 février 2020, URL <http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/12035-analytical-articles-cacianalyst-2010-4-14-art-12035.html>

Engvall, Johann, « The State as Investment Market: A Framework for Interpreting the Post-Soviet State in Eurasia », *Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions*, vol. 28, no. 1, 2015, 25-40.

Erdmann, Gero et Ulf Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 45, no. 1, 2007, 95-119.

Ermatov, Gulgit, *The Impact of Electoral Reform on Neopatrimonial Regime in Kyrgyzstan*, Mémoire, Central European University, 2008, 35-37.

Esengeldiev, Almaz, *Strengthening the Vertical: Kyrgyzstan's 2016 Constitutional Referendum*, Freedom House, 2017.

Faria, Hugo J., Hugo M. Montesinos-Yufa et Daniel R. Morales, « Should the Modernization Hypothesis Survive Acemoglu, Johnson, Robinson, and Yared? Some More Evidence », *Econ Journal Watch*, vol. 11, no. 1, 2014, 17-36.

Fédération Internationale pour les Droits Humains, « Kyrgyzstan: Amendments to NGO law would threaten freedom of expression and association », *FIDH*, 24 janvier 2020, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/kyrgyzstan/kyrgyzstan-amendments-to-ngo-law-would-threaten-freedom-of-expression>

Feng, Yi et Paul J. Zak, « The Determinants of Democratic Transitions », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, no. 162, 1999, 162-177.

Ferguson, James et Akhil Gupta, « Spatializing States: Towards an Ethnography of Neoliberal Governmentality », *American Ethnologist*, vol. 29, no. 4, 2002, 981-1002.

France, Guilherme et Roberto Martinez B. Kututschka, « Kyrgyzstan: Overview of corruption and anti-corruption », *Transparency international*, 2019, 1-15.

Freedom House, *Freedom in the World 2018*, 2018, consulté le 26 janvier 2021, <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2018>

Freedom House, *Freedom in the World 2019*, 2019, consulté le 13 mai 2020, <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2019>

Freedom House, *Nations in Transit*, 2020, consulté le 13 mai 2020, <https://freedomhouse.org/report/nations-transit>

Fumagalli, Matteo. « Semi-Presidentialism in Kyrgyzstan », dans *Semi-Presidentialism in the Caucasus and Central Asia*, Robert Elgie et Sophia Moestrup (dir.), Palgrave Macmillan, 2016, 173–206.

Fumagalli, Matteo, « The 2011 presidential elections in Kyrgyzstan », *Electoral Studies*, vol. 31, no. 4, 2012, 864–867.

Fumagalli, Matteo, « The 2015 parliamentary election in Kyrgyzstan », *Electoral Studies*, vol. 42, 2016, 300–303.

Fumagalli, Matteo, « The Kumtor Gold Mine and the Rise of Resource Nationalism in Kyrgyzstan », *Central Asia Economic Papers*, vol. 16, Central Asia Program, 2015.

Fund for Peace, « Fragile States Index: Country Dashboard », 2020, consulté le 17 mai 2020, <https://fragilestatesindex.org/country-data/>

Gagné, Jean-François, *Alliance Politics in Hybrid Regimes: Political Stability and Instability since World War II*, Thèse, Université de Montréal, 2012.

Gibson, James L., Raymond Duch et Kent L. Tedin, « Democratic values and the transformation of the Soviet Union », *The Journal of Politics*, vol. 54, no. 2, 1992, 329-371.

Glenn III, John K., « The Impact of Collective Actors upon Democratization », *European University Institute*, EUI Working Paper 99, no. 5, 1999.

Guliyev, Farid, « Personal rule, neopatrimonialism, and regime typologies: integrating Dahlian and Weberian approaches to regime studies », *Democratization*, vol. 18, no. 3, 2011, 575-601.

Gullette, David Cameron, *Kinship, state, and 'tribalism': the genealogic construction of the Kyrgyz Republic*, Thèse, Université de Cambridge, 2006.

Gullette, David, « Theories on Central Asian factionalism: the debate in political science and its wider implications », *Central Asian Survey*, vol. 2, no. 3, 2007, 373-387.

Hadenius, Axel & Jan Teorell, *Authoritarian Regimes: Stability, Change, and Pathways to Democracy, 1972-2003*, Lund University Press, 2006

Hadenius, Axel & Jan Teorell, « Pathways for Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 18, no. 1, 2007, 143-156.

Haerpfer, Christian W., Patrick Bernhager, Ronald F. Inglehart et Christian Welzel (dir), *Democratization*, Oxford University Press, 2009.

Hale, Henry E., « Democracy or Autocracy on the March? The Colored Revolutions as Normal Dynamics of Patronal Presidentialism », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 39, no. 3, 2006, 311-329.

Hanks, Reuell R., « Crisis in Kyrgyzstan: conundrums of ethnic conflict, national identity and state cohesion », *International Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol. 13, no. 2, 2011., 177-187.

Hanson, Steven E., « Defining Democratic Consolidation », dans Richard D. Anderson Jr, et al. (dir.), *Postcommunism and the Theory of Democracy*, Princeton University Press, 2001, 126-151.

Hayek, Friedrich, *The Road to Serfdom*, *Routledge*, 1944.

Heurlin, Christopher, « Governing Civil Society: The Political Logic of NGO-State Relations Under Dictatorship », *Voluntas*, vol. 21, no. 1, 2010, 220-239.

Hierman, Brent, « What use was the election to us? Clientelism and political trust amongst ethnic Uzbeks in Kyrgyzstan and Tajikistan », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 38, no. 2, 2010, 245-263.

Horrocks-Taylor, Joseph, « Dirty Water, Muddied Politics: Hybridisation of Local and National Opposition to Kumtor Mine, Kyrgyzstan », *Land*, vol. 7, no. 42, 2018, 1-18.

Hudson, Valerie M, Donna Lee Bowen et Perpetua Lynne Nielsen, « Clan Governance and State Stability: The Relationship Between Female Subordination and Political Order », *American Political Science Review*, vol. 109, no. 3, 2015, 535-555.

Huskey, Eugene et David Hill, « Regionalism, personalism, ethnicity, and violence: parties and voter preference in the 2010 parliamentary election in Kyrgyzstan », *Post-Soviet Affairs*, vol. 29, no. 3, 2013, 237-267.

Huskey, Eugene et David Hill, « The 2010 referendum and parliamentary elections in Kyrgyzstan ». *Electoral Studies*, vol. 30, no. 4, 2011, 876-9.

Ibraimov, Tamerlan, « The Jogorku Kenesh of the Kyrgyz Republic: an Analysis of Legislative Initiatives », *Central Asian Bureau for Analytical Reporting*, 30 septembre 2016, consulté le 28 janvier 2021, URL <https://cabar.asia/en/tamerlan-ibraimov-the-jogorku-kenesh-of-the-kyrgyz-republic-an-analysis-of-legislative-initiatives-2>

Ikhamov, Alisher, « Neopatrimonialism, factionalism and patronage in post-Soviet Uzbekistan », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 186-196.

Inglehart, Ronald, Christian Haerpfer, Alejandro Moreno, Christian Welzel, Kseniya Kizilova, Jaime Diez-Medrano, Marta Lagos, Pippa Norris, Eduard Ponarin, Bi Puranen et al., *World Value Survey: All Rounds – Country-Pooled Datafile Version*, 2014, consulté le 9 novembre 2020, URL <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>

Ismailbekova, Aksana, « Mapping Lineage Leadership in Kyrgyzstan: Lineage Associations and Informal Governance », *Zeitschrift fuer Ethnologie*, vol. 143, no. 2, 2018, 195-219.

Jailobaeva, Kanykey et Myrzagul Baialieva, « Sponsored study abroad and civic engagement in Kyrgyzstan », *Journal of Civil Society*, vol. 16, no. 3, 2020, 234-242.

Jailobaeva, Kanykey, *The Return of the State to Development: The State, Donors, and NGOs in Post-Soviet Kyrgyzstan*, Thèse, Université d'Édimbourg, 2011.

Jargalsaikhan, Mendee, *Small Islands of Democracy in an Authoritarian Sea: Explaining Mongolian and Kyrgyz Democratic Development*, Thèse, University of British Columbia, 2019.

Junishbai, Barbara et Azamat Junishbai, « Regime type versus patronal politics: a comparison of “ardent democrats” in Kazakhstan and Kyrgyzstan », *Post-Soviet Affairs*, 2019, vol. 35, no. 3, 240-257.

Kalybekova, Asel, « Kyrgyzstan Ponders the Impact of Russia's Citizenship Law Amendments », *Eurasianet*, 24 avril 2014, consulté le 2 février 2021, URL <https://eurasianet.org/kyrgyzstan-ponders-the-impact-of-russias-citizenship-law-amendments>

Kambale Mirembe, Omer, *Échanges transnationaux, réseaux informels et développement local : une étude au Nord-Est de la République démocratique du Congo*, Thèse, Université Catholique de Louvain, 2005, 47-50.

Kim, Hyojoung et Emory Morrison, « Shifting Functional Forms in the Relationship Between Economic Development and Political Democracy », dans Barbara Wejnert (dir.), *Democratic Paths and Trends*, Emerald Books, 2010, 155-176.

Kuchukeeva, Altinay et John O'Loughlin, « Civic Engagement and Democratic Consolidation in Kyrgyzstan », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 44, no. 8, 2003, 557-587.

Kupatadze, Alexander, « Kyrgyzstan - A virtual narco-state? », *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, no. 6, 2014, 1178-1185.

Lacaze, Lionel, « L'interactionnisme symbolique de Blumer revisité », *Sociétés*, vol. 3, no. 121, 2013, 41-52.

Laruelle, Marlène, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », *Democratizatsiya*, vol. 20, no. 4, 2012, 301-24.

Laruelle, Marlène, « Informalité de l'État et appropriation prédatrice des ressources : le présidentielisme clientélaire en Asie centrale », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 3, no. 20, 2013, 65-78.

Laruelle, Marlène, « The paradigm of nationalism in Kyrgyzstan. Evolving narrative, the sovereignty issue, and political agenda », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 45, no. 1-2, 2012, 39-49.

Laruelle, Marlène et Johan Engvall (dir.), *Kyrgyzstan beyond "Democracy Island" and "Failing State": Social and Political Changes in a Post-Soviet Society*, Lexington Books, 2015.

Laszczkowski, Mateusz et Madeleine Reeves (dir.), *Affective States: Entanglements, suspensions, suspicions*, Berghahn books, 2018.

Lawson, Robert A. et J. R. Clark, « Examining the Hayek-Friedman hypothesis on economic and political freedom », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 74, 2010, 230-239.

Lecours, André, « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité? », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no. 3, 2002, 3-19.

Lemon, Edward, « Nazarbayev's retirement marks a new era in Central Asia », *East Asia Forum*, 3 avril 2019, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.eastasiaforum.org/2019/04/03/nazarbayevs-retirement-marks-a-new-era-in-central-asia/>

Levitsky, Steven et Lucan A. Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid regimes After the Cold War*, Cambridge University Press, 2010.

Levy, David, « The impulse to orthodoxy: why illiberal democracies treat religious pluralism as a threat », *Religion, State and Society*, vol. 46, no. 3, 2018, 243-265.

Lewis, David, « The dynamics of regime change: domestic and international factors in the 'Tulip Revolution' » dans Sally Cummings, *Domestic and International Perspectives on Kyrgyzstan's 'Tulip Revolution'*, Routledge, 2013

Linz, Juan J. et Alfred Stephan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Johns Hopkins University Press, 1996

Lipset, Seymour Martin, « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy », *The American Political Science Review*, vol. 53, no. 1, 1959, 69-105.

Litvinova, Daria, « Kyrgyzstan annuls parliamentary election results amid unrest », *AP News*, 6 octobre 2020, consulté le 8 octobre 2020, URL <https://apnews.com/article/kyrgyzstan-bishkek-archive-elections-parliamentary-elections-05f39bd910d890bc4c02fb7d3427ef30>

Lowery, David, « Why Do Organized Interests Lobby? A multi-Goal, Multi-Context Theory of Lobbying », *Polity*, vol. 39, no. 1, 2007, 29-54.

Lust-Okar, Ellen, « Legislative Elections in Hegemonic Authoritarian Regimes », dans *Democratization my Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 226-245.

Maloney, William A, « Organizational Populations: Professionalization, Maintenance and Democratic Delivery », dans David Lowery, Darren Halpen et Virginia Gray, *The Organization Ecology of Interest Communities: Assesment and Agenda*, Palgrave Macmillan, 2015, 99-116.

Mann, Patrice, « La genèse de l'État moderne : Max Weber revisité », *Revue française de sociologie*, vol. 41, no. 2, 2000, 331-344.

Marat, Erica, « Kyrgyzstan », Nations in transit 2010, Freedom house, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://www.refworld.org/pdfid/4d53f02319.pdf>

Marat, Erica, « Kyrgyzstan: A Parliamentary system Based on inter-elite Consensus », *Demokratizatsiya*, vol. 20, no. 4, 2012., 325-344.

Marat, Erica, « Kyrgyzstan's north-south axis shifts ahead of elections », *Eurasia Daily Monitor*, 87., 2., 4 mai 2005, consulté le 17 avril 2019, <https://jamestown.org/program/kyrgyzstans-north-south-axis-shifts-ahead-of-elections/>

Marat, Erica, « 'We disputed every word': how Kyrgyzstan's moderates tame ethnic nationalism », *Nations and Nationalism*, vol. 22, no. 2, 2016, 315-324.

Martin, Nicolas, « The Dark Side of Political Society: Patronage and the Reproduction of Social Inequality », *Journal of Agrarian Change*, vol. 14, no. 3, 2013, 419-434.

Mazepus, Honorata, « What makes political authorities legitimate? Students' ideas about legitimacy in five European democracies and hybrid regimes », *Contemporary politics*, vol. 23, no. 3, 2017, 306-327.

McCoy, Jennifer L. et Jonathan Hartlyn, « The Relative Powerlessness of Elections in Latin America », dans *Democratization my Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 47-71.

McFalls, Laurent, *Construire le politique : Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, Presses de l'Université Laval, 2006.

McGlinchey, Eric « Exploring Regime Instability and Ethnic Violence in Kyrgyzstan », *Asia Policy*, vol. 12, no. 1, 2011, 79-98.

McMann, Kelly M., *Economic autonomy and democracy: hybrid regimes in Russia and Kyrgyzstan*, Cambridge University Press, 2006.

Melvin, Neil, « Promoting a Stable and Multiethnic Kyrgyzstan: Overcoming the Causes and Legacies of Violence », *Central Eurasia Project*, vol. 3, mars, 2011, 49-50.

Merkel, Wolfgang, « Embedded and Defective Democracies », *Democratization*, vol. 11, no. 5, 2004, 33- 58.

Merz, Theo, « Ex-prisoner Sadyr Japarov confirmed as Kyrgyzstan president », *The Guardian*, 16 octobre 2020, consulté le 22 octobre 2020, URL <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/16/kyrgyzstan-parliament-confirms-sadyr-japarov-new-president>

Mikhalev, Vladimir et Georges Heinrich, « Kyrgyzstan: A Case Study of Social Stratification », *United Nations University Working Papers*, no. 164, Septembre, 1999.

Moldalieva, Janyl et John Heatherstraw, « Playing the “Game” of Transparency and Accountability: Non-elite Politics in Kyrgyzstan’s Natural Resource Governance », *Post-Soviet Affairs*, vol. 1, 2020, 171-187.

Morlino, Leonardo, « Anchors and Democratic Change », *Comparative Political Studies*, vol. 38, no. 7, 2005, 743-770.

Morlino, Leonardo, *Changes for Democracy: Actors, Structures, Processes*, 2011, Oxford University Press.

Morlino, Leonardo, « Consolidation démocratique : La théorie de l’ancrage », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, no. 2, 2001, 245-267.

Munck, Gerardo L., *Disaggregating Political Regime: Conceptual Issues in the Study of Democratization*, Helen Kellogg Institute for International Studies Working Paper, 1996.

Munck, Gerardo L., « The Regime Question: Theory Building in Democracy Studies », *World Politics*, vol. 54, no. 1, 2001, 119–144.

Nations in transit, « Kyrgyzstan 2020 », *Freedom House*, 2020, consulté le 30 janvier 2021, URL <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/nations-transit/2020>

Novastan, « La troisième révolution kirghize du côté des régions : vol de moutons et démissions », *Novastan*, 10 octobre 2020, consulté le 20 octobre 2020, URL https://novastan.org/fr/kirghizstan/la-troisieme-revolution-kirghize-du-cote-des-regions-vol-de-mouton-et-demissions/?fbclid=IwAR1s5oRzkejJHnQMOvRFFYzgel3rV_08JEFn-kEVXm9b0fzHWqwKtCRFF1o

Ò Beachain, Donnacha et Kevlihan, Rob, « Imagined democracy? Nation-building and elections in Central Asia », *Nationalities Papers*, vol. 43, no. 3, 2015, 495-513.

O'Donnell, Guillermo et Philippe Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, John Hopkins University Press, 1986.

O'Kane, Rosemary H. T., « Against Legitimacy », *Political Studies*, vol. 41, no. 3, 1993, 471-487.

Omelicheva, Marija Y., « Why Did Kyrgyz Voters Give Up Parliamentarism? », *The Diplomat*, 12 janvier 2021, consulté le 13 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2021/01/why-did-kyrgyz-voters-give-up-parliamentarism/>

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Constitutional Referendum 27 June 2010 OSCE/ODIHR Needs Assessment Mission Report*, 2010.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections 10 October 2010 OSCE/ODHR Election Observation Mission Report*, 2010.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections 4 October 2015 Final Report*, 2015.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 30 October 2011 OSCE/ODHR Election Observation Mission Report*, 2011.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 15 October 2017 Final Report*, 2017.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *Kyrgyz Republic : Presidential Election, 29 July 2009, OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report*, 2009.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme, *The Kyrgyz Republic : Parliamentary Elections, 27 February and 13 March 2005 OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report*, 2005

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, *OSCE Election Observation Mission : The Kyrgyz Republic : Pre-term Parliamentary Elections, 16 December 2007, Statement of Preliminary Finding and Conclusions*, 2007

Orlova, Maria, « Parliament of Kyrgyzstan passes scandalous law on NGOs in second reading », *24KG*, 19 juin 2020, consulté le 6 février 2021, URL https://24.kg/english/156624__Parliament_of_Kyrgyzstan_passes_scandalous_law_on_NGOs_in_second_reading_/

Pannier, Bruce, « All That Is Good About Kyrgyzstan's Upcoming Parliamentary Elections », Radio Free Europe/Radio Liberty, 2 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL <https://www.rferl.org/a/all-that-is-good-about-kyrgyzstan-s-parliamentary-elections-/30870232.html>

Pannier, Bruce, « In Kyrgyzstan, An Unexpected Victory For Atambaev's Chosen Candidate », Radio Free Europe/Radio Liberty, 15 octobre 2017, consulté le 20 février 2020, URL <https://www.rferl.org/a/kyrgyzstan-presidential-election-analysis-jeenbekov/28796176.html>

Pannier, Bruce, « Kyrgyzstan: Anniversary of Aksy Tragedy Marked », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 17 mars 2006, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.rferl.org/a/1066811.htm>

Pannier, Bruce, « Kyrgyzstan: Bishkek Prepares For Large Opposition Rally », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 1 novembre 2006, 6 février 2021, URL <https://www.rferl.org/a/1072461.html>

Pannier, Bruce, « Reporter's Notebook: Strange Days in Jalal-Abad », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 13 avril 2010, consulté le 17 avril 2019, URL https://www.rferl.org/a/Reporters_Notebook_Strange_Days_In_JalalAbad/2011197.html

Pannier, Bruce, « The Split Of Kyrgyzstan's Ruling Party And Its Wider Implications », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 mars 2019, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.rferl.org/a/the-split-of-kyrgyzstan-s-ruling-party-and-its-wider-implications/29845525.html>

Parrish, Scott et Margarita Sevcik, 2005, « Kyrgyzstan Government Ousted », *James Martin Center for Non-Proliferation Studies*, 24 mars 2005, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.nonproliferation.org/kyrgyzstan-government-ousted/>

Payaz, Jamil, « Kyrgyzstan's President Announces 2014 as Year of Strengthening Statehood », *Central Asia-Caucasus Analyst*, 19 février 2014, consulté le 10 février 2021, URL <https://www.cacianalyst.org/publications/field-reports/item/12915-kyrgyzstans-president-announces-2014-as-year-of-strengthening-statehood.html>

Pétric, Boris, « Observation électorale et réseaux d'ONG transnationaux : Le cas du Kirghizistan », *Revue Tiers Monde*, vol. 1, no. 193, 2008, 91-109.

Pétric, Boris, *On a mangé nos moutons : Le Kirghizistan, du berger au businessman*, Belin, 2013.

Pierobon, Chiara, « The Development of Civil Society in Post-Soviet Kyrgyzstan: An Analysis of the National and International Context », *Annali di Ca' Foscari Serie Orientale*, vol. 54, Juin, 2018, 107-133.

Pierson, Christopher, *The Modern State*, Routledge, 2004.

Putz, Catherine, « What's in Kyrgyzstan's Proposed 'Khanstitution'? », *The Diplomat*, 20 novembre 2020, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2020/11/whats-in-kyrgyzstans-proposed-khanstitution/>

Przeworski, Adam et Fernando Limongi, « Modernization: Theories and Facts », *World Politics*, vol. 49, no. 1, 1997, 155-183.

Przeworski, Adam, Michel E. Alvarez, Jose Antonio Cheibub et Fernando Limongi, *Democracy and development: Political institutions and well-being in the world, 1950–1990*, Cambridge University Press, 2000.

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Feliks Kulov - between government and opposition », 6 juin 2007, consulté le 17 avril 2019, URL <https://www.refworld.org/docid/469f5c74c.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Kyrgyz Lawmakers Vote to Lift Atambaev Immunity », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 juin 2019, consulté le 20 février 2020, URL <https://www.rferl.org/a/kyrgyz-lawmakers-vote-to-lift-atambaev-s-immunity-/30023178.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Retrial of Two Kyrgyz Opposition Figures Kicks Off in Bishkek », 12 septembre 2019, consulté le 20 septembre 2019, URL <https://www.rferl.org/a/trial-kyrgyz-opposition/30160666.html>

Radnitz, Scott, « A Horse of a Different Color », dans Valerie Bunce, Michael McFaul et Kathryn Stoner-Weiss (dir.), *Democracy and Authoritarianism in the Postcommunist World*, Cambridge University Press, 300-324, 2012.

Radnitz, Scott, « Networks, localism and mobilization in Aksy, Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 24, no. 4, 2005, 405-424.

Radnitz, Scott, « The Color of Money: Privatization, Economic Dispersion, and the Post-Soviet "Revolutions" », *Comparative Politics*, vol. 42, no. 2, 2010, 127-146.

Radnitz, Scott, *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*, Cornell University Press, 2010.

Reeves, Madeleine, *Border Work: Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, Cornell University Press, 2014.

Reeves, Madeleine, Johan Rasanayagam et Judith Beyer, *Ethnographies of the State in Central Asia, Performing Politics*, Indiana University Press, 2014.

Reuters, « Supporters of Ousted Kyrgyzstan Leader in Attempted Coup », *The Guardian*, 13 mai 2010, consulté le 10 mars 2020, URL <https://www.theguardian.com/world/2010/may/13/kyrgyzstan-coup-attempt>

Roessler, Philip G. et Marc M. Howard, « Post-Cold War Regimes: When Do Elections Matter? », dans *Democratization by Elections: A New Mode of Transition*, Staffan I. Lindberg (dir.), John Hopkins University Press, 2009, 101-127.

Ryabkov, Maxim, « The north-south cleavage and political support in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey*, vol. 27, no. 3-4, 2008, 301-316.

Schmitter, Phillippe, « Speculations about the Prospective Demise of Authoritarian Regimes and Its Possible Consequences », *The Wilson Center*, Working Paper no. 60, 1980.

Schmitter, Phillippe et Terry Lynn Karl, « The Conceptual Travel of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go? », *Slavic Review*, vol. 53, no. 1, 1994, 173-185.

Sigman, Rachel et Staffan I. Lindberg, *Neopatrimonialism and Democracy: An Empirical Investigation of Africa's Political Regimes*, The Varieties of Democracy Institute Working Papers, no. 56, 2017.

Sindzingre, Alice, « Neopatrimonialism and its reinterpretations by development economics », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 90-107.

Snyder, Richard, « Explaining Transitions from Neopatrimonial Dictatorship », *Comparative Politics*, vol. 24, Juillet, 1992, 379-399.

Stano, Peter et Adam Kasnowski, « Kyrgyz Republic: Statement by the Spokesperson on the parliamentary elections », *Service Européen pour l'Action Extérieure*, 6 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/86426/kyrgyz-republic-statement-spokesperson-parliamentary-elections_en

Sullivan, Charles J., « The Crumbling Kyrgyz Republic », *Asian Affairs*, 25 janvier 2021, Consulté le 26 janvier 2021, DOI 10.1080/03068374.2020.1843251

Tang, Min, Narisong Huhe et Qiang Zhou, « Contingent Democratization: When Do Economic Crises Matter? », *British Journal of Political Science*, vol. 47, no. 1, 2017, 71-90.

The Economist, « Another Autocrat Falls », 31 mars 2005, consulté le 10 mars 2020, URL www.economist.com/asia/2005/03/31/another-autocrat-falls

Troper, Michel, « Le monopole de la contrainte légitime (Légitimité et légalité dans l'État moderne) », *Lignes*, vol. 2, no. 25, 1995, 34-47.

Tucker, Joshua A. « Enough! Electoral Fraud, Collective Action Problems, and Post-Communist Colored Revolutions », *Perspectives on Politics*, vol. 5, no. 3, 535-551.

Ubysheva, Erkina et Dinara Oshurakunova, « A Power Grab in Kyrgyzstan », Open Society Foundations, 11 mai 2020, consulté le 27 septembre 2020, URL <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/a-power-grab-in-kyrgyzstan>

Umarov, Temur, « The Failure of Atambayev's Planned Power Transition », *The Diplomat*, 23 août 2019, consulté le 23 janvier 2021, URL <https://thediplomat.com/2019/08/the-failure-of-atambayevs-planned-power-transition/>

Van de Walle, Nicolas, « Democracy and clientelism in Africa today », dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, Routledge, 2012, 113-114.

Vlaponou, Gino, « An Uncertain Transition: Security, Violence and Neopatrimonialism in the Central African Republic », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, no. 228, 2016, 121-142.

Von Soest, Christian et Julia Grauvogel, « How do Non-Democratic Regimes Claim Legitimacy? Comparative Insights from Post-Soviet Countries », *German Institute of Global and Area Studies working papers*, no. 277, 2015, 1-31.

Wachtel, Andrew Baruch, « Kyrgyzstan between democratization and ethnic intolerance », *Nationalities Papers*, vol. 41, no. 6, 2013, 971-986.

Waldron-Moore, Pamela, « Eastern Europe at the Crossroads of Democratic Transition: Evaluating Support for Democratic Institutions, Satisfaction With Democratic Government, and Consolidation of Democratic Regimes », *Comparative Political Studies*, vol. 32, no. 1, 1999, 32-62.

Way, Lucan « The Real Causes of The Color Revolutions », *Journal of Democracy*, vol. 19, no. 3, 2008, 55-69.

Weber, Max, « Die drei reinen der legitimen Herrschaft. Eine soziologische Studie », *Der Preussische Jahrbücher*, 187., 1., 1922, 1-12, Traduction de Élisabeth Kauffmann, « Les trois types purs de la domination légitime », *Sociologie*, vol. 3, no. 5, 2014, 291-305.

Weber, Max, *Le savant et le politique*, La Découverte, 2003.

Wieviorka, Michel, « Subjectivation et désobjectivation : le cas de la violence », *Revista Sociedade e Estado*, vol. 30, no. 1, 2015, 39-53.

Wigell, Mikael, « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », *Democratization*, vol. 15., no. 2, 230-250.

Wilkinson, Claire, « International Agency in Kyrgyzstan: Rhetoric, Revolution and Renegotiation », dans Emilian Kavalski, *Stable Outside, Fragile Inside: Post-Soviet Statehood in Central Asia*, Ashgate Publishing, 2010, 133-154.

Wolkov, Nicole, « Kyrgyzstan amends Agreement on Russian Use of Military Base », *Caspian Policy Center*, 1 juillet 2020, consulté le 2 février 2021, URL <https://www.caspianpolicy.org/kyrgyzstan-amends-agreement-on-russian-use-of-military-base/>

Wooden, Amanda E., « Another way of saying enough: environmental concern and popular mobilization in Kyrgyzstan », *Post-Soviet Affairs*, vol. 29, no. 4, 2013, 314-353.

Xinhua, « SCO, CIS praise parliamentary elections in Kyrgyzstan », XinhuaNet, 5 octobre 2020, consulté le 6 octobre 2020, URL http://www.xinhuanet.com/english/2020-10/05/c_139420648.htm

Yalovkina, Anna, « Kyrgyz Politics Still Too Close to the Mob? », *Institute for War and Peace Reporting*, 14 juillet 2015, consulté le 25 octobre 2020, URL <https://iwpr.net/global-voices/kyrgyz-politics-still-too-close-mob>

Ziegler, Charles E., « Civil society, political stability, and state power in Central Asia: cooperation and contestation », *Democratization*, vol. 17, no 5, 2010, 795-825.

Ziegler, Charles E., « Great powers, civil society and authoritarian diffusion in Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 35, no. 4, 2016, 549-569.